

Vendredi 5 juin/ Freitag 5. Juni/ Friday June 5, 2015 :

Table des matières du programme

9h – 11h Panel Session 3 – sessions parallèles/Parallelsessionen/parallel sessions.....	4
Panel 8 : Le délitement du lien social ? Exemples de reconfigurations collectives .	4
Panel 9 : Ethnographier l'espace public : de l'organisation sensibles aux dispositifs institutionnels.....	7
Panel 10 : Transformation sozialer Beziehungen im Nahfeld sozialer Vergemeinschaftung	10
Panel 11 : Entre excellence individuelle et (r)appels d'égalité: processus d'individualisation, action publique et mobilisations collectives.....	12
11h – 11h30 Pause café/thé/Kaffee-und Teepause/Coffee/tea break, devant l'auditoire 1031	14
11h30 – 12h30 Keynote lecture Katherine Stovel, auditoire 1031	14
12h30 – 14h Pause midi/Mittagspause/Lunch break, Cafétéria de l'Unithèque	16
14h – 15h30 Workshop Session 3.....	16
Atelier 1 B : Les approches « multi-site » en ethnographie du travail : circulation et combinaison des sites de recherche.....	16
Atelier 6 : Entre politique et religion: perspectives maussiennes sur l'intégration sociale	19
Atelier 7 C : Les professions artistiques, entre dérégulation et autorégulation	23
Atelier 10 B : Les cadres règlementaires externes et leurs effets sur les institutions	25
Workshop 12 A : Urban imaginaries and contention of public space in cities	30
Atelier 16 A : Dynamiques d'adaptation et reconfigurations organisationnelles : le cas des épidémies	33

Atelier 17 : Les faiseurs d’algorithmes : vers des formes hybrides de production de collectifs et de gouvernance?	37
Atelier 18 C : Changements de régulation du champ de la santé et mobilisations sociales / Regulatory changes in the health field and social mobilization / Regulierungsveränderungen und soziale Mobilisierung im Gesundheitsbereich..	42
Atelier 22 : Des militantismes féministes à la prise en charge des violences : genèse d’un problème public / Von feministischen Bewegungen bis zur Institutionalisierung von Massnahmen gegen sexuelle Gewalt: Der Werdegang eines öffentlichen Problems.....	47
Atelier 27 : Sur les sentes de la migration : Circulations, risque et gestion de l’incertitude	50
Atelier 33 : A l’interface des espaces privé et public : les mauvais traitements envers les enfants	54
Workshop 34 A : Family diversity and family change: implications for private and public spheres.....	58
15h30 – 16h Pause café/thé/Kaffee-und Teepause/Coffee/tea break, devant l’auditoire 1031	61
16h – 17h30 Workshop Session 4.....	62
Atelier 1 C : Les approches « multi-site » en ethnographie du travail : circulation et combinaison des sites de recherche.....	62
Atelier 7 D : Les professions artistiques, entre dérégulation et autorégulation	64
Atelier 10 C : Les cadres règlementaires externes et leurs effets sur les institutions	67
Workshop 12 B : Urban imaginaries and contention of public space in cities.....	73
Atelier 16 B : Dynamiques d’adaptation et reconfigurations organisationnelles : le cas des épidémies	76
Atelier 18 D : Changements de régulation du champ de la santé et mobilisations sociales / Regulatory changes in the health field and social mobilization / Regulierungsveränderungen und soziale Mobilisierung im Gesundheitsbereich..	79

Workshop 19 : In the name of the "unborn". Discourses of the embryo and fetus in Switzerland.....	84
Workshop 21 : Kollektive Dynamiken der Aneignung und Aushandlung urbaner Räume	87
Workshop 26: (De-) Institutionalized Life Courses, individualization and vulnerability.....	91
Atelier 29 : Questionner les inégalités et les processus normatifs dans l'enseignement supérieur / Researching Inequalities and Normativities in Higher Education	95
Workshop 34 B : Family diversity and family change: implications for private and public spheres.....	99
Workshop 37 : Felder und Analyse kollektiver Dynamiken.....	102
Atelier 40 : Une ethnographie de l'espace public médiatique est-elle possible ?	106
Fin du Congrès	108

Vendredi 5 juin/Freitag 5. Juni/Friday June 5, 2015

9h – 11h	Panel Session 3 – sessions parallèles/Parallelsessionen/parallel sessions
-----------------	--

Panel 8 : Le délitement du lien social? Exemples de reconfigurations collectives
(salle 4021)

Laurence Ossipow, docteure ès lettres et anthropologue, professeure HES et responsable du CERES (centre de recherche sociale) de la HETS//HES-SO Genève, laurence.ossipow-wuest@hesge.ch

David Bozzini, docteur ès lettres et anthropologue, visiting research fellow au Graduate Center of the City University of New York (CUNY), dbozzini@gc.cuny.edu

Résumé du Panel

A partir de quatre terrains très différents situés en Érythrée (et dans la diaspora érythréenne), à Cuba (et parmi les migrants cubains en Espagne) et en Suisse (auprès des Roms émigré-e-s à Genève et d'un espace public conçu pour créer de la cohésion sociale entre différentes « communautés »), nous interrogerons la forme que peuvent prendre les relations sociales en situation de migration et d'intégration.

Au cœur de cette problématique, nous questionnerons la construction des représentations (comment les migrant-e-s se perçoivent entre eux ou sont perçu-e-s par les nationaux ou personnes déjà installées de longue date). Nous nous demanderons aussi comment l'État et ses institutions (par exemple les services sociaux) appellent à œuvrer pour la « cohésion sociale », à lutter contre le délitement du « lien social » ou encore à protéger et encadrer les personnes qui semblent menacer le « vivre-ensemble ». C'est le cas des Espaces de quartier comme le « 99 » à Genève : la Ville qui en est responsable, souhaite ré-insuffler du lien social là où il n'y en aurait pas mais sans pour autant se pencher activement sur les causes du délitement supposé. Dans certains cas toutefois, comme en Érythrée, le délitement est le fruit d'une gouvernance despotique qui empoisonne même les relations au sein de la diaspora. Dans d'autres cas, le délitement relève davantage d'une réaction aux formes changeantes que prennent les dynamiques collectives. Ainsi les Cubain-e-s attiré-e-s par d'autres horizons se désolidarisent de la société cubaine pour embrasser de nouvelles appartenances et reconstruire leurs liens sociaux dans des contextes touristiques et migratoires tandis qu'une partie des Suisses et Suissesses sont persuadé-e-s que les Roms qui mendient dans nos villes sont les victimes « désaffiliées » de réseaux maffieux ou des abuseurs potentiels des services sociaux et d'habitant-e-s naïvement généreux. Pourtant,

comme on le verra, dans ces groupes de migrants roms, on observe de fortes relations d'entraide et de solidarité.

Les différentes intervenant-e-s décrivent et analysent les relations sociales observées pour interroger et déconstruire les notions de « lien social », de « cohésion sociale », de « solidarité », de « désolidarisation » et « d'appartenance » qui interviennent dans ces contextes migratoires afin de comprendre plus largement les normativités qui « font, refont ou défont » la société.

Contributions

« La fragmentation sociale en Érythrée et dans la diaspora »

David Bozzini, The Graduate Center (CUNY, New-York)

Cette intervention aborde la question de la fragmentation sociale en Érythrée comme l'une des conséquences majeures causée par une série de mesures étatiques visant à « gouverner » une part significative de la population mobilisée militairement et civilement de manière permanente. Au-delà des dysfonctionnements institutionnels, la répression et l'application arbitraire de certaines mesures instaurent un sentiment d'insécurité, catalysent la peur et attisent la suspicion non seulement entre les familles mais également au sein d'entre elles. Ainsi favorisée, la délation participe au *modus operandi* d'une gouvernance despotique en Érythrée et impose des limites aux relations de confiance entre les individus. Ces peurs et ces tensions se manifestent également dans la diaspora et notamment parmi les réfugiés qui ont déserté et fui le pays pour arriver en Europe. Dans ce contexte d'exil, la peur d'une surveillance avant tout sociale fait peser l'ombre de la dénonciation et du chantage. Mes recherches indiquent que ces tensions ont considérablement limité l'émergence et l'efficacité des mouvements politiques dans la diaspora qui s'opposent au régime en place en Érythrée.

« Devenir touriste dans son pays : Aspirations et reconfigurations d'appartenance dans le milieu du tourisme à Cuba »

Valerio Simoni (IHEID, Genève)

Le milieu du tourisme à Cuba produit des nombreuses interactions entre touristes et membres de la population locale, notamment des jeunes Cubaines et Cubains désireux d'établir des liens durables avec des visiteurs d'origine étrangère. Les liens qui se tissent entre touristes et Cubains mettent souvent en jeu des notions d'amour et d'amitié, et sont fréquemment appréhendés et jugés en relation, et aussi en opposition, aux liens sociaux qui prévalent au sein de la communauté cubaine. L'idéalisation des relations avec des touristes,

surtout lorsque celles-ci donnent lieu à la migration du partenaire cubain dans le pays de provenance des visiteurs, s'accompagne alors de discours critiques à propos de la dégradation des relations sociales à Cuba, entre Cubains, et plus particulièrement d'une condamnation des dimensions instrumentales et intéressées de ces relations. En critiquant la prépondérance croissante de *relaciones de interés* dans le pays, plusieurs de mes interlocuteurs soulignent leur désir et aspiration d'appartenir à une société globale plus large, une société associée aux pays des touristes, où les liens sociaux, 'normaux', ne seraient pas 'corrompus' par des intérêts matériels. De telles aspirations, associées à la possibilité d'émigrer via des liens intimes avec des touristes, impliquent un dés-ancrage du contexte local d'appartenance, une désolidarisation avec la société cubaine au sens large, et une volonté de s'éloigner du pays pour n'y revenir qu'en tant que touriste. Basée sur des recherches ethnographiques menées à Cuba depuis 2005, et auprès de migrant cubains en Espagne depuis 2012, l'analyse de ces logiques permet de réfléchir de manière plus générale à la façon dont des processus de délitement et reconfiguration du lien social s'opèrent, en soulignant leur articulation avec des questions d'appartenance et les aspirations qui les animent.

« 'Le lien social, c'est pour les bourges' : les médiations sociales de L'Espace de quartier « Le 99 » aux Charmilles, Genève »

Laurence Ossipow, HETS (HES-SO Genève)

Le « 99 » que nous avons étudié durant quatre mois – sur mandat de la Ville- par participation à différentes de ses activités* est un espace public différent des Maisons de quartier. Il a toutefois aussi été conçu pour favoriser les relations sociales entre habitant-e-s de longue date et nouveaux arrivant-e-s. Plusieurs représentations président à sa fondation, notamment celles qu'il faudrait réinsuffler du « lien social » entre des individus considérés comme isolés (les personnes âgées) ou tendant à vivre repliés sur leur « communautés » d'origine (les migrant-e-s). Par ailleurs, il s'agirait aussi de « réinstaurer du lien » avec les jeunes, celles et ceux qui pour différentes raisons socio-économiques se marginalisent ou sont marginalisé-e-s. Les personnes employées par la Ville pour faciliter la mise en place de ces liens à créer ou à renforcer ont recours à un ingénieux système de prêt de salles à des associations ou à des privé-e-s (exclusivement des habitant-e-s du quartier) en échange de repas ou de services servant à soutenir d'autres activités collectives. Le système, s'il est bien rodé, connaît pourtant des failles car les habitant-e-s, aux yeux des responsables et bénévoles, ne semblent pas assez s'y investir. A partir de la phrase un peu cynique d'une habitante (« le lien social, c'est pour les bourges »), nous tenterons de comprendre quelles peuvent les raisons de cet engagement limité.

*Laurence Ossipow, David Bozzini. 2014. « Relations sociales et engagements au sein du « 99 » à Genève. *Les cahiers de la cohésion sociale* 1 (décembre 2014) : 5-59.

« Les formes de sociabilité et de solidarité des Roms émigré-e-s précaires à Genève »

Monica Battaglini, HETS (HES-SO Genève) et Julia Hasdeu, Université de Genève

La migration des Roms précarisés en Suisse, et tout particulièrement à Genève, est sous plusieurs aspects différente des autres vagues d'immigration d'après la deuxième guerre mondiale. Tout d'abord ces migrants ont un statut juridique particulier. Ils sont en effet en très grande partie originaires de Roumanie et à ce titre (transitoirement) ils ne bénéficient pas en Suisse de l'accord UE de la libre circulation des personnes. De plus, ces migrants cumulent toute une série de caractéristiques qui rendent leur migration particulièrement compliquée. La première difficulté réside clairement dans la faiblesse de leurs ressources financières (ils fuient justement la crise économique qui les a plongés dans la misère dans leur pays d'origine) ainsi que scolaires et professionnelles. Les personnes qu'on trouve dans la rue à Genève n'ont que très peu, voire pas du tout, de savoir-faires professionnels monnayables sur le marché de l'emploi local qui privilégie les très hautes qualifications. Cette faiblesse de ressources n'est pratiquement pas compensée par un éventuel réseau d'accueil de migrants déjà installés, comme c'est le cas pour d'autres migrations. De la sorte, ils ne peuvent pas s'installer de manière durable mais font des allers-retours Suisse-Roumanie. Cette pratique pourrait être mise en relation avec la forte stigmatisation et discrimination dont font l'objet les personnes identifiées comme « Roms » ou « Tsiganes ». Lors de leurs séjours, ces migrants entretiennent des relations avec la société d'accueil qui sont régies par la répression de la mendicité par la police et par l'aide fournie par les structures d'accueil d'urgence des services sociaux. Dans ce contexte d'ambiguïté de l'action publique, les relations entre ces 150-250 Roms et la société genevoise en général, et plus particulièrement les institutions publiques, repose sur un système de solidarité à l'intérieur de la communauté des migrants basé sur une structure familiale forte. Dans notre intervention nous mettrons en avant le rôle de ces liens dans les rapports à la société locale et dans les pratiques de survie de dans cette migration spécifique.

Panel 9 : Ethnographier l'espace public : de l'organisation sensibles aux dispositifs institutionnels

(salle 4030)

Fabienne Malbois, Institut des sciences sociales, Université de Lausanne

Philippe Gonzalez, Institut des sciences sociales, Université de Lausanne

Laurence Kaufmann, Institut des sciences sociales, Université de Lausanne

Marta Roca i Escoda, CEG-Liege/Institut des sciences sociales, Université de Lausanne

Résumé du Panel

Lié à la constitution des démocratiques libérales modernes, l'espace public est le propre d'une société autonome qui détermine par elle-même les orientations du « vivre ensemble », rejette toute détermination substantielle de l'identité collective et interdit la monopolisation du pouvoir par des groupements et des individus particuliers. L'espace public se concrétise dans de multiples sphères, notamment médiatique, juridique, littéraire, ou encore dans des lieux urbains, les arènes des parlements ou les dispositifs citoyens de démocratie participative. Certaines approches sociologiques, en particulier inspirées par J. Habermas, ont surtout insisté sur le caractère immatériel de l'espace public. Prenant appui sur cette première voie de recherche, ce panel désire mettre l'accent sur la dimension matérielle de l'espace public. Car si cet espace est une scène labile et « voyageuse », qui n'est pas arrimée à un lieu unique, il est aussi, comme le soulignent H. Arendt, E. Goffman ou I. Joseph, en constant procès de matérialisation et d'instanciation via le rassemblement des citoyens qui agissent et parlent de concert. Scène d'apparition, l'espace public se présente alors comme un espace où sont mis en forme et rendus intelligibles de façon « sensible » des événements, des identités ou encore des enjeux qui font l'objet de l'attention publique, acquièrent une visibilité, suscitent une expérience et s'ouvrent au jugement. Une telle perspective, dramaturgique, conduit à s'intéresser aux dispositifs socio-sémiotiques et institutionnels qui fournissent l'architecture des scènes étudiées. Par ailleurs, elle dispose à un type particulier d'enquête scientifique, qui privilégie les approches ethnographiques, et ne renonce pas à restituer les modalités prises par les enquêtes de sens commun ou les routines auxquelles recourent les acteurs ordinaires. Enfin, cette perspective, qui privilégie la description avant toute forme d'analyse critique, ne préjuge pas d'emblée de la nature normative des publics engagés : public d'enquêteurs soucieux de l'intérêt général, public de citoyens rationnels orientés vers la délibération et l'argumentation, public réuni dans la contestation ou le divertissement et l'amusement, etc. En écho au workshop « Une ethnographie de l'espace public médiatique est-elle possible ? » auquel il est lié, ce panel s'intéresse tout particulièrement aux conditions et aux modalités requises pour mettre en œuvre une ethnographie de l'espace public capable de saisir la pluralité des scènes où prennent forme des « publics », tant dans leur dimension sensible qu'au niveau de la pesanteur des dispositifs institutionnels qui les informent. Sur la base d'études de cas empiriques, les différentes contributions proposent une réflexion aussi bien méthodologique et qu'épistémologique sur ces questions.

Contributions

„Observer la publicisation des espaces publics urbains“

Stéphane Tonnelat, CNRS-CIRHUS (Center for International Research in the Humanities and Social sciences), New York University (NYU)

stephane.tonnelat@free.fr

Tous les lieux considérés habituellement comme des « espaces publics urbains » ne sont pas publics au même degré. Il existe des moments et des situations qui se combinent pour faire de certains lieux le théâtre d'un concernement collectif propre à soulever et nourrir des

problèmes publics. Dans ces cas particuliers, ces lieux prennent part à ce que nous avons appelé un « processus de publicisation » (Terzi et Tonnelat 2013) qui les rend eux-mêmes publics dans un sens plus actif que l'acception usuelle du terme.

Je discuterai les conditions dans lesquelles un processus de publicisation peut prendre place en ville ainsi que les obstacles qu'il peut rencontrer à travers l'exemple de la rénovation contestée d'une jetée désaffectée sur les fronts du fleuve Hudson à Manhattan dans les années 2000. Je distinguerai notamment deux modes de publicisation concurrents. L'un, organisé autour des formes participatives de l'aménagement aux États-Unis mène à un type d'espace public qualifié d'ouvert par les urbanistes (« open space »). L'autre, organisé autour de la défense des usages existants, mène à un autre type d'espace public que je qualifie de bien commun. A leur tour, ces deux conceptions de l'espace public montrent le balancement entre deux formes de public convoqué par l'aménagement, l'un fantôme au sens de Lippmann et l'autre communautaire au sens de Dewey.

„Ethnographier des publics fantomatiques”

Mathieu Berger, CriDIS (Centre de recherches interdisciplinaires, Démocratie, Institutions, subjectivité) Université Catholique de Louvain (UCL)

m.berger@uclouvain.be

La participation citoyenne observable dans les assemblées de dispositifs d'État est régulièrement critiquée pour son faible impact sur les décisions et actions politiques. Une ethnographie attentive de ces espaces permet de saisir, au-delà de l'absence des effets positifs escomptés, une négativité propre à la « participation faible ». Appliquée à l'interaction démocratique, cette négativité tient, d'un côté, à l'engendrement de réflexes, habitudes et techniques « démophobes » (M. Crépon) chez les organisateurs de la participation et d'un autre côté, à l'installation dans ces lieux de « publics fantomatiques ». Si ces publics fantomatiques ne sont pas seulement des abstractions (W. Lippmann), comment suivre leur formation et les étudier comme des réalités en train de se faire (J. Dewey) ? L'enquête, menée en Belgique et aux États-Unis, explore trois ensembles de dynamiques : d'un côté, le problème des *errements* de la prise de parole; de leur, des phénomènes de *virtualisation* et de *désintégration* des engagements citoyens.

« L'expérience juridique de l'action collective et l'espace public médiatique. Le cas de l'association catalane Familles Lesbiennes et Gaies (FLG) »

Marta Roca i Escoda, CEG-Liege/Institut des sciences sociales, Université de Lausanne

Marta.RocaEscoda@unil.ch

A partir de plusieurs enquêtes historiographiques portant sur les revendications des personnes homosexuelles et les formes de mobilisation du droit, nous avons constaté une évolution patente, depuis les années 80, quant à la place que ces revendications donnent au droit. Nous pensons que cette place donnée aux droits et au droit a une incidence sur l'action collective – traitée comme luttes pour la reconnaissance – dans la nature des revendications. Car ces luttes se déroulent le plus souvent dans le cadre de formulation de demandes faites à l'Etat, au titre d'un Etat de droit garant des droits, et c'est cette revendication qui leur donne un contenu politique.

Pour illustrer ces nouvelles dynamiques, nous allons présenter une étude de cas sur l'histoire des actions de l'association catalane *Familles Lesbiennes et Gaies* (FLG) travaillant à la reconnaissance des familles homoparentales. A travers cette étude de cas, nous essayons de circonscrire et décrire les différents modes de ces demandes de reconnaissance, ainsi que son cheminement. Comment ces revendications sont formulées ? Depuis quels sites, sous quelles formes et par quels acteurs ? Nous nous focaliserons sur les interactions avec les médias en tant que véhicules du transport et de la canalisation d'une revendication dans l'espace public.

„Quand le pluriel est préférable au singulier et le commun au public : quelles ethnographies pour quels espaces et formats de mise en commun ?”

Joan Stavo-Debaugue, CEMS (EHESS), CriDis (UCL), LabSo (Unil), HETS (Genève)

j.stavo-debaugue@voila.fr

Cette intervention reviendra sur plusieurs enquêtes et proposera de faire varier la nature et le genre des ethnographies pratiquées selon les espaces, les échelles et les formats de mise en commun qui sont en jeu. Il s'agira donc de montrer en quoi il importe de pluraliser la forme des ethnographies en fonction des choses sur lesquelles cette dernière porte, mais aussi des échelles spatiales et de la profondeur historique impliquée dans l'enquête. Par ailleurs, comme le titre l'indique, cette présentation essaiera de dire les avantages à remplacer une pensée de l'espace public par une description de dynamiques de mise en commun, dynamiques qui se déploient en divers sites et empruntent plusieurs formats, tous n'étant pas de nature strictement ou seulement discursives, en engageant un environnement résolument matériel.

**Panel 10 : Transformation sozialer Beziehungen im Nahfeld sozialer
Vergemeinschaftung**

(salle 5021)

Dr. phil. A. Doris Baumgartner, freischaffende Sozialwissenschaftlerin, Zürich,

a.d.baumgartner@bluewin.ch

Univ.-Prof. Dr. Beat Fux, Universität Salzburg, FB Politikwissenschaft und Soziologie,
Salzburg, Beat.Fux@sbg.ac.at

Univ.-Ass. Erwin Stolz MA, Medizinische Universität Graz, erwin.stolz@medunigraz.at

Panel abstract

Am Beispiel der drei Felder Langzeitpflege im Alter, gemeinschaftliches Wohnen und soziale Bindungen in Einelternfamilien und bei kinderlosen Paaren sollen in diesem Plenum neue Formen zivilgesellschaftlicher Vernetzung und Solidaritätsbildung thematisiert werden. Die überschaubare Gemeinschaftlichkeit im sozialen Nahraum scheint im Ringen um eine

neue Balance zwischen individueller Lebensführung und der Beanspruchung öffentlicher Institutionen an Bedeutung zu gewinnen.

Im Rahmen des Panels sind die drei folgenden Beiträge vorgesehen

Contributions

„Die komplementäre Rolle von Freunden und Nachbarn in der Langzeitpflege im Alter in Europa“

Erwin Stolz

Langzeitpflege im Alter stellt aufgrund demographischer und sozialer Entwicklungen eine der zentralen Herausforderungen für Gesellschaften, Wohlfahrtsstaaten und Familien Europas dar. Angesichts des zunehmenden Pflegebedarfs und gleichzeitig abnehmendem intergenerationalen Pflegepotenzial innerhalb familiärer Strukturen sowie enger sozialpolitischer Budgetgrenzen werden nicht-familiäre, informale Hilfs- und Betreuungsangebote innerhalb von neuen Wohngemeinschaftsformen im Alter und im lokalen, nachbarschaftlichen Kontext zunehmend neu entdeckt und gefördert. Im Rahmen dieser Untersuchung soll in die Rolle non-familiärer, informaler Pflege und Hilfe die in Freundschafts- und Nachbarschaftsnetzwerken in Europa erbracht werden, untersucht werden. Dabei steht das Zusammenspiel solcher Pflege- und Hilfsbeziehungen mit der wohlfahrtsstaatlichen Pflegeversorgung auf der einen und mit der familiären und professionellen Versorgung auf der anderen Seite im Mittelpunkt. Als Datengrundlage dient der Survey of Health, Ageing and Retirement (SHARE).

„Generationenhäuser: Ein zukunftssträchtiges gesellschaftspolitisches Modell der Vergemeinschaftung?“

A. Doris Baumgartner

Doris Baumgartner befasst sich mit gemeinschaftlichen Wohnformen, wofür exemplarisch die sogenannten „Generationenhäuser“ und „Generationensiedlungen“ stehen. Mit gemeinschaftlich ausgerichteten Wohnmodellen werden heute in zahlreichen Einzelprojekten vielerorts die Grenzen zwischen Öffentlichem und Privatem neu ausgelotet. Solche generationenübergreifenden Formen des Zusammenlebens erweitern zum einen die traditionellen Generationenbeziehungen und schaffen zum anderen neue Rahmenbedingungen, welche sich nicht auf die Wohnform allein beschränken, sondern auch Potenzial für neue Bindungen und familienübergreifende Solidaritätsformen bilden. Die Frage stellt sich daher, wie weit gemeinschaftsorientierte Wohnformen eine gesellschaftspolitisch relevante Antwort auf aktuelle zivilgesellschaftliche Probleme zu geben vermögen. Anhand von Fallanalysen werden das Potenzial einerseits und Grenzen der neuen Kollektivität andererseits diskutiert.

„Soziale Netzwerke und funktionale Ligaturen als Generatoren räumlich erweiterter familialer Lebensformen“

Beat Fux

Anhand ausgewählter Lebensformen, (Einelternefamilien und kinderlose Paare) soll dargestellt werden, dass der Wandel von Haushalts- und Familienstrukturen nicht auf eine Erosion familialen Bindungen verkürzt werden kann. Unsere Analysen, basierend auf Daten des Generation and Gender Surveys, legen nahe, dass bei den erwähnten Lebensformen vielgestaltige und über die Personen des engeren Familienkerns hinausgehende funktional spezifizierte soziale Netzwerke entstehen, die sich als Ausdehnung der familialen Primärgruppe auffassen lassen. In dergestalt erweiterten Familienstrukturen etablieren sich soziale Bindungen, welche eine Erweiterung der traditionellen Konzepte „Familie“ oder „Haushalt“ erforderlich machen. In diesem Sinn versuchen wir mit unserem Beitrag, den sozialen Nahraum als Erweiterung familialer Lebensformen zu konzipieren.

Panel 11 : Entre excellence individuelle et (r)appels d'égalité: processus d'individualisation, action publique et mobilisations collectives (salle 5033)

Prof. Farinaz Fassa, LabEduc, Université de Lausanne (Suisse)

Pour le Réseau de sociologie de l'éducation de la SSS et l'ARGEF - Association pour la recherche sur le genre en éducation et formation

Résumé du Panel

Les institutions éducatives et de formation sont de plus en plus soumises à des processus concurrentiels qui ont pour effet de favoriser la réussite individuelle et qui déstabilisent les modes de régulations traditionnels. Qu'il s'agisse des rankings utilisés dans le champ de l'enseignement supérieur, tel le ranking de Shanghai, ou de la publication des résultats de tel ou tel établissement ou encore des hiérarchies construites par la diffusion des résultats de l'enquête PISA, l'excellence et l'efficacité constituent des foci des politiques menées dans ces champs et elles ont pour effet d'aggraver les inégalités (entre les universités du Sud et de l'Amérique du Nord, entre les établissements scolaires situés dans des zones privilégiées ou dans les « quartiers », entre les filles et les garçons et entre les nantie.s et les modestes).

Parallèlement à ces processus qui mettent en cause la contribution de tous à la construction d'un bien commun, les interventions des gouvernements en faveur de l'égalité se multiplient tout au moins dans les discours. Une place de plus en plus grande est faite aux politiques d'égalité et de diversité dans les institutions éducatives et dans l'enseignement supérieur. Si elles se traduisent parfois par des avancées en direction de la parité de participation (Fraser), elles ont aussi dans certains cas pour conséquences de fédérer les oppositions à ces transformations en direction de plus de justice sociale.

Le panel que nous proposons cherche à comprendre comment ces lignes de tensions se

conjuguent, en partant de la question du genre. Se saisir de cet axe de domination pour aborder ces tensions permettra de mettre en perspective les recompositions auxquelles donne lieu ce double mouvement et d'en décliner les groupes sociaux qui en sont les plus bénéficiaires et les perdants.

Contributions

„Assujettissements, soumissions volontaires et résistances aux injonctions dans l'enseignement supérieur. Des résistances subreptices »

Prof. J.-E. Charlier, Université Catholique de Louvain Mons (Belgique)

Les méthodes mises en œuvre dans l'enseignement (y compris supérieur) ont longtemps été considérées comme des « technologies incertaines » (Cohen & March, 1974). Si quelques grands principes pédagogiques semblaient faire une certaine unanimité, chacun d'eux restait susceptible d'une multitude d'applications. Les caractéristiques des apprenants, leur rapport à l'apprentissage, la spécificité de chaque savoir rendait chaque apprentissage unique. Dans un univers académique admettant des « principes de justifications multiples » (Derouet, 1992), qui ouvre l'éventail des fins à poursuivre au maximum, de l'accueil de tous les bacheliers sans restriction aucune à la préparation fine des compétences de quelques élites, aucune méthode ne pouvait s'imposer à tous. F. Champy (2009) a défini les professions dans lesquelles règne l'incertitude comme des « professions à pratique prudentielle ». Ces professions sont celles dans lesquelles il est impossible de prévoir précisément le résultat des actions entreprises, dont le choix ne s'impose pas par l'application d'un schéma scientifique incontestable, mais résulte de la conviction du professionnel, et de son acceptation d'une prise de risque dont il sait qu'il devra peut-être rendre compte.

C'est dans cet univers qu'ont déboulé les acquis d'apprentissage, ou *learning outcomes*. Dès 2009, Allais (Allais & al., 2009) relevait qu'une septantaine de pays développaient ou mettaient en place un cadre de qualifications. Ceux-ci, dans la majorité des cas, veulent imposer une programmation des acquisitions et, d'une manière ou d'une autre, faire sortir l'art d'enseigner des « technologies incertaines » pour le ranger dans les techniques de gestion des hommes. Les conséquences professionnelles pour les enseignants sont évidentes : ils doivent faire valider par les techniciens de la pédagogie l'organisation des contenus, les modes de transmission, leur complémentarité dans les programmes. Si la soumission semble l'attitude la plus commune, elle s'accompagne de résistances subreptices (les professeurs maugréent, grommellent, traînent les pieds, soupirent et pestent, même s'ils obéissent formellement) dont la capacité d'entraver l'installation de ces acquis d'apprentissage ou d'en pervertir l'esprit mériterait d'être étudié d'urgence.

„Politiques d'égalité des sexes et mobilisations collectives“

Prof. Nicole Mosconi, Paris X-Nanterre (France)

Cet exposé se déroulera en trois parties.

- Les politiques d'égalité des sexes de l'égalité des droits au droit à l'égalité.
- Les conflits sociaux autour de ces politiques
- Au nom de quelles valeurs? Égalité ou efficacité? Justice ou utilité?

„Gender practices in the construction of academic excellence“

Prof. Marieke van den Brinck, Radboud University Nijmegen, (Netherlands)

Academic excellence is allegedly a universal and gender neutral standard of merit. This presentation examines exactly what is constructed as academic excellence at the micro-level, how evaluators operationalize this construct in the criteria they apply in academic evaluation, and how gender inequalities are imbued in the construction and evaluation of excellence. I will challenge the view that the academic world is governed by the normative principle of meritocracy in its allocation of rewards and resources. Based on an empirical study of recruitment and selection in the Netherlands, I argue that academic excellence is an evasive social construct that is inherently gendered. I will show how gender is practiced in the evaluation of professorial candidates, resulting in disadvantages for women and privileges for men that accumulate to produce substantial inequalities in the construction of excellence.

11h – 11h30	Pause café/thé/Kaffee-und Teepause/Coffee/tea break, devant l'auditoire 1031
--------------------	---

11h30 – 12h30	Keynote lecture	Prof. Katherine Stovel,	Auditoire 1031
----------------------	------------------------	--------------------------------	-----------------------

LIVES Lecture Directrice du Center for Statistics and the Social Sciences et
professeure associée au Département de sociologie de l'Université de Washington

The Social Structures of Curiosity

In this talk I will describe the social conditions that stimulate and sustain curiosity. Curiosity is a fundamental driver of discovery, and yet many observers have noted an apparent lack of curiosity in the contemporary world. At a basic level, we can define curiosity as an interest in learning things, of discovering what is known and unknown, or of figuring out how things work. Curiosity often begins with an observation, followed quickly by a question, and a search for an answer. This fundamental sequence of Observation->Question->Answer may

satisfy the curiosity (closing the sequence $O \rightarrow Q \rightarrow All$), or it can lead to what I call curiosity cascades ($O \rightarrow Q1 \rightarrow A1 \rightarrow Q2 \rightarrow A2 \dots$).

Empirical investigation of the relational and institutional conditions that trigger curiosity (and curiosity cascades) leads toward both modern neuroscience and comparative study of formal and informal learning environments. In addition to laying out a research agenda, I will focus on two specific topics: the relationship between curiosity and expertise, and the impact of new information environments on the distribution and dynamics of curiosity. A fundamental precursor to being curious is a willingness to recognize that one does not know everything; the irony is that only by acknowledging ignorance can one ask questions and learn more. By implication, then, experts may be particularly reluctant to reveal curiosity, a conclusion that poses distinct challenges for the organization of modern universities. When one begins to think about how curiosity operates in a digital and informationally rich world, other questions emerge. Does easy access to information stimulate more curiosity, or simply satisfy it? More generally, how and when does curiosity breed further curiosity? What network and information structures stimulate broad curiosity cascades, and what stimulates deep cascades?

Les structures sociales de la curiosité

Dans cette présentation, je décrirai les conditions sociales qui stimulent et soutiennent la curiosité. La curiosité est le principal moteur de la découverte, et plusieurs observateurs ont noté un apparent manque de curiosité dans le monde actuel. A un niveau élémentaire, nous pouvons définir la curiosité comme un intérêt à apprendre des choses et à découvrir ce qui est connu et inconnu, ou encore à comprendre comment les choses fonctionnent. La curiosité commence souvent par une observation rapidement suivie par une question et la recherche d'une réponse. Cette séquence fondamentale observation $\rightarrow$ question $\rightarrow$ réponse peut soit satisfaire la curiosité (séquence de clôture $O \rightarrow Q \rightarrow All$), soit mener à une curiosité en cascades ($O \rightarrow Q1 \rightarrow A1 \rightarrow Q2 \rightarrow A2 \dots$).

L'investigation empirique sur les conditions relationnelles et institutionnelles qui déclenchent la curiosité (et la curiosité en cascades) nous mène à la fois aux neurosciences modernes et à l'étude comparative des environnements formels et informels d'apprentissage. En plus de présenter un agenda de recherche, je soulignerai deux thèmes spécifiques : la relation entre la curiosité et l'expertise, et l'impact des nouveaux environnements informationnels sur la distribution et la dynamique de la curiosité. Un élément fondamental annonçant la curiosité est l'inclination à reconnaître que l'on ne connaît pas tout ; l'ironie veut que c'est seulement en reconnaissant son ignorance que quelqu'un peut poser des questions et donc apprendre davantage. Par voie de conséquence, les experts peuvent être ensuite particulièrement réticents à révéler la curiosité, une conclusion qui pose des défis particuliers à l'organisation des universités modernes. D'autres questions émergent lorsque l'on se met à penser à la manière dont la curiosité opère dans un monde numérique et riche en informations : est-ce que l'accès aisé à l'information stimule une plus grande curiosité ou se contente de la satisfaire ? Plus généralement, comment et quand est-ce que la curiosité vient alimenter la curiosité ? Quel réseau et quelles structures d'information stimulent une curiosité en cascades accrue, et qu'est-ce qui favorise leur profondeur ?

12h30 – 14h

**Pause midi/Mittagspause/Lunch break,
Cafétéria de l'Unithèque**

14h – 15h30

Workshop Session 3

***Atelier 1 B : Les approches « multi-site » en ethnographie du travail :
circulation et combinaison des sites de recherche***

(salle 2102)

Michaël Meyer, Université de Lausanne, michael.meyer@unil.ch

Adeline Perrot, EHESS, Paris, adeline.perrot@univ-nantes.fr

Isabelle Zinn, Université de Lausanne, Isabelle.Zinn@unil.ch

Thématique

Face aux dynamiques collectives qui prennent place dans des contextes de travail modernisés perçus comme « individualisés », la recherche sociologique est encouragée à revoir ses pratiques d'enquête. Afin d'analyser ces formes nouvelles (ou jusqu'alors restées invisibles) des liens sociaux au travail, il convient pour les chercheur·e·s ethnographes d'adopter une démarche en mouvement. Lorsque le déroulement de la recherche favorise sa circulation, l'ethnographe peut en effet multiplier les engagements in situ, observer plusieurs terrains d'une même activité de travail ou d'activités différenciées, collecter une pluralité d'événements situationnels, en identifiant la diversité des formes d'action qui font sens sur les lieux d'ancrage et d'investigation des mondes étudiés. Dans une telle démarche d'enquête qu'on qualifiera de « multi-site » ou, en suivant Nicolas Dodier et Isabelle Baszanger, de « combinatoire », les chercheur·e·s ne sont pas fixé·e·s sur un seul terrain. Ils accumulent plusieurs sites et circulent entre différents « chantiers » afin de suivre les formes d'activités collectives auxquelles ils/elles s'intéressent et de pouvoir retracer leur accomplissement. Il s'agit d'obtenir une compilation de cas, de situations qui donnent à voir les logiques d'action qui se déploient sur les terrains de travail sélectionnés. L'enjeu est alors aussi de regarder comment se jouent les activités de travail (différentes ou proches) sur des lieux séparés et ce qui fait leur lot. Sur ce point, il peut être intéressant d'observer comment les membres des activités étudiées sur des lieux multiples, peuvent se trouver dans des engagements paradoxaux entre les différentes positions occupées et face à des injonctions contradictoires.

Programme

(14h-15h30, salle 2102)

Session 2 : Regards locaux et enjeux globaux : combinaisons ethnographiques

« L'ethnographie « multi-site » à l'épreuve du travail domestique mondialisé. Regards croisés sur les migrations des travailleuses domestiques philippines »

Julien Debonneville, Institut des Etudes genre - Université de Genève

« Une analyse multi-située de l'activité des personnels scolaires »

Maxime Jouvenceau, UPOND

« Individualisation par la formation et collectivisation par le travail »

Ariel Sevilla, Université de Reims

« Management global, affaires locales : Enquête sur l'incompatibilité des mondes du travail dans les multinationales »

Michel Villette, Centre Maurice Halbwachs ENS/EHESS/CNRS

Résumés des communications

« L'ethnographie « multi-site » à l'épreuve du travail domestique mondialisé. Regards croisés sur les migrations des travailleuses domestiques philippines »

Julien Debonneville, Institut des Etudes genre, Université de Genève
(julien.debonneville@unige.ch)

Comment observer une pratique professionnelle fortement invisibilisée qui prend place dans la sphère privée ? Tel est le dilemme méthodologique soulevé par l'étude du travail domestique. L'ethnographie du travail domestique nécessite en effet de repenser les techniques d'enquête, les lieux d'observation et l'accès au terrain. Du fait que ce type d'activité professionnelle prenne place dans la sphère privée des employeur-e-s, l'observation directe du travail domestique s'avère bien souvent délicate. L'ethnographie du travail domestique implique ainsi de nouvelles « façons de faire » de l'observation. Comme le suggère George Marcus, père de l'ethnographie multi-située, l'une des techniques mobilisées dans le cadre de cette enquête fut de « suivre les gens » (follow the people) (1995) à travers différents lieux et moments migratoires afin de comprendre la construction des pratiques professionnelles spécifiques à ce type d'emploi ainsi que les enjeux de normalisation des savoir-faire et des savoir-être. Pour cela, l'enquête s'est articulée autour d'une ethnographie multi-située du dispositif migratoire philippin. Sur la base d'un travail de terrain de 10 mois à Manille pendant lesquels 140 entretiens (semi-directifs) et 30 observations qui ont été conduites dans des centres de formation, des agences de recrutement, mais également « hors les murs ». Cette proposition de communication tentera d'apporter un nouvel éclairage sur les diverses déclinaisons de l'ethnographie multi-située dans l'espace et le temps, tout en soulignant comment cette technique d'enquête

permet de rendre compte à différents niveaux de la construction des carrières migratoires de travailleuse domestique.

« Une analyse multi-située de l'activité des personnels scolaires »

Maxime Jouvenceau, UPOND (maxime.jouvenceau@u-paris10.fr)

L'analyse des pratiques de travail des personnels scolaires est très souvent limitée à un tout petit nombre d'établissements, parfois un seul, ce qui s'explique par les difficultés méthodologiques d'accès au terrain. Il est difficile d'accéder aux dimensions intimes des relations sociales dans un nombre importants d'établissements.

Après plusieurs années comme observateur participant dans un établissement, je suis depuis trois ans observateur non-participant dans sept lycées de la banlieue parisienne. Mon regard ethnographique s'est focalisé sur une dizaine de classes dans ces différents établissements ainsi que sur les bureaux de vie scolaire.

Cette approche multi-située permet d'étudier l'activité des personnels dans sa diversité et l'efficacité des mécanismes de transmissions des connaissances. En outre, c'est un excellent outil pour analyser les effets respectifs des caractéristiques des populations scolarisées, de la taille des structures et de l'organisation des filières.

« Individualisation par la formation et collectivisation par le travail »

Ariel Sevilla, Université de Reims (ariel.sevilla@univ-reims.fr)

Cette proposition questionne le lien entre la formation professionnelle dispensée par les entreprises et le développement de compétences individuelles de la main d'œuvre. En France, la loi oblige les employeurs à financer les dispositifs de formation professionnelle dans la mesure où elle serait la clé d'un jeu « vertueux » : le développement des compétences des individus rendraient les entreprises plus performantes. La préparation des individus par la formation serait indispensable pour affronter un travail devenu de plus en plus abstrait ; cet investissement favoriserait le développement économique des entreprises.

Faute de cette obligation de financement, d'autres Etats et surtout leurs populations seraient privés de ces compétences ? Leur développement économique serait-il compromis ?

Notre hypothèse est double : d'abord, nous soutenons que les ouvriers fondent leurs compétences et leurs performances sur la solidarité produite au cœur des activités collectives de travail. Ensuite, les dispositifs de formation visent moins les compétences des salariés que la gestion et l'adaptation de la main d'œuvre à un contexte local pour assurer les performances économiques. La formation est une des modalités de la mise au travail.

Ma démarche d'enquête s'est appuyé sur une observation participante chez un gros constructeur automobile français qui a mis en place, partout dans le monde, un dispositif de formation identique (structure, équipements, procédures, contenus, locaux, etc.) en inscrivant les ouvriers dans une démarche d'individualisation de leurs carrières professionnelles. Pendant cinq à six mois, j'ai endossé le rôle d'un ouvrier sans expérience ni qualification dans trois usines de ce constructeur situées dans trois pays (l'un en France,

l'autre en Argentine et le dernier au Brésil) ; cette implication directe m'a permis d'accéder à la vie quotidienne de trois groupes d'ouvriers des ateliers de tôlerie lors du travail et lors des séquences de formation.

« Management global, affaires locales : Enquête sur l'incompatibilité des mondes du travail dans les multinationales »

Michel Villette, Centre Maurice Halbwachs ENS/EHESS/CNRS, (michel.villette@icloud.com)

En collaboration avec des cadres et ingénieurs expatriés français travaillant au Brésil, au Mexique, aux Maroc, aux Emirats Arabes Unis, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en Corée et en Chine, notre recherche étudie les écarts entre les prescriptions des sièges mondiaux des multinationales et la manière dont les opérations sont conduites dans les filiales implantées dans divers pays. L'accent est mis sur le travail d'indiscipline des expatriés et des managers locaux. Cette indiscipline, d'ampleur variable, est plus ou moins connue et tolérées par les responsables du siège. Elle prend souvent l'aspect d'une désobéissance fonctionnelle, c'est-à-dire qu'elle contribue à l'atteinte des objectifs techniques et financiers de l'entreprise.

Par effet de miroir, notre recherche met aussi en évidence le travail de window dressing effectué par les dirigeants du siège mondial, lorsqu'ils produisent à destination des parties prenantes externes une représentation idéalisée des opérations internationales qu'ils sont supposés contrôler de manière rationnelle, légale et morale.

A ce stade de la recherche, deux enquêtes ethnographiques ont été menées au Mexique et aux Emirats Arabes Unis. L'extension aux autres pays et la manière de combiner enquêtes locales et analyse globale sont en discussion.

Atelier 6 : Entre politique et religion: perspectives maussiennes sur l'intégration sociale

(salle 4078)

Jean Terrier, Philosophisches Seminar, Université de Zürich, jean.terrier2@uzh.ch

Jean-François Bert, IRCM, Université de Lausanne, Jean-Francois.Bert@unil.ch

Thématique

De nombreuses publications (sources et littérature secondaire) sont venues enrichir les études maussiennes au cours des dernières années. Le contenu de ces textes invite à reprendre les thèmes classiques de l'intégration et de la régulation sociales, dont la diversité des formes historiques autorise une classification des sociétés (chez Mauss: sociétés segmentaires, sociétés intégrées, etc.). Comment les sociétés tiennent-elles ensembles? La fondation du lien social dans le sacré est-elle nécessaire à la stabilisation des sociétés, comme le suggérerait une perspective durkheimienne? Ou faut-il, à la manière de Mauss, prendre l'intégration par le religieux comme un critère de la démarcation entre sociétés traditionnelles et sociétés modernes, ces dernières se caractérisant par une

politisation du lien social? On s'interrogera aussi sur l'apport que pourraient représenter les catégories maussiennes pour l'analyse des phénomènes contemporains de dérégulation, au centre de ce Congrès. On peut ainsi se demander si nous sommes confrontés à un affaiblissement général du lien politique causé par l'individualisation et la précarisation, ou plutôt à l'émergence de nouvelles allégeances à des groupes intermédiaires rivalisant avec ce que Mauss appelait "l'adhésion à l'Etat et ses lois" -- un phénomène qu'on pourrait appeler "fragmentation" ou encore, avec Mauss, "(re)segmentarisation". Cet atelier rassemblera des contributions originales tournant autour de ces questions et s'inscrivant aussi bien dans une perspective d'histoire des sciences sociales que de théorie sociale.

Programme (14h-15h30, salle 4078)

« La nation et le dilemme de la société démocratique »

Yu Akaba, EHESS

« Les contradictions de l'identité nationale : perspectives maussiennes » – participation confirmée par le contributeur

François Athané, Université Paris-Sorbonne

« L'inspiration sacrificielle dans les moeurs républicaines : le paradoxe de l'individuation dans le concept maussien de nation » – participation confirmée par le contributeur

Yusuke Inenaga, EPHE/CNRS-GSRL

« Quand faire communauté devient un enjeu de politisation. Une mosquée dans la transformation de l'espace social d'une banlieue parisienne »

Alexandre Piettre, ISSRC - Université de Lausanne & GSRL - EPHE/CNRS

Résumés des communications

« La nation et le dilemme de la société démocratique »

Yu Akaba, EHESS (akabyu@gmail.com)

Chez Mauss, la nation est la société qui est politiquement fondée sans aucun appui transcendant. Ce type de société proliférant à l'époque moderne se définit par l'intégration des gens au « pouvoir central » et leur « adhésion » à l'État et à ses lois. Mais, quel est le « pouvoir central » qui se distingue du pouvoir central « extrinsèque » ? Et puis, de quelle adhésion s'agit-il, si nous admettons que l'« adhésion » doit être distinguée d'un simple attachement à la « nationalité » qui ne constitue pas le fondement de la nation et qui peut causer d'ailleurs le nationalisme désastreux ? En fait, ces questions portent sur le dilemme de la société politiquement et démocratiquement constituée : le dilemme, à l'instar de Claude Lefort, entre la nécessité sentie de définir la nation, afin de remplir le lieu vide du pouvoir, et l'impossibilité de la définir, sous peine de détruire la démocratie. La réponse de

Mauss à ces questions est sociologique. Il n'approfondit pas la définition, mais décrit la manière dont le lien social proprement démocratique est tissé réellement sous la forme de la nation. Pour Mauss, la nation en tant que société démocratique est une réalité, alors même qu'elle comporte le dilemme dans son sein. En fin de compte, un enjeu de Mauss est de saisir dans le mouvement ambivalent de la société démocratique le lien social comme tel.

« Les contradictions de l'identité nationale : perspectives maussiennes »

François Athané, Université Paris-Sorbonne (frathane@yahoo.fr)

Dans *La nation*, Mauss procède à une classification des sociétés, associée à une thèse sur l'évolution des modes de l'intégration sociale. Toute l'humanité serait passée par le stade des sociétés segmentées entre petites unités claniques isomorphes.

Quand il en vient à étudier la genèse des nations modernes, Mauss signale une tension essentielle. La nation est d'abord une « idée-force », qui parvient à une pleine conscience d'elle-même avec la révolution française. Elle s'est ensuite diffusée en Europe, suscitant le désir que chaque peuple s'affirme consciemment dans sa différence, en opposition à la fois aux structures impériales - ce qu'enveloppe la notion de citoyenneté - et aux autres peuples - par référence à l'« idée-force » de patrie). De sorte que, ab ovo, les nations seraient fondées sur la combinaison de deux facteurs contradictoires entre eux. Le premier est la diffusion de la même idée-force de nation : chacun veut sa révolution, son parlement, son système d'instruction publique. Le deuxième est que, sur cet arrière-plan identique, s'affirme une volonté de se différencier. Ainsi la volonté d'identité nationale semble mener à l'exaspération des petites différences, une logique de la distinction entre les peuples.

En résulte une segmentation des entités sociales entre unités isomorphes, à l'étage des nations. Dès lors, la segmentation sociale n'apparaît plus comme un passé archaïque et dépassé par la modernité, mais comme résultant d'une constante anthropologique : l'universelle disposition des groupes humains à s'opposer à ceux auxquels ils ressemblent, et à ressembler à ceux auxquels ils s'opposent.

« L'inspiration sacrificielle dans les moeurs républicaines : le paradoxe de l'individuation dans le concept maussien de nation »

Yusuke Inenaga, EPHE/CNRS-GSRL (yuinenaga@gmail.com)

Suivant la sociologie historique du politique, la construction originale de l'État-nation en France se caractérise comme la « différenciation structurelle du politique et du religieux » et l'« autonomisation du pouvoir politique ». Une question se pose en revanche pour Marcel Mauss : comment la IIIe République devient-elle tantôt le miroir déformant d'une même communauté de destin, tantôt la représentation idéale d'une collectivité ? Dans la mesure où l'individuation de la nation reflète le résultat de la politisation du lien social, la théorie maussienne montre une ambiguïté curieuse dans le concept d'individuation. Pour percer le secret de l'intégration sociale, nous étudierons d'abord l'élaboration des opérations mentales dans l'approche maussienne de la dette vis-à-vis des ancêtres. Nous tenterons ensuite de comprendre l'émotion vitale qui porte les fidèles à accomplir l'acte de sacrifice

pour la Patrie, lequel trouve sa source dans l'« obéissance volontaire » à la République. Enfin, la réflexion sur la production des choses sacrées, telle que la sacralisation du drapeau tricolore, nous conduit à construire l'hypothèse selon laquelle la configuration superposée de groupes intermédiaires parvient à assurer un état social : l'égalité des conditions dans le processus de démocratisation. En conclusion, nous affirmerons une sacralité laïque qui s'inscrit dans le cadre de l'homogénéisation politico-morale des citoyens.

« Quand faire communauté devient un enjeu de politisation. Une mosquée dans la transformation de l'espace social d'une banlieue parisienne »

Alexandre Piettre, ISSRC - Université de Lausanne & GSRL - EPHE/CNRS
(a_piettre@yahoo.fr)

Cette communication se propose de montrer comment des acteurs locaux du renouveau islamique, ceux-ci se distinguant par une piété élaborée en se référant aux quatre écoles jurisprudentielles et l'adoption de techniques de transformation de soi qui les rendent visibles dans l'espace public, ont fondé leur propre mosquée en se scindant d'une mosquée tenue par des acteurs islamiques traditionnels, et ont investi l'espace social d'une banlieue parisienne. En parvenant à mobiliser les fidèles de façon à ce qu'ils soient présents dans toutes les arènes publiques locales, depuis l'action sociale organisée par les différentes communautés religieuses jusqu'au sein de la municipalité dirigée par le parti communiste où ils ont plusieurs élus, en passant par les associations et les centres sociaux, il apparaît que cette religiosité ne tient pas lieu de finalité politique, mais qu'elle est un support essentiel de mobilisation. En effet, pour l'association gérant la mosquée, l'enjeu de l'action qu'elle anime est la mobilisation collective elle-même, construite à travers la participation des fidèles à tous les espaces-temps ordinaires ou extraordinaires de la vie religieuse, depuis la fréquentation quotidienne de la mosquée jusqu'aux événements festifs qu'elle contribue à organiser. Ainsi, faire communauté implique d'emblée son dépassement, nous obligeant à penser comment, aux confins du politique et avec la perspective de l'impolitique de Roberto Esposito, la religion participe de la politisation du lien social plutôt que de s'y opposer.

Atelier 7 C : Les professions artistiques, entre dérégulation et autorégulation (salle 3059)

Atelier organisé par le Comité de recherche Sociologie des arts et de la culture, SSS

André Ducret (Université de Genève), andre.ducret@unige.ch

Olivier Moeschler (Université de Lausanne), olivier.moeschler@unil.ch

Marc Perrenoud (Université de Lausanne), marc.perrenoud@unil.ch

Valérie Rolle (Université de Lausanne), valerie.rolle@unil.ch

Thématique

L'art est un travail, l'artiste un travailleur. On s'intéressera ici aux « artistes », les producteurs les mieux identifiés du travail artistique, ainsi qu'aux « intermédiaires » dont le rôle est souvent crucial dans les espaces professionnels des arts et de la culture. Il s'agit de documenter les formes de dérégulation du marché de l'emploi dans les professions de l'art et de la culture mais aussi d'observer, en parallèle, les formes d'autorégulation qui se mettent en place en réponse à l'effritement des formes usuelles du salariat. Loin des représentations romantiques de l'artiste singulier prêt à se sacrifier pour son art, cet atelier vise à interroger les spécificités des marchés de l'emploi artistique et culturel, à expliciter leurs incidences sur les modes d'entrée et de maintien dans le métier mais aussi sur les dispositions à exercer de telles activités. Un intérêt tout particulier sera porté aux inclinations entrepreneuriales désormais appelées par ces marchés du travail tout à la fois subventionnés par l'Etat et informellement structurés par des réseaux interindividuels. Qui, au final, se retrouve en position d'exclu ou, à l'inverse, en situation de dicter les règles du jeu ?

Programme

(14h-15h30, salle 3059)

Session 3 : Dérégulations et marchés (chair : Olivier Moeschler)

« Enjeux de la formation dans l'accès au métier d'artistes : les hautes écoles d'art face aux mutations du marché du travail artistique »

Pauline Vessely, HEAD – Genève

« Entre DIY et marché: choix et stratégies de six groupes de rock indie suisses »

Loïc Riom, Université de Genève

« L'artiste dans la ville : un travailleur sans capital ? »

Mischa Piraud, EPFL

Résumés des communications

« Enjeux de la formation dans l'accès au métier d'artistes : les hautes écoles d'art face aux mutations du marché du travail artistique »

Pauline Vessely, HEAD – Genève (pauline.vessely@hesge.ch)

Comme l'ont démontré des études telle que Making Differences, (Saner, Seefranz : 2012), les écoles d'art suisses, en tant qu'institutions internationales, s'inscrivent dans des logiques néolibérales prônant les bienfaits de la globalisation. Elles se trouvent ainsi directement touchées par les modifications du marché du travail artistique qu'elles répercutent sur la formation des futur.e.s artistes et les stratégies qu'ils développent pour entrer dans la carrière ? Quel est l'impact de ces mutations sur la sélection et le parcours des candidat.e.s qui souhaitent intégrer le monde artistique ? Quelles discriminations spécifiques en découlent ? C'est à ces questions que nous tenterons de répondre, à travers la présentation du projet de recherche Art.School.Differences, questionnant les processus d'inclusion et d'exclusion au sein de trois hautes écoles d'art suisses. A partir d'une approche qualitative (entretiens et observations des admissions entre autres), nous nous focaliserons sur les modalités de sélection et les stratégies mises en œuvre par les jeunes artistes pour faire face, dès le début de leur carrière, à cette dynamique. Nous verrons comment la connaissance des règles du jeu du marché du travail est aussi un des critères de sélection essentiels à l'accès à la formation et donc au marché. Par ailleurs, comment former des artistes en respectant les injonctions d'« employabilité » auxquelles les hautes écoles sont soumises ? Comme le soulignent V. Rolle et O. Moeschler, « détenir un titre de haute école spécialisée fait-il une différence sur le marché » ? Qui alors fixe les règles du jeu ?

« Entre DIY et marché: choix et stratégies de six groupes de rock indie suisses »

Loïc Riom, Université de Genève (loicriom@gmail.com)

Les mondes de l'art sont constitués de réseaux d'acteurs qui collaborent à la production d'œuvres. Toutefois, il est nécessaire d'aller plus loin que la notion de réseau pour rendre compte de la diversité de ces relations. En suivant le modèle webérien de l'agir, il est possible de faire la distinction entre relations orientées à l'instrumentalité et relations orientées à la sociabilité. Cette présentation est basée sur 15 entretiens individuels réalisés avec les membres de 6 groupes de rock indie suisses. Ces entretiens avaient pour but de décrire l'insertion de ces groupes dans des réseaux locaux et internationaux. Les résultats des entretiens montrent comment les groupes utilisent ces deux modes d'interaction. D'une part, ils ont l'ambition de produire leur musique en suivant un mode de production DIY (do it yourself), c'est-à-dire basé sur l'autoproduction et les échanges non-monétaires. Ces relations sont basées à la fois sur le partage d'attributs communs et la familiarité. D'autre part, ils reçoivent l'aide de personnel de renfort avec qui les groupes partagent plutôt des relations de types instrumentales. Ces relations leur permettent de mobiliser des ressources et d'entrer en contact avec des acteurs à l'extérieur de leur réseau d'interconnaissance. Le fonctionnement du monde de la musique suisse les conduit à développer ce type de relations, les amenant à renégocier leur aspiration à une production

DIY. Cette présentation soulignera les stratégies mises en place par les acteurs pour développer leur activité d'artiste tout en maintenant une certaine authenticité en tant que groupe de rock indie.

« L'artiste dans la ville : un travailleur sans capital ? »

Mischa Piraud, EPFL (mischa.piraud@yahoo.fr)

On propose de revenir ici sur les effets réciproques des productions de la ville et de l'art. En repartant de l'enchevêtrement entre « mondes de l'art » et « culture alternative » – pour reprendre la formule de R. Williams – et, ce plus particulièrement à Genève où ces mondes étaient fortement mêlés au *mouvement squat*, on verra comment la production de l'art – utilisée dans la production de la ville par le truchement des théories de la « ville créative » – est transformée par la production de la ville. Les transformations du capitalisme (entendu ici comme mode de production et comme gouvernabilité), ont eu un effet sur ces mondes de l'art et donc de l'artiste qui s'y engage.

Si Becker identifiait quatre possibilités pour un artiste (autofinancement ; mécénat ; subvention ou commercialisation), les transformations de la ville contemporaine et plus précisément l'évolution du *ratio* revenu/loyer (logement + lieux de production – i.e. création ET diffusion) ont redistribué ces possibilités et réduit les modalités d'autofinancement. On reviendra ici sur le rôle que jouent ces transformations de la ville dans la déliquescence du modèle « romantique » de l'artiste et partant, sur les implications politiques de son engagement dans le « travail ». Ce dernier point implique de repenser deux points cruciaux : a) la relation *travail-capital* et donc la distinction emploi/travail ; b) les liens entre *travail* et *subjectivation*. On verra comment ce modèle « romantique » perdure par l'inscription salariale hors monde de l'art (y compris pour des artistes de renommée internationale) ainsi que par certaines politiques sociales (cf. intermittents et précaires).

Atelier 10 B : Les cadres réglementaires externes et leurs effets sur les institutions

(salle, 3088)

Valérie Hugentobler, Alexandre Lambelet & David Pichonnaz
Haute École de Travail social et de la Santé | EESP | Lausanne (Suisse)

david.pichonnaz@eesp.ch

alexandre.lambelet@eesp.ch

valerie.hugentobler@eesp.ch

Thématique

Les études consacrées aux institutions à caractère totalisant (établissements gériatriques, hôpitaux, centres socio-éducatifs, internats...) s'intéressent le plus souvent à la manière dont ces institutions socialisent et conforment les individus, ou à la capacité de leurs membres à les transformer. Les considérant souvent comme des entités fermées, ces

travaux s'intéressent peu à la manière dont les cadres réglementaires externes pèsent sur ces institutions.

Cet atelier voudrait prendre au sérieux les politiques réglementaires encadrant le fonctionnement des institutions à caractère totalisant. Il vise ainsi à rendre compte non seulement de la prise que la puissance publique cherche à avoir sur leurs populations bénéficiaires, mais également de la manière dont elle tend, au travers de dispositions législatives ou administratives, à normer et conformer les pratiques des professionnel-le-s qui les prennent en charge.

Programme

(14h-15h30, salle 3088)

Session 2 : Évolutions des cadres réglementaires et effets sur les pratiques professionnelles I

« Transformer le couvent en établissement médico-social : entre bras de fer et alliance avec l'Etat »

Annick Anchisi, Haute École de Santé Vaud , Laurent Amiotte-Suchet, Université de Lausanne

« Soigner ou accompagner ? L'encadrement étatique du travail en établissement gérontologique »

Valérie Hugentobler, Alexandre Lambelet et David Pichonnaz, Haute École de Travail social et de la Santé | ÉÉSP | Lausanne

« Le syndrome de l'institution totale/disciplinaire, point de départ des cadrages de l'EHPAD en France »

Iris Loffeier, Université du Luxembourg

Résumés des communications

« Transformer le couvent en établissement médico-social : entre bras de fer et alliance avec l'Etat »

Annick Anchisi, Haute École de Santé Vaud , Laurent Amiotte-Suchet, Université de Lausanne

Les communautés religieuses catholiques vieillissent (vieillesse des cohortes et non renouvellement des vocations). Leur moyenne d'âge augmente rendant de plus en plus improbable la prise en charge coutumière des religieuses par leurs consœurs plus jeunes. Récemment, des communautés de religieuses innovent et créent un service de soins répondant aux critères gérontologiques actuels – géré et dirigé par une équipe professionnelle laïque indépendante – mais, situé à l'intérieur du couvent. Sa reconnaissance par l'Etat aura duré 20 ans, celui-ci admettant la nécessité d'une prise en

charge spécialisée tout en continuant de considérer les religieuses comme un collectif à part. Une fois réalisé, l'établissement médico-social (EMS) sera intégré à la planification sanitaire cantonale sous couvert de respect des normes en vigueur (gestion de la qualité, mesure de la dépendance, loi sur le personnel, etc.), sans pour autant reconnaître l'entière responsabilité des droits assurantiels aux religieuses devenues résidentes. Pour ces communautés, si la sphère médico-sociale constitue une alliée indispensable, le subventionnement partiel va aussi redéfinir les contours de la prise en charge, obligeant les religieuses à recourir à des adaptations. La transformation du couvent en EMS relève d'une alliance contrainte entre un collectif ayant ses propres règles mais qui, forcé, doit recourir à l'Etat à des fins de survivance, réelle ou symbolique. Ce faisant, il est également possible de faire l'hypothèse que les arrangements qui s'opèrent au quotidien, via les exigences de l'Etat, contribuent à affaiblir les logiques asilaires qui pouvaient prévaloir jusque-là.

« Soigner ou accompagner ? L'encadrement étatique du travail en établissement gériatrique »

Valérie Hugentobler, Alexandre Lambelet et David Pichonnaz, Haute École de Travail social et de la Santé | ÉÉSP | Lausanne

Cette communication s'intéresse au cadre réglementaire étatique s'exerçant sur les établissements gériatriques (EMS, établissements médico-sociaux) dans le canton de Vaud (Suisse). Nombreuses sont les normes officielles encadrant le fonctionnement de ces institutions, de même que les organismes chargés d'en contrôler l'application. Les normes les plus contraignantes sont celles relevant du financement, car elles déterminent de manière très précise les dotations en personnel dans les différents secteurs, tant minimales que maximales, ainsi que la qualification minimale des collaborateurs et collaboratrices.

Le mode de financement des EMS, tel qu'il est imposé par l'Etat, distingue les tâches relevant du soin de celles relevant des autres domaines (l'accompagnement socio-culturel ne particulier, mais également l'hôtellerie, l'intendance, la technique et l'administration), qui font l'objet d'une couverture séparée. Si l'Etat et les résident-e-s interviennent, à des degrés divers, dans la couverture de ces deux groupes de charges, les soins sont principalement financés par les assurances-maladies, les autres coûts par les résident-e-s eux-mêmes, pour autant que leurs moyens le leur permettent, selon un forfait imposé par l'Etat.

Les coûts de soins sont calculés en fonction de l'état de santé et du degré de dépendance des résident-e-s, grâce à l'outil canadien « PLAISIR ». Celui-ci, au travers d'une évaluation individuelle de l'état de santé et du degré de dépendance des résident-e-s, permet de calculer les « minutes de soin » requises par chacun d'entre eux. Ce temps de soin requis est ensuite converti en dotation de personnel soignant (effectif et qualifications) au travers d'un barème établi par l'Etat.

En ce qui concerne les autres charges, elles sont financées par les résident-e-s, qui paient un forfait journalier appelé « socio-hôtelier » ou « SoHo ». Celui-ci est néanmoins entièrement ou en partie pris en charge par l'Etat pour les résident-e-s n'ayant pas de revenu suffisant (huit résidents sur dix dans le Canton de Vaud reçoivent des aides). Le montant n'est pas déterminé par les EMS mais par l'Etat, qui tient compte d'un nombre important de variables, telles que le nombre de lits, la surface, mais également

l'emplacement de l'institution ou l'agencement des bâtiments. Ce forfait SoHo ne tient pas compte de l'état de santé ou de l'histoire personnelle des résident-e-s.

L'affectation séparée de ces deux sources de financement est contrôlée par l'État au travers d'un audit financier réalisé chaque année ainsi que par des inspections régulières non annoncées pratiquées par la Coordination interservices de visites en établissements sanitaires et sociaux (CIVESS). Les assurances-maladies réalisent également des contrôles, pouvant en tout temps effectuer une évaluation de l'état de dépendance de leurs assuré-e-s afin de vérifier que les minutes de soin facturées par les EMS correspondent à leur état de santé.

En nous basant sur une étude de terrain combinant une récolte de données auprès de responsables de l'État (y compris des inspecteurs/trices de la CIVESS), de directeurs d'EMS et de membres de leurs organisations représentatives, d'experts du travail en EMS, mais également de professionnel-le-s de terrain travaillant en institution, nous montrerons quels sont les effets de ce mode de financement dual sur l'organisation du travail, la division des tâches et l'activité concrète au sein des établissements gérontologiques vaudois. Des changements importants ont en particulier affectés les filières de formation conduisant tant aux métiers de la santé que du social au sein des EMS, qui débouchent sur des reconfigurations importantes en termes de salaires, d'organisation du travail et de répartition des tâches, les niveaux de diplôme s'étant élevés pour différentes professions. Dans un tel contexte, la direction des EMS se voit contrainte de jouer sur les dotations et les qualifications des différentes collaboratrices et collaborateurs afin de faire face aux augmentations salariales, mais également sur la division du travail entre secteurs. L'arrivée d'une nouvelle profession en particulier, celle d'assistant-e socioéducatif, dont la formation brouille les frontières entre travail social et travail soignant, offre une marge de manœuvre importante aux directions qui peuvent imputer leur salaire tant sur le budget « PLAISIR » que le forfait « SoHo ».

« Le syndrome de l'institution totale/disciplinaire, point de départ des cadrages de l'EHPAD en France »

Iris Loffeier, Université du Luxembourg

À partir d'une enquête par observation (qui fut participante pendant un mois au poste de femme de ménage) d'un an et demi dans un Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes privé du sud de la France, ainsi que de l'analyse de 11 guides de bonnes pratiques professionnelles édités par l'Agence Nationale d'Évaluation des Services Sociaux et Médico-Sociaux (Anesm) entre 2008 et 2012, je propose, dans cette communication, d'aborder le rôle joué aujourd'hui par les concepts d'institution totale (Goffman, 1968) et d'institution disciplinaire (Foucault, 1975) dans les appréhensions sociologiques, politiques et pratiques actuelles des maisons de retraite.

L'âge moyen d'entrée en maison de retraite est de 83 ans aujourd'hui (DRESS, 2012) et le niveau de dépendance des résidents à leur entrée est de plus en plus prononcé (Catherin-Quivet, 2005) ; la plupart des usagers qui se tournent vers ce type d'établissement le fait par défaut. Leur image est extrêmement négative : discours scientifiques, médiatiques et communs dénoncent depuis des dizaines d'années, explicitement ou de manière moins directe, des traitements collectifs contraignants, la négation de l'individualité voire de

l'humanité des résidents, leur peu de participation dans les choix organisationnels, leur ennui... Autant de points noirs pour les traitements de la vieillesse qui correspondent très exactement aux critères de définition de ce qu'Ervin Goffman a conceptualisé comme « l'institution totale » (1968) et Michel Foucault comme l'institution « disciplinaire » (1975). Le spectre des critiques contenues dans les concepts de ces deux auteurs est aujourd'hui omniprésent dans les discours externes et internes sur la maison de retraite. La teneur critique fait aujourd'hui partie intégrante du cadre cognitif permettant de saisir les établissements d'hébergement pour personnes âgées, au niveau aussi bien politique, local que scientifique.

Les regards portés sur les maisons de retraite sont unanimes, qu'il s'agisse de celui d'une sociologie cherchant à y déceler des « dominations à l'œuvre », de celui d'une action politique cherchant à y améliorer les « traitements » du vieillissement, de celui d'une maison de retraite cherchant à vanter ses propres mérites, ou encore de celui des professionnels essayant d'avoir une pratique idéale : le « syndrome » de l'institution totale et disciplinaire fait, pour tous, office de point de départ. L'ensemble de ses symptômes font partie prenante des connaissances investies par les différents acteurs pour comprendre, reconnaître les situations et y interagir ; ils y représentent les contre-exemples inadmissibles moralement, et pourtant considérés comme structurels, attendus. Ces points de départ fondent la nécessité d'une évaluation administrative et politique de ces établissements et des pratiques qui y ont cours. Cette évaluation s'accompagne d'un travail sur les savoirs investis dans les pratiques des professionnels, qui conduit à une pédagogisation (Bernstein, 2001, 2007 ; Stavrou, 2012) des relations entre tous les acteurs concernés, y compris l'Etat, via l'Agence Nationale d'Evaluation des Services Sociaux et Médico-sociaux. L'éloignement à l'institution totale et disciplinaire qui s'imposait aux résidents de maison de retraite peut alors se voir sous le jour d'une réactualisation de ses modes de fonctionnement non plus pour les résidents mais pour les professionnels. On pourrait d'ailleurs vouloir aller plus loin dans cette analogie : en rajoutant les professionnels dans les populations sur lesquelles l'Ehpad doit opérer un travail, les maisons de retraite pourraient changer de catégorie d'institutions totales au sein de celles que Goffman établit lui-même. D'institution totales car « imposant à l'homme [ses résident] des traitements collectifs... », les maisons de retraite pourraient avoir transité vers la catégorie d'institutions totales des casernes, navires, ou couvents, c'est-à-dire des institutions qui « répondent au dessein de créer les meilleures conditions pour la réalisation d'une tâche donnée ». En l'occurrence, la tâche donnée serait celle de produire du soin bientraitant aux personnes âgées (bien que les professionnels ne soient pas reclus dans l'établissement).

Workshop 12 A : Urban imaginaries and contention of public space in cities

(salle 4059)

Anne-Christine Trémon (Université de Lausanne, ISS, anne-christine.tremon@unil.ch)

Swetha Rao Dhananka (Université de Lausanne, ISS, swetha.raodhananka@unil.ch)

Thematic

This interdisciplinary workshop addresses the making and meaning of public space in rapidly transforming cities. Cities worldwide are undergoing accelerated transformations and economic rescaling leading to increasing inequalities and spatial segregation. These transformations are often reinforced by city marketing strategies to encourage certain types of urban development and promote particular activities. These strategies have material and policy manifestations that redefine public-private articulations according to particular urban meaning and urban imaginaries. The “negotiation of urban meaning” is at the centre of urban conflict (Castells 1983).

Urban social movements across the globe are manifesting themselves in struggles to lay different claims to the city. The “right to the city” first conceptualised by Henri Lefebvre has re-emerged as a platform for discussions around the meaning and practice of urban citizenship and what constitutes the public. According to Plytushva (2009) it includes the possibility to make full use of urban public spaces and services and the right to directly participate in the urban political process.

The papers in this panel question how the definition of public space may be at odds with the official and dominant urban imaginations and definitions of formal authorities or the state, addressing how “publicness” in-itself is a contested issue in rapidly transforming cities. They highlight the competing imaginaries of the city, how collective mobilizations contribute or aim at the making of alternative “publicness”, and the consequences that redefinitions of “publicness” may bear on the production or the reproduction of new forms of identities.

Program

(14h-15h30, salle 4059)

Session 1: Contentions of public space and issues of « insecurity » and « informality »

« Youth engagement in Baghdad: Giving meaning to urban spaces »

Annika Henrizi, Philipps-Universität Marburg

« Urban renovation, the informal economy and urban struggles in Yaoundé »

Ferdinand Mben Lissouck, Université de Yaoundé

« Urban Imaginaries and Regulation of Public Space in Geneva: beggars' representations of anti-begging law »

Annamaria Colombo, Caroline Reynaud Giada de Coulon de l'Haute école de travail social Fribourg (HES-SO)

Discussion

Workshop contributions

« Youth engagement in Baghdad: Giving meaning to urban spaces »

Annika Henrizi, Philipps-Universität Marburg (annika.henrizi@staff.uni-marburg.de)

Analysis of new forms of urban protest cultures that arose during the so-called Arab Spring have mostly overlooked recent developments in Iraq. In order to meet that gap, the paper aims at exploring how Youth in Baghdad engage and position themselves in urban spaces and claim the right to give meaning to urban spaces. Baghdad's Youth have been active in urban spaces for years; the challenge a political practice that solemnly emphasises violence and security policies. As such the city is officially seen from a security/risk perspective (which leads e.g. to temporal lockdowns of neighbourhoods and check points) rather than as a valuable space to live. Employing various creative projects (as cultural events, walking tours, photography) they aim at showing alternative practices on how to make use of public spaces in "their" city. It is not only the city as a space to live that is at stake here but also the diverse coexisting and competing imaginaries of the city. The fact that local, national and international actors focus on security and violence leads – according to the Youth – to a partial image of Iraqi society and it's capital. That in turn adds to a denormalization of the everyday live of Youth in Baghdad. By being active in the city, Youth defend their claim to live a "normal" live that takes place within the city. For them, the urban serves as a central aspect of identity formation.

« Urban renovation, the informal economy and urban struggles in Yaoundé »

Ferdinand Mben Lissouck, Université de Yaoundé (mlf300@yahoo.fr)

Urban studies on a global scale demonstrate that the city, for the marginalized ones, is a place of struggle where in the latter fight on a daily basis to conquer and/or preserve their right to the city. In the center town of Yaounde, the public space is usually the theatre of confrontations between the public authorities and the actors of the informal sector of the economy. Analyses of activities referred to as informal employment in Cameroon always tend to classify this particular sector in the category of "urban disorders". This paper examines the illegal auto-promotion of this type of employment at the national level and apprehends the refusal of illegal hawkers to quit the public space of the center town of Yaounde, as a means for these hawkers to enjoy their right to the renovated centrality. In order to point up the relation between urban renovation, informal economy and urban fights in Yaounde, this study opts for an essentially qualitative approach. To that effect and beyond the direct observation, about ten people in the management staff of the Ministry for the habitat and urban development, and of about thirty actors of the informal sector, were interviewed. The data used was obtained from a study carried out within the framework of a draft doctorate thesis on Urban Sociology. The results illustrate a different perception of the center town of Yaounde as per the authorities governing and those governed. For the public authorities, the center town of Yaounde is an element that contributes to the city marketing, whereas, the marginalized hawker perceives the public space as a production tool that guarantees daily bread, in this society of chronic food shortage.

« Urban Imaginaries and Regulation of Public Space in Geneva: beggars' representations of anti-begging law »

Annamaria Colombo (annamaria.colombo@hefr.ch)

Caroline Reynaud (Caroline.Reynaud@hefr.ch)

Giada de Coulon (Giada.DeCoulon@hefr.ch)

Haute école de travail social Fribourg (HES-SO)

In 2008 the prohibition of begging was restored in Geneva. Tenants of the prohibition depicted Geneva's streets as insecure, especially due to the presence of beggars considered to be part of the so called Roma community and as such categorized as disturbing and threatening Swiss citizens. Yet, in 2015, people are still begging in the streets of Geneva, and our research shows that, if some of them belong to the so called Roma community, beggars identifying themselves to a diversity of social groups are also present in Geneva. This research is precisely interested in analyzing what meanings are these different actors giving to public space's sharing? It is based on a one-year intensive ethnographic fieldwork in Geneva (2013-2014) which triangulated qualitative interviews with beggars and parliamentary debates analysis. The rich constituted database was interpreted with an analysis grid based on the sociology of representations and Karsz's transdisciplinary approach of practices analysis. What are beggars' representations of public space, begging and its prohibition? In other terms, how do beggars explain, judge and act concerning their occupation of urban public space? What are their representations of the anti-begging law?

Our qualitative research reveals a tension between a diversity of urban imaginaries that can explain different practices and actors' positions concerning cohabitation in public space.

Atelier 16 A : Dynamiques d'adaptation et reconfigurations organisationnelles : le cas des épidémies

(salle 5136)

Mathilde Bourrier (Unige), mathilde.bourrier@unige.ch

Claudine Burton-Jeangros (Unige), claudine.jeangros@unige.ch

Lois Bastide (Unige), lois.bastide@unige.ch

Thématique

Cet atelier a pour objectif de se saisir des questions liées à l'étude des dynamiques collectives en jeu dans la réponse et le traitement des maladies infectieuses émergentes et des crises sanitaires de grande envergure. Ces enjeux de santé publique interrogent la tension entre individualisation et dérégulation d'une part et multiplication des dispositifs de régulation à différentes échelles d'autre part.

Programme

(14h-15h30, salle 5136)

Session 1.1 : Ebola débarque dans les hôpitaux

Introduction par les organisateurs du thème de l'atelier et de sa logique

« La prise en charge d'un patient atteint de la maladie à virus Ebola au service de soins intensifs des HUG : D'une stratégie de lutte contre la crise sanitaire à une déclinaison locale du dispositif »

Aude Parfaite, sociologue, Hôpitaux Universitaires de Genève

« Hot zones. Exercises in biopreparedness and their spatio-temporal assemblages »

Meike Wolf and Kevin Hall

Institute of Cultural Anthropology and European Ethnology - Goethe-University Frankfurt

Session 1.2 : Tuberculose et VIH/Sida: Expériences de malades au quotidien

« Négociation autour des traitements médicaux : expériences des femmes séropositives ordinaires en Suisse romande »

Vanessa Fargnioli, LIVES, Université de Genève

« Cadres et hors-champ dans la lutte contre la tuberculose et autres épidémies de maladies transmissibles »

Clara Barrelet, Département de Sociologie, Université de Genève

Wrap-up : parallèles entre les 4 premières communications

Résumés des communications

« La prise en charge d'un patient atteint de la maladie à virus Ebola au service de soins intensifs des HUG : D'une stratégie de lutte contre la crise sanitaire à une déclinaison locale du dispositif »

Aude Parfaite, sociologue, Hôpitaux Universitaires de Genève (Audeparfaite@yahoo.fr)

Entre décembre 2013 et mars 2014 une augmentation des cas des personnes atteintes par la maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest prend une ampleur significative et alerte les autorités sanitaires internationales. Les difficultés liées à la rapidité de sa diffusion amènent à s'interroger sur les stratégies de réponses dans le traitement des crises sanitaires de grande envergure.

La méconnaissance de la maladie et la nature transfrontalière de celle-ci n'ont pas aidé dans la maîtrise et le ralentissement de l'épidémie. Devant l'ampleur de la diffusion du virus s'ensuit une mobilisation afin de disposer des moyens nécessaires à l'éradication de l'épidémie. Cuba fait partie des pays qui ont déployé une aide importante en envoyant 165 professionnels de la santé pour lutter contre l'épidémie. En novembre 2014, un de ces médecins cubains en mission humanitaire en Sierra Leone contracte la maladie à virus Ebola. Compte tenu du positionnement de l'OMS dont le siège est à Genève et de l'implication des HUG en réponse aux stratégies de lutte contre la maladie, la décision est prise de rapatrier le patient afin qu'il soit pris en charge dans une unité isolée de l'hôpital.

Cette épidémie relève d'une crise sanitaire et humanitaire majeure impliquant une réponse dans l'urgence au niveau international. L'ampleur de la crise qui décime les populations d'Afrique de l'Ouest nécessitent un dispositif à grande échelle et dont les moyens restent insuffisant pour éradiquer l'épidémie.

Parallèlement à ce constat, quelles sont les implications de la prise en charge d'un patient, dans une unité de soins qui dispose de moyens pour assurer la prise en charge d'un seul patient et la sécurité de son personnel dans des conditions idéales ? Comment cette unité s'est-elle alors saisie des dispositifs conçus par les autorités internationales dans la lutte contre cette épidémie pour la prise en charge de ce patient ?

Au-delà de l'annonce spectaculaire que peut produire une telle décision, celle-ci implique des modalités d'accompagnement inédit, bien que le service dispose de connaissances dans la prise en charge des fièvres hémorragiques. Cet événement a nécessité un important dispositif de protection pour le personnel et d'apprentissage sur de nouvelles manières de faire. Il a également nécessité une forte coordination entre les différents services impliqués dans la prise en charge du patient.

Au-delà de ces aspects, il a nécessité une forte implication de l'ensemble du service pour mener à bien cette prise en charge, tout préservant et en assurant la continuité des soins pour les autres patients du service de soins intensifs.

En prenant appui sur l'analyse de la prise en charge d'un patient atteint de la maladie à virus Ebola dans le service de soins intensifs des HUG, nous envisageons d'appréhender la complexité des formes de mobilisation participative dans la gestion de cette crise sanitaire au niveau local. Comment les professionnels s'approprient le dispositif de formation destiné à cette prise en charge qui semblent si éloignés de leur quotidien ? Quelles sont les modalités d'organisations déployées à l'annonce de l'arrivée du patient ? Qu'en est-il des représentations des acteurs au regard de cette prise en charge ? Ces dimensions de l'action collective interrogent, au-delà d'une gestion des normes de régulations pas tout à fait établi, les bouleversements auxquels sont confrontés des acteurs de terrains dont le service est déjà fragilisé, et qui se retrouvent plongés au cœur d'une crise sanitaire qui semblaient jusqu'à cette prise en charge, bien loin des préoccupations et des difficultés de leur quotidien de travail.

"Hot zones. Exercises in biopreparedness and their spatio-temporal assemblages"

Meike Wolf and Kevin Hall, Institute of Cultural Anthropology and European Ethnology, Goethe-University Frankfurt (meike.wolf@em.uni-frankfurt.de)

Public health experts nowadays agree that emerging and re-emerging infectious diseases pose a tremendous threat to urban dwellers worldwide: Due to transnational travel and trade, mobility hubs such as Frankfurt are especially prone to infectious disease outbreaks as the empirical cases of SARS and H1N1 have shown. It is in this context, that local public health authorities institutionalise biopreparedness exercises to make allies in the development of governance tools, best practice guides and expert networks. This process might be described as the translation of potential futures into the present with the intention of rendering them governable.

By drawing on two hospital contingency exercises and one nurse training in Frankfurt we employ an ethnographic approach to investigate how biopreparedness exercises enact the potential emergence of highly pathogenic agents as a domain for technological, social, and biomedical intervention. These exercises are built upon a shared scenario of highly pathogenic disease outbreaks (such as Ebola, SARS, Crimean-Congo haemorrhagic fever or Lassa) and are embedded in a larger rationale of urban preparedness. Following Anderson's (2010) attempt to systematise the spatio-temporalities of anticipatory action, our paper first discusses how these exercises narrate (potential) futures; in a second step we analyse how (potential) futures are made present through socio-material arrangements; third and finally we briefly investigate the framework of policies surrounding urban preparedness exercises. The paper represents work in progress and is derived from an ongoing cultural anthropological research project on the globalisation of influenza and its impact on urban preparedness.

« Négociation autour des traitements médicaux : expériences des femmes séropositives ordinaires en Suisse romande »

Vanessa Fargnioli, LIVES, Université de Genève (Vanessa.fargnioli@unige.ch)

La place des femmes dans l'épidémie du VIH/sida est une place minoritaire et minorisée. Les études dédiées aux femmes restent rares à l'exception de celles qui traitent de la maternité et des femmes considérées à risque, voire dangereuses comme les travailleuses du sexe. Leur statut oscille entre celui de victime et celui de responsable de la propagation de la maladie. Survisibilité des unes et invisibilités des autres, la singularité de la femme séropositive peine à émerger. Les récits de vie de 25 femmes séropositives ordinaires, diagnostiquées avant l'an 2000 en Suisse romande, illustrent une difficulté (voire une honte) à se penser et à se dire séropositive. Ce cumul des non-statuts qui les caractérisent - n'appartenir à aucune catégorie définie, vivre une condition intermédiaire avec un virus indétectable - tend à accroître chez elles un sentiment de culpabilité, de tabou, voire de non-légitimité occulté par le corps médical. Si pour les médecins, la charge virale définit une position de normalité ; pour les interviewées, c'est la manière dont la maladie affecte leur quotidien qui la définit. Il y aurait donc une normalité vécue qui se heurte à une normalité médicale. Un traitement offre certes une opportunité d'amélioration sanitaire, mais il ne garantit pas une amélioration sociale. Je propose donc d'interroger la posture qu'adoptent ces femmes ordinaires pour accepter ou refuser leurs traitements, en examinant comment elles négocient, contestent et revendiquent auprès de leurs médecins un contrôle sur leur maladie et sur leur corps.

« Cadres et hors-champ dans la lutte contre la tuberculose et autres épidémies de maladies transmissibles »

Clara Barrelet, Département de Sociologie, Université de Genève (Clara.barrelet@unige.ch)

Ma présentation propose de traiter de dynamiques collectives élaborées lors d'épidémies de maladies transmissibles par des autorités et des professionnelles de la santé, travaillant avec les paradigmes de la biomédecine et de la santé publique. Je cible des pratiques de prévention et de soin, mais également les pratiques discursives de cadrage (framing) de ces épidémies, ainsi que les impensés et hors-champs qu'impliquent de tels cadrages. Je m'appuie sur une étude ethnographique de la lutte contre la tuberculose en Suisse et sur des discours parus dans la presse sur d'autres épidémies (Ebola, HIV, grippe).

J'analyse des catégories utilisées pour parler et penser des événements impliquant des maladies transmissibles : des étiquettes associées à des populations (« à risque », « réservoir »,...) et à des maladies transmissibles (« émergentes », « ré-émergentes »,...) et des métaphores pour parler des épidémies ou des réponses à celle-ci (« crise », « lutte »,...). Comparer les actualités de la tuberculose avec celles de l'Ebola fait émerger des points communs et des différences dans la manière de penser et gérer ces épidémies. Mon objectif est, d'une part, de faire émerger les impensés engendrés par les dispositifs sanitaires et, d'autre part, de rendre compte des expériences des personnes exposées aux réponses institutionnelles lors de ces crises.

Atelier 17 : Les faiseurs d'algorithmes: vers des formes hybrides de production de collectifs et de gouvernance?

(salle 4165)

Sami Coll, Laboratoire de culture et humanités digitales, Université de Lausanne, Fonds de recherche en sociologie, Université de Genève, sami.coll@unil.ch

Olivier Glassey, Observatoire science, politique et société, Laboratoire de culture et humanités digitales, Université de Lausanne, olivier.glassey@unil.ch

Thématique

Désormais, les algorithmes informatiques ne sont plus seulement une affaire de spécialistes. De par leur intégration dans des services utilisés au quotidien, ils sont entrés de plain-pied dans la vie sociale et politique. Ces outils décisionnels trient, distinguent, séparent et interprètent. Ils tentent de fabriquer un type de connaissance censé améliorer, par exemple, la pertinence des résultats d'une recherche, les performances économiques d'une entreprise, la réduction de risques, les performances individuelles ou la visibilité d'un message sur un réseau social.

Par leur opacité et par le fait qu'ils sont exploités principalement par des acteurs privés, les algorithmes questionnent la répartition des pouvoirs décisionnels entre la sphère gouvernementale et le secteur privé. Qui sont les acteurs, publics ou privés, qui les fabriquent et les exploitent ? Ces programmes informatiques deviennent-ils les instruments privilégiés d'une privatisation de la politique ou s'inscrivent-ils davantage dans des formes hybrides, d'une complexité croissante, de gouvernance de la population ? Comment ces technologies de pouvoir se mettent-elles en place et s'opèrent-elles ?

Le workshop souhaite contribuer à l'étude sociologique de ces algorithmes, dont l'analyse est encore principalement monopolisée par les champs technologiques et économiques.

Programme (14h-15h30, salle 4165)

« Qui sont ces agents de recommandation qui peuplent aujourd'hui nos environnements numériques marchands ? »

Jean-Sébastien Vayre, Centre d'Etude et de Recherche Travail Organisation Pouvoir – UMR 5044, Université de Toulouse 2 – Jean Jaurès

Franck Cochoy, Centre d'Etude et de Recherche Travail Organisation Pouvoir – UMR 5044, Université de Toulouse 2 – Jean Jaurès

Lucie Larnaudie, Ergonomie et Facteurs Humains, Centre Universitaire Jean-François Champollion

« La production algorithmique de contenus éditoriaux : proposition d'une typologie des « data-driven media » et identification de quelques enjeux socio-culturels. »

Vincent Bullich, Laboratoire des sciences de l'information et de la communication, Université Paris-Nord 13

« Faiseurs d'algorithmes malgré eux: les contributeurs de Google Search et le 'digital labor' »

Anna Jobin, Laboratoire de culture et humanités digitales, Université de Lausanne

« Résultats préliminaires d'une ethnographie de laboratoire: Comment attester des performances de son algorithme? »

Florian Jaton, Laboratoire de culture et humanités digitales, Université de Lausanne

« Algorithmes au quotidien »

Nicolas Nova, Haute école d'art et de design Genève

Résumés des communications

« Qui sont ces agents de recommandation qui peuplent aujourd'hui nos environnements numériques marchands ? »

Jean-Sébastien Vayre, Centre d'Etude et de Recherche Travail Organisation Pouvoir – UMR 5044, Université de Toulouse 2 – Jean Jaurès (jsvayre@univ-tlse2.fr)

Franck Cochoy, Centre d'Etude et de Recherche Travail Organisation Pouvoir – UMR 5044, Université de Toulouse 2 – Jean Jaurès (cochoy@univ-tlse2.fr)

Lucie Larnaudie, Ergonomie et Facteurs Humains, Centre Universitaire Jean-François Champollion (lucie.larnaudie@gmail.com)

Avec le développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) au sein de la sphère commerciale, les marchands disposent aujourd'hui d'une grande quantité de données numériques (cf. les big data) permettant de renseigner les appétences et les comportements de leurs clients. Ces données massives leur ont permis de développer de nouvelles générations d'agents de recommandation ; c'est-à-dire, des formes d'intelligence artificielle destinées à faire connaissance avec les consommateurs de façon à leur proposer des offres de bien et/ou service qui doivent être perçus comme pertinents. Quelles sont ces nouvelles formes d'intelligence artificielle qui peuplent aujourd'hui la majorité des sites Internet marchand ? Quels sont les principes de base de leur fonctionnement ? Quels sont les enjeux politico-économiques et sociocognitifs associés à leur développement ? Afin de répondre à ce questionnement nous commencerons par exposer l'histoire de la conception des agents de recommandation à travers les trois grandes générations idéal-typiques que l'on retrouve généralement dans les computer sciences. Ensuite, nous mobiliserons les données issues de trois enquêtes de terrain réalisées auprès de professionnels développant des agents de recommandation de troisième génération afin de présenter les principes de bases de leur fonctionnement. Pour finir, nous nous appuierons sur ces différentes descriptions afin de mettre à jour les principaux enjeux politico-économiques et sociocognitifs que recouvre leur développement.

« La production algorithmique de contenus éditoriaux : proposition d'une typologie des « data-driven media » et identification de quelques enjeux socio-culturels. »

Vincent Bullich, Laboratoire des sciences de l'information et de la communication, Université Paris-Nord 13 (vincentbullich@hotmail.com)

L'intégration d'outils computationnels numériques au sein des filières d'industries culturelles marque un nouveau stade d'industrialisation de la production et de la commercialisation des biens culturels et créatifs. Celle-ci a principalement été abordée dans le cadre d'études sur les formes « nouvelles » (i. e. numériques) de recommandation/prescription (e. g. Beauvisage et alii, 2013) : il s'est ainsi agi d'identifier les *modus operandi* et ressorts de ces dispositifs destinés à orienter, conditionner la demande. En revanche, peu de travaux se sont intéressés à l'inscription de ces outils en amont des filières, c'est-à-dire aux procédures de rationalisation opératoire et d'automatisation portant sur les phases du procès de production relevant de l'édition et de « l'éditorialisation ». Or, on assiste actuellement à la multiplication des cas où des algorithmes sont présentés comme les éléments centraux de ces phases, créant, *ipso facto*, des organisations et modes de valorisation inédits. Désignés par le néologisme indigène et englobant de « data-driven media », de multiples dispositifs socio-techniques ont ainsi été mis en place par des firmes visant, selon la formule d'Y. Citton (2014) à « exploiter l'attention vivante du récepteur en la soumettant à l'attention morte des machines ». La communication que nous proposons se compose de deux parties. La première propose la définition d'idéaux-types construits à partir d'une étude des caractéristiques techniques de ces dispositifs telles qu'elles sont véhiculées par les discours de leurs promoteurs (méthodologie conditionnée par l'impossibilité d'accès au code source) ainsi que par l'analyse des fonctions stratégiques qui leur sont assignées. La seconde se concentre sur les enjeux que soulèvent ces dispositifs, tant d'un point de vue socio-économique (réorganisation des filières et appréciation de la percée de « l'ordre informationnel » (Miège, 2000) au sein des industries culturelles) que politique et culturel (conséquences quant à la configuration de l'espace public et « la circulation des êtres culturels » (Jeanneret, 2008)

Beauvisage, T., Beuscart, J.S., Cardon, V., Mellet, K., Trespeuch, M. (2013) Notes et avis des consommateurs sur le web. Les marchés à l'épreuve de l'évaluation profane, *Réseaux*, 2013/1 n° 177, 131-161.

Citton, Y. (2014) *Pour une écologie de l'attention*, Paris, Le Seuil

Jeanneret, Y. (2008) *Penser la trivialité. Tome 1. La vie triviale des êtres culturels*, Paris, Hermès/Lavoisier

Miège, B. (2000) *Les industries du contenu face à l'ordre informationnel*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

« Faiseurs d'algorithmes malgré eux: les contributeurs de Google Search et le 'digital labor' »

Anna Jobin, Laboratoire de culture et humanités digitales, Université de Lausanne,
(anna.jobin@unil.ch)

Avec des systèmes algorithmiques de plus en plus connectés et répandus, la configuration des acteurs impliquée dans leur fabrication et exploitation s'est complexifiée (Ritzer & Jurgenson, 2010; De Vaujany & Dal Zotto, 2011). Les services algorithmiques en ligne les plus populaires – ne citons ici que Google, Amazon, et Facebook – ne correspondent plus à la logique temporelle d'un outil étant d'abord fabriqué puis utilisé ensuite. Ces services se construisent, se reconstruisent et s'adaptent en permanence (Gillespie, 2014), notamment grâce à l'apprentissage automatique, soit un ensemble d'algorithmes traduisant et incorporant au sein du système certaines informations provenant de l'extérieur. Cette forme de reconfiguration permanente fait que ce service algorithmique ne correspondra plus, dès son utilisation, à son état de fabrication 'initiale' (Pasquale, 2015). Une analyse de ces services ne peut alors se passer d'une identification des collectifs dont certaines informations contribuent à l'adaptation automatique de leur système algorithmique. En se basant sur l'exemple de Google Search, cette contribution met en lumière la configuration complexe des différents acteurs contribuant au système algorithmique du moteur de recherche et identifie les collectifs qui participent à sa production. Ensuite, elle montre que cette participation, qui consiste à produire des informations prise en compte par Google Search, peut souvent être qualifiée de 'digital labor' (e.g. Scholz, 2012), et qu'elle provient à la fois d'utilisateurs du service algorithmique en question, mais également de non-utilisateurs. Enfin, cette étendue du 'digital labor' incorporé par le moteur de recherche, souligne la nécessité de repenser la production d'un service algorithmique en ligne bien au-delà de l'entreprise dont il porte le nom.

« Résultats préliminaires d'une ethnographie de laboratoire: Comment attester des performances de son algorithme? »

Florian Jaton, Laboratoire de culture et humanités digitales, Université de Lausanne,
(florian.jaton@unil.ch)

Les êtres digitaux sont – pour l'instant – moins chanceux que les êtres scientifiques, techniques ou juridiques: alors que les faits scientifiques, les artefacts techniques ou les moyens de droit ont bénéficié d'excellentes enquêtes ethnographiques (Knorr-Cetina, 1981; Lynch, 1985; Latour & Woolgar, 1986; Fujimura 1987; Vinck 1999; Latour 2004), les technologies digitales continuent de proliférer sans que nous ne saissions in situ les spécificités de leurs trajectoires. D'où viennent les algorithmes informatiques avec lesquels nous ne cessons pas d'interagir? Comment sont-ils faits? De quoi ont-ils besoin pour exister? Sans enquêtes de terrain, ces questions importantes restent difficiles à traiter.

Pour participer à ce défi sociologique important, cette communication exposera quelques résultats préliminaires d'une ethnographie d'un laboratoire d'informatique, producteur – entre autres – d'algorithmes de traitement d'images digitales. Plus précisément, cette intervention se concentrera sur la construction de référentiels de mesure, un aspect peu connu mais important du travail académique de production algorithmique. Comment

attester des capacités d'une nouvelle proposition algorithmique ? Comme nous le verrons, loin de disposer en eux-mêmes de possibilités d'évaluation, les algorithmes se doivent d'être associés à des référentiels communs (souvent appelés ground truths) afin d'engager des mesures statistiques de performance en termes de « précision » et de « rappel ». Ces référentiels communs étant essentiels à la comparabilité des propositions académiques, leur création contribue à façonner le territoire des algorithmes « proposables » et cristallise ainsi de forts enjeux académiques et industriels qu'il s'agira d'explorer.

Fujimura, Joan H. (1987) Constructing 'Do-Able' Problems in Cancer Research: Articulating Alignment. *Social Studies of Science* 17 (2), 257–93.

Knorr-Cetina, K. (1981) *The Manufacture of Knowledge: An Essay on the Constructivist and Contextual Nature of Science*. Oxford: Pergamon Press.

Latour, B. (2004) *La fabrique du droit*. Paris: La Découverte.

—. (2012) *Enquête sur les modes d'existence?: Une anthropologie des Modernes*. Paris: La Découverte.

Latour, B. & S. Woolgar (1986) *Laboratory Life: The Construction of Scientific Facts*. Princeton: Princeton University Press.

Lynch, M. (1985) *Art and Artifact in Laboratory Science: A Study of Shop Work and Shop Talk in a Research Laboratory*. London & Boston: Routledge Kegan & Paul.

Vinck D. (1999) *Ingénieurs au quotidien. Ethnographie de l'activité de conception et d'innovations*. Grenoble: PUG.

« Algorithmes au quotidien »

Nicolas Nova, Haute école d'art et de design Genève, (nicolas.nova@hesge.ch)

Portes, smartphone, clés, podomètres, réseaux sociaux... tous ces objets techniques mettent en branle un nombre plus ou moins important d'algorithmes qui viennent s'immiscer dans diverses situations quotidiennes. Nous en connaissons bien les conséquences. Pensons par exemple à la manière dont les rappels d'anniversaires sur Facebook (indiqués sous la forme d'un rappel avec une icône de paquet cadeau et le nom du bénéficiaire) déclenchent chez certains un afflux de messages. Cela correspond aussi aux incompréhensions face aux systèmes de porte automatique (comment ouvrir une porte qui n'a pas de poignée ?) ou de clés connectés et qui occupent des groupes Facebook entiers discutant de mécanisme invisible et incompréhensible. Pensons également à la manière dont certains usagers astucieux ont compris qu'il pouvait attacher leur bracelet-podomètre sur un animal afin de tromper la compagnie d'assurance leur offrant un rabais en échange d'une activité physique soutenue.

En examinant une série de situations quotidiennes reconfigurées par la présence des technologies de l'information et de la communication cette communication s'intéressera aux manières dont les usagers déconstruisent le fonctionnement des algorithmes sous-jacents à ces objets techniques.

Atelier 18 C : Changements de régulation du champ de la santé et mobilisations sociales / Regulatory changes in the health field and social mobilization / Regulierungsveränderungen und soziale Mobilisierung im Gesundheitsbereich
(salle 3068)

Andreas Bänzinger, Forschungsstelle Gesundheitswissenschaften, Zentrum für Gesundheitswissenschaften, Departement Gesundheit, ZHAW Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften, Winterthur, baan@zhaw.ch

Raphaël Hammer, Haute Ecole de Santé Vaud (HESAV), 21, avenue de Beaumont, 1011 Lausanne, raphael.hammer@hesav.ch

Thématique

Nous souhaitons recevoir des contributions, d'ordre théorique ou rendant compte d'études empiriques, qui éclairent la problématique de la régulation du champ de la santé et de ses instances par le biais de l'un ou l'autre des thèmes suivants (les questions figurent à titre d'exemple) :

- AXE 1 : *les processus de transformations des professions de la santé*. A quelles dynamiques de (dé-)régulation sociales, politiques, juridiques, économiques, scientifiques sont-elles soumises ? Quels sont les acteurs concrètement impliqués dans ces dynamiques et de quelle manière ? Quel rôle jouent aujourd'hui les instances et organisations internationales dans la régulation du champ de la santé, à l'instar de l'OMS ? Comment les pratiques et l'identité professionnelles, et la relation soignant-soigné sont-elles influencées ? A quelles reconfigurations assiste-t-on du champ professionnel de la santé (déprofessionnalisation, tertiarisation, émergence de nouveaux métiers, parcours professionnels...) et des relations entre segments professionnels (conflits, incertitude, coopérations, redéfinitions des compétences...) ?
- AXE 2 : *les politiques et mobilisations des professions de santé*. Assiste-t-on à de nouvelles politiques professionnelles (de type syndicaliste par exemple) dans le contexte des nouvelles formes de régulation du champ de la santé ? Dans quelle mesure les enjeux de la mobilisation sont-ils eux-mêmes transformés ? Quelles sont les logiques d'action collective mises en œuvre et à quelles revendications répondent-elles ? Quelles sont les capacités et les ressources dont disposent les professions de santé pour mener leurs actions ?
- AXE 3 : *les mouvements collectifs et mobilisations profanes autour de la santé*. Quels sont leurs buts ? Ces mobilisations s'inscrivent-elles dans une logique de médecine curative ou « salutogénétique » ? Quels sont les types de maladies ou problèmes de santé concernés (psychiques, physiques, psychosomatiques...) ? A quelles logiques peut-on associer de nouvelles formes de regroupements de patients, proches et usagers de la santé, mais aussi d'organismes parapublics

dévolus à la promotion de la santé ? Les mobilisations profanes (associations de patients, groupes d'auto-soutien...) renvoient-elles à des normes et valeurs promues par la santé publique et le monde médical, à des définitions alternatives d'enjeux de santé et de maladies, à la défense des intérêts des malades, à une critique frontale du système de santé, etc. ? Quels sont les obstacles et les opportunités permettant aux profanes de participer à la (re)définition des dispositifs et processus de régulation du champ de la santé ? Comment et avec quelles stratégies l'espace public est-il investi ? Quelles sont les stratégies d'alliances opérées par les organisations et associations de patients ?

Thematik

Wir nehmen gerne theoretisch oder empirisch ausgerichtete Beiträge entgegen, die Aspekte der Regulierung im Bereich der Gesundheit aus einer der nachstehend genannten Perspektive beleuchten (die angeführten Fragen sind nicht erschöpfend).

- Perspektive 1: *Der Wandel der Gesundheitsberufe im Lichte von De- und Neuregulierungsprozessen:*
Welchen sozialen, politischen, juristischen, ökonomischen und wissenschaftsgeprägten Regulierungsdynamiken ist der Wandel der Gesundheitsberufe unterworfen? Welche Akteure sind involviert? Welche Rolle spielen internationale Behörden und Organisationen wie etwa die WHO? Wie wirkt sich der Wandel auf berufliche Praktiken, auf die Beziehung der Professionellen zu den Betreuten und auf berufliche Identitäten aus? Was für (Status-) Veränderungen durchlaufen die verschiedenen Berufe (Deprofessionalisierung, Tertiarisierung u.a.m.) und welche neuen Berufe entstehen? Welche interprofessionellen Konflikte, Zusammenarbeitsformen und Neuordnungen lassen sich beobachten?
- Perspektive 2: *Berufspolitik und Aktionsformen der Gesundheitsberufe:*
Lassen sich vor dem Hintergrund der Neuregulierungen im Gesundheitswesen neue Politikformen der Gesundheitsberufe ausmachen (vgl. Standes- vs. Gewerkschaftspolitik)? In welchem Masse sind die angestrebten Ziele selber Veränderungen unterworfen? Welche Logiken kollektiven Handelns verbinden sich mit welchen Forderungen? Auf welche Ressourcen können Gesundheitsberufe zurückgreifen, um ihre Interessen zu artikulieren und durchzusetzen?
- Perspektive 3: *Ziele, Zusammenschlüsse und Aktionsformen der ‚NutzerInnen‘ von Gesundheitseinrichtungen:* Welche Ziele verfolgen die verschiedenen Nutzergruppierungen (PatientInnen, Angehörige, Präventionsinteressierte u.a.)? Welche Typen von Beschwerden stehen im Focus (somatische, psychische, chronische u.a.m.)? Welche Bedeutung haben Therapie, Prävention, Gesundheitsförderung? Spielen Medizinkritik und Alternativmedizin eine Rolle? Was für formelle und informelle, flüchtige und stabile Zusammenschlüsse werden gewählt? Inwieweit ist ‚Öffentlichkeit‘ eine Referenz? Welches sind die Hindernisse und welches die Chancen von NutzerInnen, auf die Neuregulierung im Gesundheitsbereich Einfluss zu nehmen?

Programme

(14h-15h30, salle 3068)

« Les mobilisations des « praticiens en médecine chinoise » pour la création d'un nouveau métier de santé en France »

Fanny Parent, Sciences Po Toulouse

« Transformation de la profession médicale dans ses marges : analyse des métissages thérapeutiques chez les médecins homéopathes »

Jérôme Debons, Université de Genève

« Reconfigurations de la médecine générale en France : quels effets sur les pratiques et l'identité professionnelle des généralistes ? »

Géraldine Bloy, LEDi Université de Bourgogne - UMR CNRS 6307 - Inserm U 1200

Laurent Rigal, Département de Médecine Générale - Faculté de Médecine Université Paris Descartes – CESP Inserm U 1018

« L'évolution de la profession de médecin en Suisse : une revue non-systématique »

Stéphane Cullati, Service qualité des soins Hôpitaux Universitaires de Genève

Naïke Bochatay, « Unité de développement et de recherche en éducation médicale (UDREM), Université de Genève »

Résumés des communications

« Les mobilisations des « praticiens en médecine chinoise » pour la création d'un nouveau métier de santé en France »

Fanny Parent, Sciences Po Toulouse (fanny.parent@sciencespo-toulouse.fr)

La Charte d'Ottawa de l'OMS, la libéralisation de la santé, les échanges bilatéraux avec la Chine, et l'évolution du contexte sanitaire en France (soins palliatifs, maladies chroniques, etc.) sont favorables au développement d'un ensemble de thérapeutiques dites « non conventionnelles », dont la médecine chinoise. Entre les associations de patients (en demande d'une offre de soin « alternatifs ») et les professions médicales reconnues (se spécialisant en acupuncture), émergent des « praticiens en médecine chinoise » formés dans des écoles privées et non titulaires d'un diplôme de médecine conventionnelle. Ceux-ci se regroupent dans des organismes professionnels afin de faire émerger une culture professionnelle commune, et proposent la création d'une nouvelle profession de santé réglementée. En remettant en question le monopole médical des soins, les mobilisations de ces praticiens interrogent alors les frontières du champ médical et sa régulation.

Pour étudier cela, nous nous appuyons sur un corpus de 45 entretiens semi-directifs avec des médecins, sages-femmes, et « praticiens en médecine chinoise », et 10 avec des agents de l'État ; des observations directes (congrès professionnels, école privée de médecine chinoise) ; et des textes juridiques et autres documents diffusés par les associations.

Nous présenterons, d'une part, les modes d'action (par exemple, l'instrumentalisation de la loi de 2002 sur les soins de support dans les hôpitaux) de ces organismes professionnels pour édicter des normes professionnelles et faire émerger un nouveau métier de santé. D'autre part, nous présenterons l'ambiguïté de la position de l'État qui ne répond pas favorablement aux demandes de reconnaissance de ces praticiens (laissant ainsi le monopole de l'acupuncture aux médecins) tout en refusant de réglementer plus strictement la pratique laissant ainsi se développer un marché parallèle de soins. Cela nous interroge sur un nouveau gouvernement du bien-être en opposition au gouvernement de la santé se réduisant à la maladie et à la guérison.

« Transformation de la profession médicale dans ses marges : analyse des métissages thérapeutiques chez les médecins homéopathes »

Jérôme Debons, Université de Genève (jerome.debons@gmail.com)

Dans les sociétés occidentales modernes, le phénomène des médecines alternatives et complémentaires (MAC) s'est démocratisé au point de redéfinir les trajectoires de soins des malades et les rapports entre les différents groupes professionnels dans le champ de la santé et de la maladie. Or, s'il existe une riche littérature socio-anthropologique sur l'usage des MAC par les patient·e·s, les recherches qui s'intéressent à leur intégration et appropriation par des médecins demeurent peu nombreuses. Dans une profession qui puise les principes de son pouvoir et de sa légitimité sur le regard scientifique, choisir de «faire carrière» dans les MAC n'est pas sans risque pour un médecin. Le métissage entre différentes méthodes thérapeutiques pose ainsi des questions intéressantes pour la sociologie de la santé et de la médecine. Nous pensons notamment à celle du travail de «mise en cohérence» pratique et symbolique entre paradigmes médicaux divergeant et à celle plus générale des identités professionnelles hybrides. Notre présentation discutera de ces aspects à partir des résultats d'une thèse en cours sur le cas des médecins homéopathes. Ce travail se base sur un corpus de 26 entretiens semi-directifs effectués avec des praticien·ne·s en activité et installé·e·s dans les cantons suisses romands (16 hommes et 10 femmes). À partir de l'analyse de ce matériau, nous présenterons quelles sont les stratégies de «mise en cohérence» dans les pratiques et dans les trajectoires professionnelles.

« Reconfigurations de la médecine générale en France : quels effets sur les pratiques et l'identité professionnelle des généralistes ? »

Géraldine Bloy, LEDi Université de Bourgogne - UMR CNRS 6307 - Inserm U 1200, (geraldine.bloy@u-bourgogne.fr)

Laurent Rigal, Département de Médecine Générale - Faculté de Médecine Université Paris Descartes – CESP Inserm U 1018, (laurent.rigal@inserm.fr)

Après une présentation du contexte traditionnel des soins primaires français (des généralistes libéraux, plutôt isolés, payés à l'acte, peu préoccupés de santé publique, mais remboursés par l'assurance maladie), nous préciserons le virage politique actuel pour réguler et mieux intégrer institutionnellement ces professionnels. La crise donne aux

autorités une opportunité de modifier mode de rémunération et modèle professionnel, en pesant davantage sur les façons de travailler des généralistes. Le tournant a été impulsé d'en haut, mais comment les intéressés répondent-ils à cette tentative de régulation publique ? S'adaptent-ils aux transformations de leur mandat ? La pratique clinique est-elle modifiée ? L'unité, déjà problématique, du groupe professionnel affectée ? Si le nouveau management public concerne aujourd'hui la plupart des systèmes et professions de santé, les contextes nationaux influencent sa mise en œuvre et sa réception. Dans le cas français, les thèses divergent sur les ressources de l'identité libérale traditionnelle face aux technocraties sanitaires.

Notre analyse se fonde sur une enquête au long cours sur la profession en France, et plus spécifiquement sur une étude par entretiens (n=100) sur la prévention, directement concernée par ces évolutions.

Certains généralistes résistent mais d'autres sont résignés, essaient de « faire avec » ou de bien négocier cette inflexion managériale. Compte-tenu de son manque historique de légitimité, échanger une meilleure reconnaissance/intégration de la médecine générale contre de nouvelles contraintes peut aussi être tentant pour les médecins qui cherchent à faire évoluer le modèle français de soins primaires. Nous observons donc une stratification et un effet de génération.

« L'évolution de la profession de médecin en Suisse : une revue non-systématique »

Stéphane Cullati, Service qualité des soins, Hôpitaux Universitaires de Genève, (stephane.cullati@hcuge.ch)

Naike Bochatay, Unité de développement et de recherche en éducation médicale (UDREM), Hôpitaux Universitaires de Genève, (Naike.Bochatay@unige.ch)

Introduction: Le développement de la décision médicale partagée et de la médecine fondée sur les preuves, les pressions des assurances sociales, du monde politique et des patients, ainsi que les nouvelles générations de médecins ont contribué à modifier l'exercice de la profession de médecin.

Objectif : Présenter un état des lieux des principaux changements de la profession de médecin en Suisse.

Méthode : Revue non-systématique des études sur les médecins et les services de santé, limitée à la médecine hospitalière et ambulatoire, en Suisse, publiées entre 1990-2015.

Résultats: L'autonomie du médecin s'est réduite au fil des années. Plusieurs facteurs – externes et internes à la médecine – y ont contribué : la standardisation du raisonnement médical (diagnostic, pronostic, prescription) et de l'activité clinique, le développement de la culture sécurité et de l'interprofessionnalité, l'implication grandissante du patient dans la décision médicale et dans la sécurité des soins, le développement des nouvelles tarifications et des indicateurs nationaux de qualité de soins, et la judiciarisation de la pratique médicale, à l'origine de la médecine défensive. Les nouvelles générations de médecins, plus soucieuses de leur santé et de l'équilibre entre vies professionnelle et privée, modifient également les conditions de l'activité médicale (augmentation du temps partiel, loi fédérale sur le travail).

Discussion et conclusion: Autrefois autonome dans son activité et dépositaire de la connaissance, le médecin devient aujourd'hui un « acteur » parmi d'autres du système de santé, occupant néanmoins une place centrale.

**Atelier 22 : Des militantismes féministes à la prise en charge des violences :
genèse d'un problème public /
Von feministischen Bewegungen bis zur Institutionalisierung von Massnahmen
gegen sexuelle Gewalt: Der Werdegang eines öffentlichen Problems**
(salle 4129)

Pr. Dr. Marylène Lieber, Unige, Marylene.Lieber@unige.ch

Pr. Dr. Kristina Schulz, Unibe, kristina.schulz@hist.unibe.ch

Dr. Thierry Delessert, Unil, thierry.delessert@unil.ch

Dr. Marta Roca i Escoda, Unil, marta.rocaescoda@unil.ch

Thématique

En Suisse, les violences sexuelles se sont constituées comme un problème public dès les années 1970-80. Aussi le Code Pénal (CPS) et le Code Civil (CCS) ont-ils connu plusieurs révisions aboutissant à l'acceptation de ces réalités, à l'exemple de la révision du CPS admettant le viol conjugal (1992) ou encore de la loi sur l'aide des victimes (1993). Les révisions des années 1970, puis les débats parlementaires des années 1980-90 ont été accompagnés, et souvent devancés, par des mobilisations féministes cantonales et nationales. Depuis le début des années 1970, les divers mouvements de libération des femmes et d'autres groupes féministes ont contribué à dénoncer les violences contre les femmes comme l'une des conséquences – dramatique – des oppressions des femmes dans le patriarcat. Les mouvements féministes ont ainsi dénoncé l'ubiquité des violences masculines et mis à disposition un réseau d'institutions autogérées d'aide aux femmes victimes, allant des maisons pour femmes battues jusqu'aux permanences téléphoniques.

Thematik

In der Schweiz wurde Gewalt an Frauen ab den siebziger-achtziger Jahren als Gesellschaftsproblem erkannt. Das schweizerische Strafgesetzbuch (StGB) und das Zivilgesetzbuch (ZGB) wurden mehrmals revidiert bevor diese Gewaltrealität auch gesetzlich anerkannt wurde. Das im 1992 revidierte Strafgesetzbuch bestrafte erstmals *Vergewaltigungen in der Ehe*; und das Opferhilfegesetz (OHG, 1993) legt u.a. Richtlinien zur Begleitung von Gewaltopfern fest. Den Kommissionsarbeiten der siebziger Jahre und den parlamentarischen Debatten der achtziger-neunziger Jahre in Verbindung mit den obengenannten Gesetzänderungen gingen aber feministische Bewegungen auf kantonaler

und nationaler Ebene oft voraus oder sie entwickelten sich gleichzeitig. Allerdings denunzierten

Frauenbefreiungsbewegungen und andere Frauenbewegungen Gewalt an Frauen seit den frühen siebziger Jahren an: das feministische Verständnis solcher Gewalt betonte die patriarchalen Machtverhältnisse, die im Mittelpunkt des Problems stehen. Sie prangerten daher die Allgegenwart männlicher Gewalt an und bauten ein Netzwerk von selbstverwalteten Institutionen für weibliche Opfer auf, wie z.B. Frauenhäuser und Nottelefone.

Programme (14h-15h30, salle 4129)

« La gestion des violences faites aux femmes dans un contexte de professionnalisation d'un mouvement social : du MLF à SOS femmes »

Sarah Kiani, chercheuse post-doctorale FNS, Centre Marc Bloch, Humboldt-Universität, Berlin

« Penser la violence à l'égard des lesbiennes : témoignages des années 1950 »

Céline Naef, doctorante FNS, Université de Lausanne

« La reconnaissance juridique du viol conjugal en Suisse : Une victoire féministe? »

Géraldine Brown, doctorante FNS, Université de Genève

Résumés des communications

« La gestion des violences faites aux femmes dans un contexte de professionnalisation d'un mouvement social : du MLF à SOS femmes »

Sarah Kiani, chercheuse post-doctorale FNS, Centre Marc Bloch, Humboldt-Universität, Berlin

Cette présentation s'intéresse aux processus discursifs et aux pratiques militantes du mouvement des femmes des années 1970 en Suisse concernant la question de la violence faite aux femmes et à ses évolutions. A l'instar d'autres contextes géographiques, c'est en particulier le « Mouvement de libération des femmes » (MLF) qui a thématisé en première temporalité la violence à l'égard des femmes comme une violence spécifique, et comme le résultat d'un processus de domination des hommes sur les femmes au sein d'une société patriarcale. Si les luttes contre la violence de genre sont largement connues concernant la France ou les Etats-Unis, la manière dont le mouvement suisse a pensé ces questions est moins documentée. Bien que la lutte contre les violences soit un phénomène transnational propre au militantisme des mouvements sociaux féministes dès les années 1970, cette

présentation discutera quelques aspects propres à la Suisse, en lien avec son contexte législatif et militant.

La communication va s'attacher à mettre en lumière quelques aspects de la lutte contre les violences faites aux femmes en Suisse et les changements structurels du mouvement des femmes qui y sont liés. Elle documentera notamment les premières structures romandes consacrées à la problématique de la violence de genre. Elle se penchera ensuite sur la constitution de celle-ci comme un problème public, mais plus encore sur ses enjeux médiatiques et politiques comme un effet des pratiques militantes.

« Penser la violence à l'égard des lesbiennes : témoignages des années 1950 »

Céline Naef, doctorante FNS, Université de Lausanne

Sur la base de sources historiques inédites, cette communication proposera d'analyser les violences symboliques faites à l'encontre des femmes homosexuelles ayant vécu en Suisse durant les années 1950. Le phénomène de violence sera ainsi défini à la lumière des concernées elles-mêmes sachant que les contraintes sociales se rapportent principalement à la négation de l'existence de l'homosexualité féminine. La violence sera ainsi comprise dans le sens d'un outil de pouvoir et de contrôle qui se lit au dehors des frontières du code pénal mais qui affecte toutefois la liberté individuelle et le bien-être des actrices, par l'absence de reconnaissance de l'identité lesbienne.

Il s'agira également de s'intéresser au phénomène contemporain de la violence à l'égard des homosexuelles. Celui-ci a de particulier que ces violences sont prises dans un mécanisme de double invisibilisation, d'une part dans le discours sur la violence envers les femmes, dans celui de l'homophobie de l'autre. Si l'étude de Ohms (2000) met en évidence trois formes d'oppression à l'égard des homosexuelles, qui sont par ailleurs les mêmes catégories que celles envers les femmes et les homosexuels ; soit, les violences physiques, psychologiques et sexuelles. Cette présentation proposera de démontrer le dispositif spécifique en lien avec la violence à l'égard des lesbiennes.

« La reconnaissance juridique du viol conjugal en Suisse : Une victoire féministe ? »

Géraldine Brown, doctorante FNS, Université de Genève

Cette communication s'attachera à nourrir la réflexion sur le rôle des référentiels dans les processus d'institutionnalisation juridique, en interrogeant les processus de reconnaissance juridique du viol conjugal en Suisse. Les processus de reconnaissance juridique sont compris ici comme une dimension-clé de l'institutionnalisation d'une cause. Des travaux de révision du Code pénal suisse, amorcés au début des années septante, ont mené à la reconnaissance du viol conjugal comme un délit poursuivi d'office en 2003. Envisagée dans une perspective féministe de lutte pour la reconnaissance des violences faites aux femmes, cette reconnaissance constitue une étape importante, fréquemment caractérisée comme un "succès". Pourtant, elle n'allait pas de soi. En nous appuyant sur des sources issues de travaux législatifs sur le Code pénal suisse entre 1971 et 2003, nous tenterons de comprendre les enjeux de ce processus de reconnaissance en analysant la façon dont les acteurs/trices cadrent la question du viol conjugal. Nous nous intéresserons

d'une part au rôle d'actrices et d'acteurs issu.e.s du mouvement féministe ou proches de celui-ci et aux formes de leur mobilisation discursive dans l'arène législative afin de promouvoir la reconnaissance du viol conjugal. Nous analyserons d'autre part la tension entre un référentiel (Commaille, 2001) de droits des femmes et un référentiel de préservation du mariage et de la famille qui sous-tendent les débats. Cette analyse nous permettra de tisser des liens avec la définition juridique du mariage et de la famille en Suisse, replaçant par là-même la question du poids de cette définition juridique pour le cadrage en termes de genre d'autres politiques publiques en matière de violences. En analysant l'aboutissement des travaux législatifs au regard des processus précités, nous pourrons ainsi nuancer quelque peu son interprétation en termes de "succès" pour la reconnaissance des violences faites aux femmes, et partant, questionner la capacité d'une analyse en termes de rapports sociaux de sexe à pénétrer le champ des politiques publiques en la matière.

Atelier 27 : Sur les sentes de la migration : Circulations, risque et gestion de l'incertitude
(salle 3148)

Laurent Lardeux, *Triangle*, lardeuxlaurent@gmail.com

Loïs Bastide, *Université de Genève*, lois.bastide@unige.ch

Thématique

Si la migration a déjà été envisagée sous le rapport du risque, elle l'a été surtout du point de vue des États et du gouvernement des circulations. L'atelier vise à interroger les manières dont les migrants manipulent l'incertitude profonde qui marque souvent leurs parcours. La réflexion portera de ce point de vue tant sur la perception par les migrants des incertitudes et des risques – l'incertitude est-elle envisagée dans les termes du risque ? – que sur les pratiques et les dispositifs individuels et collectifs qu'ils fabriquent ou dont ils se saisissent pour en limiter les effets. Ce faisant, il s'agira de voir ce qu'une approche conceptuellement et empiriquement étayée de la notion de risque apporte à la sociologie des migrations et ce que les circulations transnationales amènent à la conceptualisation du risque comme catégorie sociologique.

Programme
(14h-15h30, salle 3148)

Introduction de l'atelier par les organisateurs

« Mobilité, incertitude et précarités : la prise en compte des temporalités dans la compréhension des décisions migratoires »

Aurore Flipo, Sciences Po Paris, Observatoire Sociologique du Changement

« Du risque à la menace, vivre en situation irrégulière »

Stefan Le Courant, Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative (LESC) / Paris Ouest Nanterre

« Pour une meilleure compréhension de l'expulsabilité et incertitude des migrant.e.s en Suisse »

Ibrahim Soysüren, doctorant FNS, Université de Neuchâtel

« Gestion du risque et de l'incertitude dans un contexte d'aide humanitaire et de discrimination : étude d'un dispositif collectif informel : Le cas d'un groupe de femmes réfugiées colombiennes en Equateur »

Lucie Laplace, Doctorante, Université d'Auvergne

« Migrations et gestion de l'incertitude: reconceptualiser le risque »

Laurent Lardeux, chercheur associé, Triangle

Loïs Bastide, postdoctorant Département de Sociologie Université de Genève

Discussion

Résumés des communications

« Mobilité, incertitude et précarités : la prise en compte des temporalités dans la compréhension des décisions migratoires »

Aurore Flipo, Sciences Po Paris, Observatoire Sociologique du Changement, (aurore.flipo@gmail.com)

La migration et/ou la mobilité, en tant que projet, constitue nécessairement un acte tourné vers l'avenir ; une « prise de risque ». Ce risque repose cependant sur une certaine perception des conditions présentes et futures, et en cela, il nous renseigne sur la perception du temps que recèle la prise de position des acteurs, ainsi que sur l'appréciation subjective de la position de chacun dans la structure sociale. Par ailleurs, les rapports des individus au temps et à l'espace sont de plus en plus mobilisés pour comprendre la manière dont se structurent les nouvelles inégalités dans le contexte d'« individualisation des trajectoires » d'insertion sociale et professionnelle (Leccardi, 2005).

Cette proposition de communication se base sur 39 entretiens biographiques menés auprès de jeunes migrants polonais et roumains entre 18 et 30 ans en Espagne et au Royaume-Uni. Les décisions de mobilité constituent alors des « moments décisifs » (Bidart et al., 2011) qui interviennent dans une temporalité biographique particulière, qui est celle du passage à l'âge adulte ; et dans un contexte particulier, qui est celui de la « libre-circulation ». Par l'analyse des séquences temporelles, nous cherchons à comprendre comment les projets de mobilité sont produits puis renégociés dans un contexte d'incertitude, et la manière dont les irréversibilités se forment au sein des carrières migratoires. Ainsi, la mobilité conçue à l'origine comme une étape transitoire et réversible peut paradoxalement se transformer en

impasse et la « liberté de circuler » en précarité, et c'est ce que nous tentons alors d'expliquer.

« Du risque à la menace, vivre en situation irrégulière »

Stefan Le Courant, Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative (LESC) / Paris Ouest Nanterre, (stefanlecourant@yahoo.fr)

Une fois les frontières franchies, les risques de la migration ne disparaissent pas pour autant. Le quotidien des étrangers en situation irrégulière est saturé de risques : de l'interpellation à l'expulsion du territoire en passant par la découverte de leur statut administratif par un employeur ou un proche. Afin de garantir leur séjour sur le territoire français, les étrangers en situation irrégulière doivent constamment tenter de détecter la présence de ces risques. Mais, bien souvent, le danger ne se laisse pas évaluer simplement et c'est bien plus de la perception individuelle de l'existence d'un risque – réel ou non – que va dépendre le rapport au monde. Plus que le risque, c'est donc la menace qui façonne leur quotidien et pousse à d'innombrables enquêtes sur la réalité. En s'immisçant dans les moindres replis de l'existence, la menace en trouble tous les repères. Finalement, c'est à une vie dénuée de toute forme de routine que sont réduits ceux qui perçoivent partout la menace.

Cette présentation sera l'occasion, à partir de l'ethnographie de la vie en situation irrégulière, de distinguer des notions proches que sont le danger, le risque et la menace. Il sera aussi question de cerner les effets divers de la menace sur le rapport au réel.

« Pour une meilleure compréhension de l'expulsabilité et incertitude des migrant.e.s en Suisse »

Ibrahim Soysüren, doctorant FNS, Université de Neuchâtel (ibrahim.soysuren@unine.ch)

Dans les travaux en sciences sociales, le concept de l'expulsabilité (*deportability*), a une utilisation de plus en plus fréquente, en référence souvent à De Genova (2002 et 2007). Selon lui, même si peu d'immigrés sont expulsés, le fait qu'ils sont expulsables est plus important que l'expulsion elle-même, surtout pour leur soumission au régime de travail. Par ailleurs, l'importance de l'expulsabilité des migrants a auparavant été soulignée par A.Sayad (1983, 1994, 1998 et 1999). Selon lui, l'étranger est par définition expulsable et le signe d'expulsabilité est constitutif de sa condition. Malheureusement, cela est presque ignoré par les autres chercheurs.

Dans notre communication, nous ne soulignerons tout d'abord que le rôle de l'incertitude dans ce qu'on appelle l'expulsabilité des étrangers a été sous-estimée dans les travaux mobilisant ce concept. Ensuite, nous essayerons de montrer que la mise en lien des deux notions peut contribuer à mieux comprendre à la fois l'expulsabilité et l'incertitude vécues par les étrangers. Pour ce faire, nous nous baserons sur l'exemple de la Suisse et étudierons la situation de différentes catégories d'étrangers précaires. A titre d'illustration, nous présenterons des études de cas, notamment pour montrer la place de l'incertitude dans le vécu des étrangers les plus expulsables. Nous finirons enfin en présentant différents degrés d'expulsabilité en lien avec leur statut légal. A noter que nous définirons provisoirement

l'incertitude comme l'impossibilité de prévoir un fait, un événement qui concerne une personne et/ou le sentiment de précarité qui en résulte.

« Gestion du risque et de l'incertitude dans un contexte d'aide humanitaire et de discrimination : étude d'un dispositif collectif informel : Le cas d'un groupe de femmes réfugiées colombiennes en Équateur »

Lucie Laplace, Doctorante, Université d'Auvergne (lucielaplace@laposte.net)

En Colombie, il existe depuis plus de 60 ans un conflit qui provoque d'importantes migrations de populations civiles dans le pays et à l'étranger pour y trouver une protection. Aux traumatismes liés au conflit s'ajoutent les épreuves liées à l'insertion locale dans le pays d'accueil, où les Colombiens font l'objet d'une forte discrimination (stigmates liés à la menace d'extension du conflit) des Équatoriens et des Colombiens entre eux. Ces facteurs internes et externes tendent donc à limiter fortement les formes d'existence d'une communauté réfugiée colombienne en Équateur. En revisitant quinze entretiens sociologiques réalisés auprès de femmes réfugiées de Cuenca, nous nous proposons ici d'étudier la dynamique de création et de survie d'un petit groupe de femmes réfugiées fondée sur l'aide à la gestion de l'incertitude par des actions individuelles et collectives de solidarité pour les plus fragiles de ses membres.

Notre hypothèse centrale, pour comprendre ce paradoxe de mobilisation, porte sur le fait qu'il existerait une communauté situationnelle. Cette hypothèse tient compte du contexte dans lequel les membres de ce groupe se sont rencontrés, c'est-à-dire au sein de réunions pour bénéficier d'un soutien humanitaire, et la place qu'elles occupent individuellement et collectivement en tant qu'individus bénéficiaires les plus impliqués dans des structures locales de l'aide.

Selon nos résultats, il convient de tenir compte des variables institutionnelles (nationalité et statut) ainsi que du contexte associatif de rencontre de ces femmes. Ces éléments ne sont pas suffisants pour comprendre la dynamique identitaire de ce groupe, apparentée selon le sens commun à la communauté. Utile néanmoins, le concept de communauté demande à être affiné en tenant compte de variables sociologiques classiques (sexe, âge, classe sociale...), mais aussi des trajectoires personnelles et collectives des membres de ce groupe, et également de l'évolution relativement homogène de leurs rôles sociaux de femmes.

« Migrations et gestion de l'incertitude: reconceptualiser le risque »

Laurent Lardeux, chercheur associé, Triangle (lardeuxlaurent@gmail.com)

Loïs Bastide, postdoctorant Département de Sociologie Université de Genève
(lois.bastide@unige.ch)

Cette communication se propose de questionner la notion de risque en se plaçant du point de vue des migrants à partir de deux terrains de recherche : l'un en Asie du Sud-est autour de la question des migrations transnationales de travailleurs, l'autre en Afrique subsaharienne sur la problématique des migrations forcées de réfugiés. Dans quelle mesure

ces deux contextes migratoires, permettent d'aborder différemment la notion de risque et de réinterroger la vision très largement occidental-centrée qui lui est inhérente ?

Dans cette perspective, nous proposons tout particulièrement de penser la relation migration/risque à partir du rapport qu'entretiennent les acteurs à la temporalité dans leur conception des parcours migratoires. Cela implique cependant de répondre à des interrogations préalables et d'abord, peut-être, à la plus cruciale : l'emprise de l'idée de risque sur les représentations sociales n'est-elle pas une réalité d'abord « occidentale » ? Si le futur est un « fait culturel » (Appadurai, 2013), n'existe-t-il pas en effet d'autres manières pour les acteurs d'envisager l'avenir, exclusives d'une conceptualité du risque ? Par suite, sous quelles conditions sociales et culturelles l'incertitude peut-elle être et est-elle thématisée comme risque ? Et si on considère le risque comme un type possible – parmi d'autres – de rapport à l'avenir, comment penser la relation entre risque et migration ? Réintroduire la temporalité dans la compréhension du rapport entre risque et migration – où le risque rend compte d'une certaine mise en forme du rapport d'un acteur à un passé, un présent et un avenir – ne suppose-t-il pas d'adopter des options théoriques et des dispositifs méthodologiques davantage tournés vers des approches longitudinales des circulations, entendues en termes de carrières, de parcours biographiques ou encore de trajectoires ?

**Atelier 33 : A l'interface des espaces privé et public : les mauvais traitements
envers les enfants**
(salle 3128)

René Knüsel (Université de Lausanne - OME, ISS, SSP), rene.knusel@unil.ch

Andreas Jud (Haute Ecole de travail sociale de Lucerne), andreas.jud@hslu.ch

Thématique

L'espace familial demeure, dans les représentations sociales, un espace essentiellement privé ou un espace public à usage principalement privé. Pourtant, la distinction entre l'usage de ces espaces a connu un important changement en particulier depuis les années 1960, les revendications féministes et les logiques de défamiliarisation propres à l'Etat social.

Cette évolution s'est accompagnée d'une affirmation forte des droits propres de chaque individu au sein de la famille, contribuant encore à une plus grande relativisation de l'usage privé de l'espace familial.

Les enfants ont bénéficié de ce mixage des espaces au travers de la reconnaissance de droits propres (Charte des droits de l'enfant) et la mise en place de nouvelles définitions d'une protection spécifique.

Cet atelier se propose d'interroger cette évolution et la généralisation des normes qui s'en est suivie, comme la définition de nouvelles références au travers de concepts tels que la maltraitance envers les enfants, la bientraitance, etc.

Il souhaite offrir la possibilité de réfléchir la question au travers des contributions de différents domaines visant à éclairer la généralisation de ces nouvelles pratiques sociales, les dispositifs sociaux visant à garantir le respect de ces normes au sein des familles, le développement de dispositifs publics et privés, la diffusion de ces pratiques.

Programme

(14h-15h30, salle 3128)

« Obtaining successful agency and professional participation »

Andreas Jud, Lisa M. Jones & Christopher Mikton

« Suicidal Behaviors Among Adolescents: The Impact of Being Forced to Have Sex and Being Bullied »

Robert Fernquist, University of Central Missouri

« Réinterroger la délimitation public-privé des situations de maltraitance envers les enfants en Suisse à travers le regard des professionnels »

Hakim Ben Salah, Ph.d., Université de Lausanne et Haute école de travail social Fribourg

Thérèse Cuttelod, Ph.d., Directrice de Familles Solidaires et Université de Lausanne

Prof. René Knüsel, Université de Lausanne

« Voir la maltraitance... ou pas: l'enjeu des catégories »

Nadège SEVERAC, Sociologue indépendant

Résumés des communications

« Obtaining successful agency and professional participation »

Andreas Jud, Lisa M. Jones & Christopher Mikton

Studies that help policy-makers in child protection to create strategies for change are often ones with information about what is being encountered by agencies and officials who are in positions to help and respond. However, research in this area is still developing and the experiences of investigators in collaborating with agencies and setting up and conducting these kinds of studies are rarely published. In a toolkit on mapping agency response to child maltreatment, we have gathered examples from a range of previous studies and recommendations by investigators experienced in this area: For successful participation of agencies and frontline professionals it is essential to build up trust and credibility between research and practice. Effective strategies to accomplish this goal can be summarized in the following imperatives: First, the relationship between researchers and decision-makers has to be upheld through consistent contact, formal and informal exchanges. Second, data should be used to answer relevant issues that decision-makers are grappling with currently. Third, researchers should value the decision-makers' focus on

context-specific knowledge. Further strategies from previous agency surveys are discussed, e.g. installing research collaborators in key locations, involving key administrators early on and addressing concerns about being evaluated and compared. For sustainable research on incidence of agency response to child maltreatment it is essential to bring the data back to the participants and presenting the results to the individual agencies.

« Suicidal Behaviors Among Adolescents: The Impact of Being Forced to Have Sex and Being Bullied »

Robert Fernquist, University of Central Missouri (fernquist@ucmo.edu)

The causes of suicidal behaviors among adolescents are varied, but (1) being bullied and (2) being forced to have sex have recently come to the forefront as significant predictors of adolescent suicidal behavior. Most research on adolescent suicide, however, neglects to examine adolescents according to race and gender separately; this is important because various racial and gender groups often respond differently to the same social situation (Fernquist 2001). Further, research finds that a vast majority of adolescent rape comes at the hands of family members while bullying tends to come from peers at school (Olson, DeFrain, and Skogrand 2011). In other words, influences from a very private sphere of life (the family) and from a very public sphere of life (the school) both exert strong impacts on adolescent suicidal behaviors. Data from the Youth Risk Behavior Survey in the United States during 1991-2013 are examined to further understand how forced sexual behavior and bullying have on adolescent suicidal behavior (suicidal thoughts, planning a suicide, attempting suicide) among 10 different demographic groups. Results suggest the need to develop more effective mechanisms to protect children against these most cruel private and public treatments.

« Réinterroger la délimitation public-privé des situations de maltraitance envers les enfants en Suisse à travers le regard des professionnels »

Hakim Ben Salah, Ph.d., Université de Lausanne et Haute école de travail social Fribourg ;
Thérèse Cuttelod, Ph.d., Directrice de Familles Solidaires et Université de Lausanne ; Prof.
René Knüsel, Université de Lausanne.

A l'instar des Etats-Unis ou du Canada, la Suisse s'apprête à accueillir prochainement la mise en place d'un dispositif de récolte de données uniformisées sur la maltraitance envers les enfants en Suisse auprès des institutions concernées. En raison de la diversité des acteurs impliqués dans la prise en charge de ce problème, une étape initiale a permis de cueillir les premières informations et surtout à mobiliser des professionnels des trois principaux domaines — social, médical, juridique — actifs dans la lutte contre ce phénomène.

En se focalisant sur le volet romand de cette enquête, cette contribution permettra de pointer, d'une part, des différences importantes de traitement et de prise en charge de la maltraitance selon le domaine professionnel. En effet, la nécessité de punir les auteurs de maltraitance (domaine juridique) côtoie le besoin de détecter et de prendre soin des victimes (domaines médical, social). Les spécificités des regards portés sur les actes et les

définitions des situations de maltraitance qui en découlent, dépendent étroitement de la diversité des missions poursuivies.

D'autre part, en questionnant les frontières de l'intervention des professionnels concernés par la maltraitance, cette contribution entend montrer que les catégories d'identification et de prise en charge de la maltraitance sont sensibles à l'évolution des normes sociétales. En effet, à travers l'analyse de quelques exemples emblématiques, cette réflexion montrera notamment que certaines situations autrefois cantonnées à la sphère privée sont désormais perçues comme de la maltraitance et relèvent donc de la sphère publique. Par conséquent, elles appellent désormais une intervention de la part des professionnels.

« Voir la maltraitance... ou pas: l'enjeu des catégories »

Nadège Severac, nadege.severac@wanadoo.fr, Sociologue indépendant

On propose une communication tirée d'une recherche en cours, qui porte sur le processus d'évaluation du danger encouru par un enfant dans sa famille, lorsque sa situation a fait l'objet d'une « information préoccupante ». Cette étape fait figure d'interface décisive, au sens où elle est le moment où les agents de la puissance publique franchissent la porte du domicile, au nom de la protection de l'enfant. Le matériau est composé de l'analyse exhaustive de 100 dossiers d'évaluation constitués par les travailleurs médico-sociaux au cours de l'année 2013 dans deux départements français. Chaque dossier comporte l'information préoccupante, le résultat écrit des rencontres des travailleurs sociaux avec la famille, et la décision prise par le cadre d'action sociale (classement de l'alerte, mesure administrative de protection de l'enfance, ou transmission au procureur de la république). La communication portera sur l'analyse des opérations de catégorisation à l'œuvre dans la mise en évidence du danger. En 2007 la réforme de la protection de l'enfance a en effet substitué à la catégorie généralement utilisée de « maltraitance », la catégorie de « danger », dans le but d'éviter de stigmatiser les familles et de privilégier les actions administratives mises en oeuvre avec l'accord des parents. Or les résultats montrent que le « danger » constitue une catégorie polysémique et floue (héritée de l'histoire juridico administrative française), qui ne soutient ni l'analyse des atteintes faites à l'enfant, ni celle des responsabilités des adultes et reste partielle du point de vue des enjeux de la situation. Première recherche empirique entreprise sur le sujet depuis la réforme de 2007, les résultats sont de nature à interroger l'orientation prise par cette politique publique, dans la mesure où si cette faible opérationnalité du « danger » n'est pas contradictoire avec l'objectif de s'allier les parents, elle questionne en revanche davantage celui de préservation du développement de l'enfant.

**Workshop 34 A : Family diversity and family change: implications for private
and public spheres**
(salle 5146)

Marieke Voorpostel (FORS), marieke.voorpostel@fors.unil.ch

Valérie-Anne Ryser (FORS), valerie-anne.ryser@fors.unil.ch

Laura Bernardi (Université de Lausanne), laura.bernardi@unil.ch

Thematic

In the last decades, Western countries have experienced a “decline of institutions” in various domains of society. In the private sphere, complex changes in partnership and parenthood patterns have been characterized by some as a decline of the family as a social institution. The share of partnerships accounted for by traditional married unions of a man and a woman has decreased. The pathways to family formation have become increasingly multifaceted, and are characterized by a postponement or decline in childbearing within marriage, a rise in the proportion of children born within cohabitation, an increase in homosexual parenthood, and in step-parenthood as a consequence of the instability of unions. Family trajectories are more heterogeneous both in terms of events and in terms of their sequencing.

Laws and policies in Europe have progressively included these alternative living arrangements. Children born outside of a marital union generally benefit from equal rights as children born within a marital union. More recently, cohabiting unions have increasingly (though not everywhere, nor to the same extent) been attributed similar entitlements as married couples. There is also growing acknowledgement of the “family rights” of same sex partnerships (e.g., allowing marital unions, registered partnerships or similar sorts of agreements and, in some instances, extending the entitlement to adoption of children to single individuals or same sex couples).

Such increasing diversity in families may impact what individuals expect to be the obligations and resources associated with family membership. Changes in the composition of families may be weakening social cohesion by weakening the ties that bind kin together and the consequent social support and solidarity within families. Given family constellations, for example divorced individuals and lone parents, are more at risk of poverty and deprivation than others and may not be able to rely on similar levels of support from their social networks. Social policies have not always kept up with the existing diversity in family arrangements. At the same time, emerging family constellations have the potential to extend the available social resources to other members beyond those recognized by traditional family structures.

Program (14h-15h30, salle 5146)

Session 1

"Family structure and home-leaving: A life course perspective"

Florence Rossignon, NCCR LIVES, University of Lausanne

"How do life events impact on the relationship quality?"

Manuela Schicka, NCCR LIVES, University of Genève

"The effect of work-life conflict on mental and general health"

Sara Zella, Ph.D., Post-doctoral researcher, Swiss Centre of Expertise in the Social Science (FORS), Lausanne

Ivett Szalma, Ph.D., Post-doctoral researcher, Swiss Centre of Expertise in the Social Science (FORS), Lausanne

"Is there a wrong time for a right decision? The impact of the timing of first births and the spacing of second births on women's careers"

Uta Brehm, BAGSS, University of Bamberg/NCCR LIVES, University of Lausanne (uta.brehm@uni-bamberg.de) and Sandra Buchholz, University of Bamberg, (sandra.buchholz(at)uni-bamberg.de)

Workshop contributions

"Family structure and home-leaving: A life course perspective"

Florence Rossignon, NCCR LIVES, University of Lausanne (florence.rossignon@unil.ch)

The aim of this study is to examine whether the recent increase in divorces and remarriage, that led to a growing complexity of the composition of household, are likely to affect the propensity of young adults to leave the parental home. The empirical is based on the Cohort study, a panel survey that started in autumn 2013. Two longitudinal statistical methods were used as complementary approaches. First, the sequence and cluster analysis were conducted to identify groups of typical family trajectories over the life course. Second, the event history analysis was used to analyse the home-leaving process and to estimate whether these family trajectories are likely to influence this aforementioned event. Analyses, which were based on retrospective longitudinal data, show that individuals from single-parent households leave their parental home at an earlier age than those who grew up in a bi-parental family. Also, young adults from stepfamilies are more likely to found an independent household than those from intact households, although this effect becomes only significant when the sex of the respondent is taken into account. As leaving home too early might have negative consequences on later life opportunities, the findings draw attention to the fact that the family structure is a significant determinant of an optimal entry toward a stable and successful work and family trajectory.

“How do life events impact on the relationship quality?”

Manuela Schicka, NCCR LIVES, University of Genève, (manuela.schicka@gmail.com)

The quality of conjugal relationships depends on several factors, such as the position in the life cycle, but also on the experience of certain life events. The research literature stresses that life events, either unpredictable and undesired events such as unemployment, financial difficulties, illnesses or accidents, or desired or predictable events, such as life transitions have the potential to harm the internal dynamic of relationships. The experience of those events goes together with adaptation processes and changes in the organisation of the conjugal dyad. These adaptation processes are more or less successful depending on the resources couples dispose. This contribution wants to shed light on the question, how critical life events impact on the relationship quality.

Data came from the Swiss survey “Social Stratification Cohesion and Conflict in Contemporary Switzerland”. Analyses are based on about 700 couples who stayed together for at least 13 years. Using this subsample it is possible to examine how relationship quality changes over time and to what life events couples were faced to. Results show that mainly events concerning the professional life impact on the relationship quality. Whereas events, such as unemployment or financial difficulties impact negatively on the relationship quality, the transition to retirement is positively linked to relationship quality for men and women. The results will be discussed in line with the institutional context of Switzerland.

“The effect of work-life conflict on mental and general health”

Sara Zella, Ph.D., Post-doctoral researcher, Swiss Centre of Expertise in the Social Science (FORS), Lausanne (sara.zella@unil.ch), Ivett Szalma, Ph.D., Post-doctoral researcher, Swiss Centre of Expertise in the Social Science (FORS), Lausanne (ivett.szalma@unil.ch)

The purpose of this paper is to analyse the association between two types of work-life conflict (time-based and strain-based) and two dimensions of health: mental and physical. We rely on the Swiss Household Panel (SHP) from 2002 till 2013. Our dependent variables are: the self-assessed health' (“How do you feel right now?”), which ranges from 1 (very well) to 5 (not well at all) and mental health (“Do you often have negative feelings such as having the blues, being desperate, suffering from anxiety or depression, if 0 means “never” and 10 “always”?”).

Our main explanatory variables are the time-based work-life conflict and strain-based work-life conflict. It is possible to measure these dimensions on the basis, respectively, of the following questions: “how strongly does your work interfere with your private activities and family obligations, more than you would like?” And “to what extent are you too exhausted after work to do things you would like to do?” The answers are measured by an 11 point Likert scale, where 0 means “not at all” and 10 means “extremely strong”. We also involve control variables: demographic features, work-related variables (such as employment status, overtime, working hours) number of under age children live in the household, relationship status.

We apply the mixed model since they tend to yield more accurate results than traditional methods, increasing the likelihood. In addition, to determine whether there is a decline in

health status of individuals with work-life conflict, an interaction term with of year and individuals was added.

“Is there a wrong time for a right decision? The impact of the timing of first births and the spacing of second births on women’s careers”

Uta Brehm, BAGSS, University of Bamberg/NCCR LIVES, University of Lausanne (uta.brehm@uni-bamberg.de)

Sandra Buchholz, University of Bamberg (sandra.buchholz@uni-bamberg.de)

The issue of how to reconcile family and work is particularly relevant in the light of West Germany’s institutional and normative framework which has been facilitating mothers of young children to withdraw from the labor market for some years. Though the topic has already been subject to academic debate, the questions remain if and how women’s careers are influenced by the way women embed their prevalently two births into their employment biographies as well as if educational groups differ in these effects.

So far, research has mainly focused on the first birth’s timing: aspirations to establish firmly on the labor market suggest a postponement of the first birth to some degree. The effect is less obvious for the spacing between first and second births: to avoid a detrimental career discontinuity, women can either choose a short spacing, blocking their periods of unpaid caregiving tightly for a quick and definite occupational return, or space their births widely, intermitting their parental leaves with periods of employment.

Using NEPS-Data for West German mothers of two, the study finds that compared to career entry, the occupational prestige at age 45 is severely impaired by the period after women’s first birth. While this is not affected by a specific timing, higher educated women tend to time their first births least detrimentally. With regard to the spacing, evidence suggests that only higher educated women can achieve to continue their prestige accumulation, namely by spacing their births very tightly. Lower and intermediately educated women’s prestige, in contrast, cannot be impaired considerably by their spacing behavior, unless they decide to return to part-time employment soon after their first birth.

Publication bibliography:

Brehm, Uta; Buchholz, Sandra (2014): Is there a Wrong Time for a Right Decision? The Impact of the Timing of First Births and the Spacing of Second Births on Women’s Careers. In Zeitschrift für Familienforschung 26 (3), pp. 269–301.

15h30 – 16h	Pause café/thé/Kaffee-und Teepause/Coffee/tea break, devant l’auditoire 1031
--------------------	---

Atelier 1 C : Les approches « multi-site » en ethnographie du travail : circulation et combinaison des sites de recherche

(salle 2102)

Michaël Meyer, Université de Lausanne, michael.meyer@unil.chAdeline Perrot, EHESS, Paris, adeline.perrot@univ-nantes.frIsabelle Zinn, Université de Lausanne, Isabelle.Zinn@unil.ch**Thématique**

Face aux dynamiques collectives qui prennent place dans des contextes de travail modernisés perçus comme « individualisés », la recherche sociologique est encouragée à revoir ses pratiques d'enquête. Afin d'analyser ces formes nouvelles (ou jusqu'alors restées invisibles) des liens sociaux au travail, il convient pour les chercheur·e·s ethnographes d'adopter une démarche en mouvement. Lorsque le déroulement de la recherche favorise sa circulation, l'ethnographe peut en effet multiplier les engagements in situ, observer plusieurs terrains d'une même activité de travail ou d'activités différenciées, collecter une pluralité d'évènements situationnels, en identifiant la diversité des formes d'action qui font sens sur les lieux d'ancrage et d'investigation des mondes étudiés. Dans une telle démarche d'enquête qu'on qualifiera de « multi-site » ou, en suivant Nicolas Dodier et Isabelle Baszanger, de « combinatoire », les chercheur·e·s ne sont pas fixé·e·s sur un seul terrain. Ils accumulent plusieurs sites et circulent entre différents « chantiers » afin de suivre les formes d'activités collectives auxquelles ils/elles s'intéressent et de pouvoir retracer leur accomplissement. Il s'agit d'obtenir une compilation de cas, de situations qui donnent à voir les logiques d'action qui se déploient sur les terrains de travail sélectionnés. L'enjeu est alors aussi de regarder comment se jouent les activités de travail (différentes ou proches) sur des lieux séparés et ce qui fait leur lot. Sur ce point, il peut être intéressant d'observer comment les membres des activités étudiées sur des lieux multiples, peuvent se trouver dans des engagements paradoxaux entre les différentes positions occupées et face à des injonctions contradictoires.

Programme (16h-17h30, salle 2102)**Session 3: Circulations spatiales dans les mondes de l'art.****« Auteurs de bandes dessinées : une production collective et multi-située »**

Pierre Nocerino, LIER/IMM – EHESS

« Ordres morales dans le monde des marchands d'art »

Anna Uboldi, Università degli studi di Milano Bicocca

« Le réseau de coopération multi-site d'un artiste en situation de handicap »

Barbara Waldis, University of Applied Sciences Western Switzerland

Résumés des communications

« Auteurs de bandes dessinées : une production collective et multi-située »

Pierre Nocerino, LIER/IMM – EHESS (pierre.nocerino@gmail.com)

Dans le cadre de ma thèse, je réalise des observations auprès des auteurs de bandes dessinées afin de décrire ce travail méconnu. Souvent vu comme solitaire et routinier, ce travail est en réalité le théâtre d'échanges nombreux et répétés avec une multiplicité d'acteurs. Des observations en ateliers (à Paris/en province, partagés/individuel) permettent de décrire ces interactions et leurs effets sur l'activité. Mais le suivi des acteurs m'incite à sortir de ces ateliers pour décrire les différents aspects de ce travail dans différents espaces, matérialisés (festival, bureau d'éditeurs, librairies...) ou non (forums, Facebook...). Plus encore, ce suivi m'amène à observer des mobilisations collectives d'auteurs, associatives ou syndicales. J'évoquerai ainsi l'ethnographie des manifestations publiques (organisation, déroulement, débriefing), des réunions de travail, des rencontres et négociations (avec des fonctionnaires ou des élus), ainsi que des opérations de sensibilisation d'auteurs (en festivals, sur les réseaux sociaux...).

« Ordres morales dans le monde des marchands d'art »

Anna Ubaldi, Università degli studi di Milano Bicocca, (annaubaldi@libero.it)

Je voudrais présenter quelques réflexions à partir d'une plus grande recherche ethnographique dédiée à la communauté occupationnel des directeurs des galeries d'art. La recherche consiste en entretiens en profondeur et en observations ethnographiques dans les galeries (trente galeries de Milano) et dans les foires d'art (Milano, Bologna et Verona). Mon contribution se concentre sur différentes observations conduites au cours des foires d'art et des vernissages, considérés comme occasions sociales à la Goffman (Goffman, 2002) et analysés à travers une perspective socio-anthropologique (De La Pradelle 1996, Barth 1994 Navarini 2003 Douglas 1996). Je vais examiner comment l'identité morale du vendeur d'art, et le sens attribué aux catégories de directeur de la galerie et de marchand, est un résultat, continûment renégocié, des pratiques sociales. En résumé, le métaphore du rituel permet d'analyser les événements artistiques comme drames sociaux à la Hughes, scènes sociales dans lesquelles les acteurs jouent dans la représentation de leur rôle et de leur même identité occupationnel.

« Le réseau de coopération multi-site d'un artiste en situation de handicap »

Barbara Waldis, University of Applied Sciences Western Switzerland
(barbara.waldis@hevs.ch)

Notre contribution se rapporte à une expérience ethnographique relative à une enquête menée auprès des artistes en situation de handicap travaillant dans des ateliers à vocation artistique. La compréhension «des mondes de l'art» (Becker, 2010) nous fait soutenir l'idée que l'action collective produit l'œuvre d'art et non pas le génie de l'artiste. A travers l'observation participante dans des ateliers échantillonnés, nous avons pris conscience que la réalité des mondes vécus (Berger & Luckmann, 1974) des artistes ne s'arrête pas au seuil de l'atelier. Bien au contraire, il est indispensable de suivre le réseau de coopération de l'artiste pour prétendre à comprendre ces mondes de l'art. Deux exemples seront explorés selon une ethnographie «multi-site» (Marcus, 1995). Cela contribuera à «transporter dans l'espace public ce qui fait la condition pragmatique, souvent obscure, des personnes» (Dodier & Baszanger 1997), en l'occurrence la situation de handicap rencontrée par les artistes.

Atelier 7 D : Les professions artistiques, entre dérégulation et autorégulation (salle 3059)

Atelier organisé par le Comité de recherche Sociologie des arts et de la culture, SSS

André Ducret (Université de Genève), andre.ducret@unige.ch

Olivier Moeschler (Université de Lausanne), olivier.moeschler@unil.ch

Marc Perrenoud (Université de Lausanne), marc.perrenoud@unil.ch

Valérie Rolle (Université de Lausanne), valerie.rolle@unil.ch

Thématique

L'art est un travail, l'artiste un travailleur. On s'intéressera ici aux « artistes », les producteurs les mieux identifiés du travail artistique, ainsi qu'aux « intermédiaires » dont le rôle est souvent crucial dans les espaces professionnels des arts et de la culture. Il s'agit de documenter les formes de dérégulation du marché de l'emploi dans les professions de l'art et de la culture mais aussi d'observer, en parallèle, les formes d'autorégulation qui se mettent en place en réponse à l'effritement des formes usuelles du salariat. Loin des représentations romantiques de l'artiste singulier prêt à se sacrifier pour son art, cet atelier vise à interroger les spécificités des marchés de l'emploi artistique et culturel, à expliciter leurs incidences sur les modes d'entrée et de maintien dans le métier mais aussi sur les dispositions à exercer de telles activités. Un intérêt tout particulier sera porté aux inclinations entrepreneuriales désormais appelées par ces marchés du travail tout à la fois subventionnés par l'Etat et informellement structurés par des réseaux interindividuels. Qui,

au final, se retrouve en position d'exclu ou, à l'inverse, en situation de dicter les règles du jeu ?

Programme (16h-17h30, salle 3059)

Session 4 : Trajectoires et réputations (chair : Valérie Rolle)

« Que deviennent les lauréats des concours de musique internationaux ? La construction des réputations dans le marché de la musique classique »

Miriam Odoni, Université de Genève

« Danser et gravir l'échelle sociale »

Pierre-Emmanuel Sorignet, Université de Lausanne

« Cinémas engagés et dynamiques d'une profession de réalisateur »

Olivier Thévenin, Université de Haute-Alsace

Résumés des communications

« Que deviennent les lauréats des concours de musique internationaux ? La construction des réputations dans le marché de la musique classique »

Miriam Odoni, Université de Genève (miriam.odoni@unige.ch)

Basée sur les résultats de ma thèse sur l'impact des concours de musique internationaux dans la carrière des musiciens classique, cette communication propose d'explorer la phase de l'après-concours des lauréats de ces compétitions.

L'obtention d'un prix d'un concours prestigieux agit comme un signal qualitatif, une valeur distinctive pour pouvoir s'insérer sur le marché du travail et procure aux musiciens une visibilité certaine sur ce marché. Il s'agit cependant d'une condition non suffisante pour accéder à cette renommée tant convoitée qui est celle du soliste international. C'est à l'intersection de l'effort de différents acteurs que se construit ensuite cette réputation : celui des musiciens, d'abord, qui doivent œuvrer pour se faire connaître et investir dans leurs prix ; celui des organisateurs de concours, ensuite, qui mettent en place des programmes de développement de carrières pour aider leurs lauréats à « se vendre » ; celui des chefs d'orchestre, des programmeurs et des agents, enfin, qui participent à une deuxième sélection de ces musiciens consacrés par les concours.

Très souvent c'est la transition du statut de jeune lauréat de concours à celui de soliste professionnel et international qui est problématique et c'est précisément cette étape que je présenterai ici.

« Danser et gravir l'échelle sociale »

Pierre-Emmanuel Sorignet, Université de Lausanne (pierre-emmanuel.sorignet@unil.ch)

Ce papier s'appuie sur une ethnographie de longue durée auprès de danseurs contemporains, notamment des entretiens répétés avec les enquêtés, parfois sur près de quinze ans, et pour certains avec différents membres de leur entourage (parents, conjoints, fratrie, amis proches). Il s'agit de réfléchir aux conditions sociales de possibilité à la vocation artistique de danseurs contemporains d'origine populaire mais aussi à la façon dont celles-ci se recomposent tout au long du cycle de vie jusqu'à la sortie du métier. L'évolution de la politique culturelle sous tendra l'analyse de ces trajectoires singulières en les réinsérant dans un espace des possibles, ne serait ce que la constitution d'un marché du travail de la danse contemporaine inexistant en tant que tel avant les années Lang. L'attention sera portée ici sur les ressources qui sous-tendent des trajectoires atypiques de mobilité sociale, d'autant plus fragiles qu'elles sont réversibles. Dans ce cadre, on fait l'hypothèse que le capital corporel (technique du corps, capital beauté, etc) constitue une variation du capital culturel qui ne remet pas en cause les hiérarchies sociales.

On examinera en détail les effets de la mobilité ascendante sur le choix du conjoint, l'orientation sexuée et sexuelle, le style de vie (loisirs, lieu d'habitation etc.). On prolongera l'analyse sur les formes de politisation que prend l'insertion dans un métier caractérisé par son fort coefficient en capital culturel, tant dans les orientations politiques de certains des enquêtés que dans l'investissement militant lié à la défense du statut d'artiste.

On s'intéressera, en particulier, au moment de la sortie du métier de danseur, moment critique –où surgit le risque potentiel d'une rupture de la pente des trajectoires – dans ces carrières de danseurs. L'analyse de récits de vie répétés, sur le temps long, permettra de donner à voir un pan largement invisible des trajectoires qui nous intéressent : celui de la mobilité en train de se faire, de son expérience intime par les danseurs qui perçoivent bien souvent leur ascension comme très fragile, parfois illégitime (notamment chez les moins diplômés) marquée par des doutes et une modification de l'horizon des possibles au moment des reclassements, autant d'aspect insaisissables par les statistiques.

« Cinémas engagés et dynamiques d'une profession de réalisateur »

Olivier Thévenin, Université de Haute-Alsace (olivier.thevenin@uha.fr)

Cette communication a pour objectif d'explorer les caractéristiques de l'activité créatrice de deux réalisateurs - Michel Andrieu et Gabriel Auer - en mettant en regard leur travail artistique et les contextes de production, de diffusion et de réception du cinéma militant des années 70. Deux films retiendront notre attention pour aborder les problèmes des œuvres et de la profession de cinéaste sous l'angle de la sociologie de l'art : « Le Droit à la parole », un film du collectif ARC réalisé sous la direction de Michel Andrieu qui couvre les événements de mai 68, et « Vacances Royales » de Gabriel Auer qui raconte comment une douzaine d'anarchistes espagnols furent assignés à résidence pendant cinq jours à Belle-Ile-en-Mer surveillés par 130 CRS lors d'une visite officielle en France en 1976 du Roi Juan Carlos. A partir d'entretiens des deux cinéastes, cette approche s'appuiera sur l'étude d'itinéraires, l'observation de structures de sociabilité, la mise en lumière de générations, les effets d'institutionnalisation - produits par exemple dans l'activité militante au sein de la

Société des Réalisateur·e·s de Films - pour saisir le sens que leur accordent les acteurs, mais également pour envisager les résonances que leurs œuvres cinématographiques produisent encore aujourd'hui. Un intérêt particulier sera donc porté aux discours des réalisateur·e·s et aux différents témoins en centrant notre attention sur la question de la création en tant qu'acte de travail comme le propose Pierre-Michel Menger dans son cadre d'analyse de l'action en horizon incertain. Cette approche permettra d'appréhender les incidences sur les modes d'entrée et de maintien dans un métier et sur les dispositions pour exercer cette activité à la croisée de l'engagement militant désintéressé et de l'activité entrepreneuriale de production et de réalisation. La dimension comparative des deux parcours militants et professionnels visera également à souligner la disparité des situations de travail vécues au sein des différentes professions du cinéma en fonction de l'évolution du secteur audiovisuel. Enfin, cette communication proposera d'appréhender comment au fil du temps, Michel Andrieu et Gabriel Auer ont redéfini leur relations à ce métier en adoptant le statut de réalisateur, en se référant au cinéma d'auteur et en adhérant aux instances de régulation de la profession.

Atelier 10 C : Les cadres réglementaires externes et leurs effets sur les institutions
(salle 3088)

Valérie Hugentobler, Alexandre Lambelet & David Pichonnaz

Haute École de Travail social et de la Santé | EESP | Lausanne (Suisse)

david.pichonnaz@eesp.ch

alexandre.lambelet@eesp.ch

valerie.hugentobler@eesp.ch

Thématique

Les études consacrées aux institutions à caractère totalisant (établissements gériatriques, hôpitaux, centres socio-éducatifs, internats...) s'intéressent le plus souvent à la manière dont ces institutions socialisent et conforment les individus, ou à la capacité de leurs membres à les transformer. Les considérant souvent comme des entités fermées, ces travaux s'intéressent peu à la manière dont les cadres réglementaires externes pèsent sur ces institutions.

Cet atelier voudrait prendre au sérieux les politiques réglementaires encadrant le fonctionnement des institutions à caractère totalisant. Il vise ainsi à rendre compte non seulement de la prise que la puissance publique cherche à avoir sur leurs populations bénéficiaires, mais également de la manière dont elle tend, au travers de dispositions législatives ou administratives, à normer et conformer les pratiques des professionnel·le·s qui les prennent en charge.

Programme (16h-17h30, salle 3088)

Session 3 : Évolutions des cadres réglementaires et effets sur les pratiques professionnelles II

« Cadres réglementaires et techniques de gouvernement de soi »

Jean-Sébastien Alix, Université de Lille 3 & École des Hautes Études en Sciences sociales

« De l'évolution du cadre réglementaire à son application : le contentieux en matière de soins psychiatriques sans consentement en France »

Benoît Eyraud, Université de Lyon 2

Ana Marques, Établissement public de Santé mentale de Ville-Evrard

Olivier Renaudie, Université de Nancy

Livia Velpy, Université Paris 8

« Justice, psychiatrie et exercice de la contrainte »

Cristina Ferreira, Haute École de Santé Vaud

Ludovic Maugué, Haute École de Santé Vaud

« Le gouvernement de l'égalité des chances : accommodement et légitimisme dans l'ouverture sociale » des Grandes Écoles »

Johan Giry, Université de Strasbourg

Résumés des contributions

« Cadres réglementaires et techniques de gouvernement de soi »

Jean-Sébastien Alix, Université de Lille 3 & École des Hautes Études en Sciences sociales

L'objet de notre recherche, dans le cadre d'un doctorat en sociologie, a pour préoccupation centrale d'interroger l'activité de l'action sociale au regard des métamorphoses qu'elle subit depuis une quarantaine d'années, notamment concernant son contexte socio-politique et les « nouvelles » orientations et procédures qui viennent la rationaliser et l'objectiver.

Les modes de rationalisation des pratiques et du fonctionnement des services et institutions dans le travail social renvoient, depuis les années 1970, à une volonté de plus en plus affirmée de vouloir définir un rapport à autrui cohérent, objectif, logique et efficace. Cela prend corps à travers certains objectifs hétérogènes tels qu'un recentrage sur le bénéficiaire, l'interdisciplinarité, un travail externalisé dans une dynamique de partenariat ou de réseau, la nécessité d'évaluer l'efficacité des dispositifs, la prise en compte d'un rapport qualité/coût, la mise en concurrence des dispositifs et une demande de transparence du fonctionnement institutionnel.

Ces modes de rationalisation s'inscrivent dans un contexte historique qui s'étend sur une quarantaine d'années et qui ont petit à petit fait apparaître un ensemble de procédures et de dispositifs pour évaluer le « bon fonctionnement » des institutions et leur « bonne santé »

financière. De manière non-exhaustive nous pouvons citer deux récentes lois, emblématiques à ce sujet, celle du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, et celle de l'Hôpital, Patients, Santé et Territoire (HPST promulguée le 21 juillet 2009). Nous pensons également à la création des Agences régionales de santé (ARS), de l'Agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux (ANAP), mais aussi de l'Agence Nationale de l'Évaluation et de la qualité des Établissements et Services sociaux et Médico-sociaux (ANESM). Enfin, en termes de procédures, nous pensons aux démarches qualité, aux évaluations internes et externes, et à l'apparition d'un ensemble d'outils d'aide à la pratique que sont, par exemple, les recommandations de bonnes pratiques.

Nous formulons l'idée que nous devons distinguer différentes formes de rationalisation. En effet, ces dernières ont pris des formes distinctes au cours de l'histoire, tout en étant complémentaires, et de manière synthétique nous pouvons évoquer le fait qu'à l'origine, l'objectif politique était la recherche d'une rationalisation des choix budgétaires, initiée par la RCB et la planification. Puis, cette rationalisation s'est transformée pour viser une certaine efficacité et opérationnalité des pratiques à travers, notamment, le développement d'une méthodologie de l'action. Sous cette forme, la rationalisation dans l'action sociale, avec ses procédures, normes et dispositifs, s'inscrit dans un ensemble de dispositifs techniques pour développer une technologie de la relation ayant pour fonction d'orienter les pratiques vers un objectif de qualité, d'efficacité et d'objectivité. Nous parlons à ce sujet de discours technico-instrumental ou technico-gestionnaire.

Ce que nous voyons apparaître dans le prolongement et en complément de ce discours technico-instrumental, est une transformation des modes de rationalisation qui ne tend plus seulement à être une injonction exogène aux individus mais à devenir une technique de gouvernement de soi, chacun devant constamment témoigner d'un travail de remise en question et d'une volonté d'objectiver sa pratique. Les modes de rationalisation ont pris une nouvelle forme pour agir en amont des pratiques, sur les acteurs, pour permettre aux professionnels de se penser, se réfléchir, s'analyser et d'infléchir leurs pratiques au regard d'une « introspection co-produite ». Cela constitue selon nous la gouvernementalité néo-libérale ayant pour principe de gouverner par les normes. Des normes qui cherchent l'adhésion, la participation et l'auto-évaluation des professionnels et des personnes accompagnées et qui permettraient de réduire la contrainte et constitueraient, par là-même, un nouveau paradigme de la normativité. Les recommandations et le droit souple constituent à ce titre des exemples de cette nouvelle forme de gouvernementalité.

« De l'évolution du cadre réglementaire à son application : le contentieux en matière de soins psychiatriques sans consentement en France »

Benoît Eyraud, Université de Lyon 2

Ana Marques, Établissement public de Santé mentale de Ville-Evrard

Olivier Renaudie, Université de Nancy

Livia Velpy, Université Paris 8

Les droits fondamentaux occupent une place croissante dans les productions juridiques nationales ; ils sont notamment réaffirmés pour les personnes particulièrement

vulnérables. Parfois sans instance d'application, la question de leur effectivité se pose, en termes d'appropriation de normes comme de contentieux.

Dans cette communication, nous examinons l'inscription de l'affirmation du respect du droit des patients dans l'encadrement des pratiques de soin en santé mentale, à partir de la loi du 5 juillet 2011 « relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge ». Analysant la nouvelle réglementation des mesures légales de soins sans consentement introduite, nous reconstituons la dynamique de judiciarisation dont elle témoigne et soulignons l'enjeu que représente la contestation des mesures, y compris dans les pratiques des professionnels. L'imbrication entre le processus de production du droit et ses usages rend essentielle l'analyse conjointe des sciences sociales et juridiques. Elle s'inscrit dans le programme de recherche Contrast, qui étudie la recomposition des régulations des dimensions contraignantes des pratiques de soin en santé mentale.

Dans un premier temps, nous inscrirons la loi du 5 juillet 2011, rapidement modifiée par celle du 27 septembre 2013, dans une évolution de long terme, qui a vu l'éclatement progressif du mode de prise en charge de l'institution totale, où étaient imbriqués l'enfermement au sein de l'asile, un statut juridique spécifique pour les personnes, et une autorisation portant sur un ensemble d'actes de soins très large. Nous inscrirons également cette activité législative dans une évolution de moyen terme, en montrant que l'introduction du contrôle systématique a posteriori du juge des libertés et de la détention dans ce texte est l'aboutissement d'un processus complexe qui a mobilisé des textes et décisions juridiques supranationaux et une activité contentieuse portée par une association.

Dans un second temps, nous étudierons la mise en œuvre de cette réforme récente, et plus particulièrement l'accès au recours et son usage par les patients dans plusieurs services d'un établissement psychiatrique. Cette réforme a en effet également placé au premier plan la question de l'effectivité des recours et non plus de leur seule possibilité, comme c'était le cas auparavant. La loi de 2011, qui a unifié le contentieux en matière de soins sans consentement au profit du juge judiciaire, a facilité le processus de contestation, jusque là très peu utilisé. Si le taux d'appel des décisions d'hospitalisation sans consentement est encore très faible, il augmente et donne lieu à la constitution d'une jurisprudence nouvelle.

Une analyse documentaire permettra d'identifier la place accordée au recours dans les textes produits par les instances administratives nationales et l'établissement étudié, et son évolution. À partir d'observations menées dans deux services de soins psychiatriques dès la mise en application de la loi et d'entretiens menés avec des professionnels soignants et administratifs dans l'établissement, nous montrerons comment les nouvelles réglementations introduites par la loi ont été incorporées dans les pratiques existantes et comme elles les ont transformées. Nous examinerons en particulier la gestion des recours, depuis l'obligation d'information sur les voies de recours jusqu'à sa mise en œuvre concrète, en montrant les différents moyens utilisés pour appliquer les nouvelles règles ou s'en détourner et les documents et formalisations internes élaborées en réaction pour encadrer les nouvelles pratiques ou questions soulevées, au niveau du service de soin et de l'établissement. On verra ainsi se redessiner la frontière entre les règles formalisées et les règles informelles concernant cet aspect des droits des patients. Il s'agira également d'étudier comment les patients accèdent ou non, concrètement, à la possibilité du recours.

« Justice, psychiatrie et exercice de la contrainte »

Cristina Ferreira, Haute École de Santé Vaud
Ludovic Maugué, Haute École de Santé Vaud

Dans L'ordre psychiatrique, publié en 1976, Robert Castel avance comme hypothèse une métamorphose historique dans l'exercice du pouvoir sur les malades mentaux. Les mêmes fonctions, écrit-il, « peuvent trouver à se réaliser à travers des pratiques totalement renouvelées » (p.14), tout en perpétuant des luttes pour le monopole du savoir sur les hommes en crise et en déviation.

Dans le sillage de sa réflexion, nous nous proposons d'analyser la judiciarisation des mesures de privation de liberté à des fins d'assistance. Ces mesures de contrainte, inscrites dans le Code civil suisse, sont déployées auprès de populations atteintes dans leur santé mentale et signalées aux autorités en raison d'une situation de danger pour elles-mêmes et/ou pour autrui. Afin de réduire le risque d'abus d'autorité médicale, les instances administratives et judiciaires exercent - plus que par le passé - une surveillance de ces décisions. De leur côté, en vertu du droit qui leur est reconnu de faire appel au juge, des individus s'engagent dans une procédure judiciaire pour contester la décision dont le principal effet est une limitation de leur liberté de mouvements.

À partir d'un corpus d'arrêts du Tribunal du canton de Vaud, il s'agira d'analyser la confrontation entre les règles juridiques et le savoir psychiatrique autour de notions complexes comme « la mise en danger » ou le « besoin impératif de protection ». Or, bien que des doléances soient fréquemment énoncées sur l'emprise croissante du pouvoir judiciaire sur la clinique, les recours montrent plutôt une influence majeure des expertises psychiatriques sur les décisions des juges.

« Le gouvernement de l'égalité des chances : accommodement et légitimisme dans l'ouverture sociale » des Grandes Écoles »

Johan Giry, Université de Strasbourg

Face à la multiplication des dispositifs d' « ouverture sociale » dans les Grandes écoles françaises depuis 2001, plusieurs travaux se sont intéressés aux carrières de leurs bénéficiaires, en insistant surtout sur les processus de socialisation et d'acculturation dont ils sont à la fois les sujets et les objets. Contre un certain immanentisme et localisme de l'analyse, il convient toutefois de souligner ce que ces dispositifs, dans leur structure, leur fonctionnement et leurs effets, doivent aux transformations de l'action publique en matière d'égalité des chances scolaires et à la part prise par l'Etat dans la légitimation et la régulation de ce type d'initiatives. A cet égard, les textes réglementaires constituent, d'une part, d'utiles objectivations à partir desquelles nous pouvons rendre compte de ces évolutions, et, d'autre part, des cadres contraignants mais aussi habilitants dont les Grandes écoles s'accommodent et accommodent dans leurs pratiques effectives de l'« ouverture sociale ».

Cette communication est tirée d'une enquête de trois ans portant sur le dispositif d'« ouverture sociale » de l'IEP strasbourgeois. Ce dispositif repose sur un ciblage territorial des lycées et sur une sélection socio-économique et scolaire des bénéficiaires. Plus d'une centaine d'entretiens ont été réalisés, notamment avec d'anciens élèves bénéficiaires, des

enseignants et des administrateurs impliqués dans le programme. Ils ont été complétés par un traitement statistique des dossiers de candidatures des lycéens pour trois années successives et des sessions d'observation participante lors de regroupements à l'Institut et d'ateliers de préparation dans deux lycées.

Nous proposons en premier lieu de revenir sur deux évolutions des cadres réglementaires établis par l'Etat susceptibles d'expliquer le succès de ces programmes. La première tient à la recomposition du référentiel d'action publique de l'éducation prioritaire depuis le milieu des années 1990, saisie à lumière des circulaires, lois et décrets publiés en la matière. L'administration centrale a délaissé une visée de transformation de l'établissement scolaire dans sa globalité, au profit d'un discours sur « l'excellence », plus porté à favoriser l'accès de ses « meilleurs éléments » aux formes et institutions les plus légitimes de la culture scolaire. La seconde évolution concerne la refonte des politiques d'intégration au cours de l'hiver 2002-2003. Ramenées au-devant de l'agenda politique, les préoccupations de mixité sociale et ethnique ont trouvé à s'incarner sur le terrain scolaire, via un encouragement à l'accompagnement des élèves issus de quartiers défavorisés par des « partenariats prestigieux ». Ce faisant, l'Etat établissait un terreau favorable à la récupération des dispositifs d'« ouverture sociale ». En témoigne l'émergence d'un corpus réglementaire venant encourager et encadrer la multiplication de ces dispositifs.

Dans un second temps, nous abordons la façon dont ce corpus réglementaire a été saisi dans le cadre du dispositif d'« ouverture sociale » de l'IEP strasbourgeois. Cela est d'autant plus important que ledit corpus s'est structuré en référence à un modèle d'action publique localiste et partenariale, soucieux d'aménager aux acteurs engagés une importante marge de liberté dans leurs manières de se l'approprier. De là, nous soutenons la thèse selon laquelle les lignes principales de ce cadre réglementaire, tant dans la conception du problème et les schèmes explicatifs qu'il emporte que dans la faiblesse sémantique des catégories qu'il comporte, a favorisé la reconduction de l'élitisme caractéristique de l'IEP et légitimé d'apparentes velléités de changement qui ne relèvent in fine que d'une forme de conservatisme progressiste. Pour ce faire, l'on insiste tout d'abord sur la centralité de la catégorie « d'élèves défavorisés », en montrant que ses critères administratifs autorisent la sélection d'un groupe de bénéficiaires très hétérogène socialement et largement ouvert aux franges supérieures des classes moyennes, voire aux classes supérieures elles-mêmes. Nous donnons ensuite à voir ce qu'un taux d'abandons important et socialement situé doit à la souplesse du cadre réglementaire, celui-ci autorisant des motifs et des pratiques d'engagement de la part des enseignants et proviseurs du secondaire peu propices à une réelle égalisation des chances d'accès. Enfin, nous concluons en soulignant que la variabilité des objectifs présentés dans les textes réglementaires et les modes de suivi et d'évaluation retenus rendent délicates les mises à l'épreuve du programme et favorisent ainsi une perpétuation de la croyance en sa justice et sa justesse.

Workshop 12 B : Urban imaginaries and contention of public space in cities

(salle 4059)

Anne-Christine Trémon (Université de Lausanne, ISS, anne-christine.tremon@unil.ch)

Swetha Rao Dhananka (Université de Lausanne, ISS, swetha.raodhananka@unil.ch)

Thematic

This interdisciplinary workshop addresses the making and meaning of public space in rapidly transforming cities. Cities worldwide are undergoing accelerated transformations and economic rescaling leading to increasing inequalities and spatial segregation. These transformations are often reinforced by city marketing strategies to encourage certain types of urban development and promote particular activities. These strategies have material and policy manifestations that redefine public-private articulations according to particular urban meaning and urban imaginaries. The “negotiation of urban meaning” is at the centre of urban conflict (Castells 1983).

Urban social movements across the globe are manifesting themselves in struggles to lay different claims to the city. The “right to the city” first conceptualised by Henri Lefebvre has re-emerged as a platform for discussions around the meaning and practice of urban citizenship and what constitutes the public. According to Plytushva (2009) it includes the possibility to make full use of urban public spaces and services and the right to directly participate in the urban political process.

The papers in this panel question how the definition of public space may be at odds with the official and dominant urban imaginations and definitions of formal authorities or the state, addressing how “publicness” in-itself is a contested issue in rapidly transforming cities. They highlight the competing imaginaries of the city, how collective mobilizations contribute or aim at the making of alternative “publicness”, and the consequences that redefinitions of “publicness” may bear on the production or the reproduction of new forms of identities.

Program (16h-17h30, salle 4059)

Session 2 : ‘Beautification’ and prestige : issues of public space and urban renovation in rapidly transforming cities.

« Of parks and politics: The production of public space in a small Gujarati city »

René Véron, Institut de géographie et durabilité, Université de Lausanne

« Parks, playgrounds and pavements: Rethinking the 'public' in Indian cities »

Pushpa Arabindoo, University College London

« An ordinary form of prestige: urban imaginaries and contention associated to commodity housing (shangpinfang) ownership in 21st century urban China »

Judith Audin, EHESS

Discussion

Workshop contributions

« Of parks and politics: The production of public space in a small Gujarati city »

René Véron, Institut de géographie et durabilité, Université de Lausanne
(rene.veron@unil.ch)

Since Moghul and colonial times, parks in large Indian cities have been created to help inscribe governmental power in cityscapes and to represent an imagined ideal city. This paper contributes to filling a gap in the literature by discussing these issues in the current context of globalisation and neoliberalisation and in the case of a small urban agglomeration; i.e., Navsari/Vijalpore in Gujarat with a fast-growing population of nearly 300,000 inhabitants. Urban parks are discursively constructed as both public spaces of leisure and recreation providing opportunities to escape from the bustle of city life, as well as green spaces rendering the city more beautiful, more ecological and less polluted. To study these spaces, we build on the perspective of Urban Political Ecology on parks that points to their unequal geographical distribution within cities as well as formal and informal norms restricting access to them. Extending this approach, we underline the importance of urban parks in the imaginary of middle classes and their role in the creation of neoliberal cityscapes. The example of Ambedkar Park, centrally located and near places of symbolic value, unveils the material and identity politics underpinning the recent creation of urban green spaces in Navsari/Vijalpore. The park was created through a public-private partnership on the location of a previous inner-city slum, which was relocated to the urban periphery in two stages between 2007 and 2014. Its creation was opposed by local slum dwellers who got the support of a political party. They strategically used the courts to delay their relocation until the resettlement colony was completed and an earlier dumpsite removed. Despite this partial success for the urban poor, the case study shows that creation of "modern" cityscapes according to the ideas and ideals of the middle classes and local elites has also reached smaller cities in India. Thereby, the creation of inner-city parks form part and parcel of a general beautification and "purification" project to create "world-class cities".

« Parks, playgrounds and pavements: Rethinking the 'public' in Indian cities »

Pushpa Arabindoo, University College London, (p.arabindoo@ucl.ac.uk)

Ever since Chatterjee's (2004) Politics of the governed announced that Indian cities were becoming bourgeois at last, scholars have joined his chorus about middle-class led civil society activism asserting their right to a clean and healthy urban environment, claiming unhindered access to public spaces and thoroughfares. While this is useful in highlighting the issues confronting the structural transformation of Indian cities pursuing an agenda of bourgeois urbanism, this argument seems to be a tad too broad-brushed sweeping aside the more nuanced arguments of scholars such as Chakrabarty (1991) and Kaviraj (1997) who cautioned against embracing the simple Western nomenclature of a public-private dichotomy, setting aside the historicity of an extant or for the lack of a better word an indigenous public. Thus, in an effort to reinforce a crucial reminder of the multiple publics

driving and contesting our urban imagination, this paper draws on three specific instances chronically a very varied position vis a vis the spatial and socio-political connotations of what constitutes a 'public space' in the Indian city of Chennai. While the example of Adyar Eco-Park reveals flaws within what seems a straightforward case of 'bourgeois environmentalism' encouraging middle-class support towards a Habermasian expression of the park as a public space, a similar initiative in a neighbourhood of contrasting social condition draws our attention away from a preoccupation with the middle-class to show how young members from underprivileged backgrounds in the vicinity of this second example challenge the aestheticised assumptions of 'propriety' framing our understanding of a public space. Finally, this paper travels outside of the city to its margins and hinterland where the discourse of 'public space' as we know it is discarded by the residents of slum resettlement sites who not only bring specific cultural understandings of 'open' rather than 'public' spaces but also express their inability to embrace a state imposed understanding of open spaces as public spaces.

« An ordinary form of prestige: urban imaginaries and contention associated to commodity housing (shangpinfang) ownership in 21st century urban China »

Judith Audin, EHESS (judith.audin@ehess.fr)

In 21st century urban China, the residential real-estate sector presents itself as a tool of social design, but also as a more abstract image of the "good life" (Pow). The apartment (especially if it is brand new) conveys a strong feeling of comfort. Equipped with more advanced standards of amenity (green spaces, parking areas...), the commons are more elaborate than in previous housing types. Commodity housing (shangpinfang) property also gives the homeowners (yezhu) a new social status, defined by the 2007 Property Law (wuquanfa). In these new residential compounds (shangpinfang xiaoqu) sold at the real-estate market price, a management company is in charge of general maintenance of commons in exchange of monthly fees paid by the homeowners. A security company watches the xiaoqu. Compared to older forms of housing, these services contribute to the general feeling of an exquisite and prestigious environment. The technological device aiming at restraining and "norming" access to the commons reinforces the symbol of "prestige". This normative setting becomes a social setting since the commons are as much the symbol of a prestigious lifestyle as the apartment is.

On another scale, the homeowners often experience the "burden" of homeownership fees and a discrepancy between the planned project and the final result. That is why this "oasis" (Fraser) can also become, in case of deception (Hirschman), a space of contention, a space where intense struggles between the homeowners and other real-estate actors emerge.

Based on an ethnographic field research in Beijing, my presentation will study both sides of this new housing symbolic space, by taking into account both daily life practices as well as conflicts in commodity xiaoqu.

**Atelier 16 B : Dynamiques d'adaptation et reconfigurations organisationnelles :
le cas des épidémies**
(salle 5136)

Mathilde Bourrier (Unige), mathilde.bourrier@unige.ch

Claudine Burton-Jeangros (Unige), claudine.jeangros@unige.ch

Lois Bastide (Unige), lois.bastide@unige.ch

Thématique

Cet atelier a pour objectif de se saisir des questions liées à l'étude des dynamiques collectives en jeu dans la réponse et le traitement des maladies infectieuses émergentes et des crises sanitaires de grande envergure. Ces enjeux de santé publique interrogent la tension entre individualisation et dérégulation d'une part et multiplication des dispositifs de régulation à différentes échelles d'autre part.

Programme (16h-17h30, salle 5136)

Session 2 : Concepts et méthodes pour lutter contre les maladies émergentes: De la "preparedness" à la communication de risques et de la pandémie à Ebola

« L'évènement Ebola : « Investissement de forme » et preparedness en santé publique »

Lois Bastide, Département de Sociologie, Université de Genève

«Communication des risques autour des épidémies, des recommandations aux pratiques »

Claudine Burton-Jeangros, Département de Sociologie, Université de Genève

« A(H1N1) versus Ebola : des organisations, des virus et des hommes »

Mathilde Bourrier, Département de Sociologie, Université de Genève

Wrap –up atelier

« Concepts et méthodes pour lutter contre les maladies émergentes: De la "preparedness" à la communication de risques et de la pandémie à Ebola » (3 communications de 20' + wrap-up)

Résumés des communications

« L'évènement Ebola : « Investissement de forme » et preparedness en santé publique »

Lois Bastide, Département de Sociologie, Université de Genève (Lois.bastide@unige.ch)

Depuis les années 1990, la preparedness, comme modèle organisationnel de réponse aux maladies émergentes s'est développée. Des institutions, des lois, des normes, des cadres cognitifs et des procédures d'action et de coordination ont été constitués, mettant en place un dispositif complexe censé permettre d'identifier et surveiller des pathogènes émergents ou ré-émergents et se déclencher en cas de menace immédiate.

Cet appareillage peut être conceptualisé dans les termes d'un « investissement de forme » consenti pour stabiliser dans le temps et étendre la validité de ses modèles d'action (Thévenot 1985), avec une vocation universelle exprimée dans le rapport intime de la preparedness en santé publique et des programmes de Santé Globale. Ebola montre les limites de cette approche : sur des terrains peu équipés (systèmes de santé publique, fragilités institutionnelles), cette stabilité se paye au prix de la réactivité. Plus fondamentalement, elle montre que la preparedness repose sur un présupposé fondamental, soit qu'elle a affaire à des populations déjà subjectivées dans les discours de la santé publique et naturellement enclines à obéir à ses injonctions.

En m'appuyant sur une recherche en cours parmi les acteurs de la réponse à Genève (OMS, MSF, autorités locales de santé publique), je tenterai de montrer que cette crise permet de penser à nouveaux frais l'articulation de la preparedness à un discours spatialement et historiquement situé, et de reconsidérer ses conditions de félicité.

«Communication des risques autour des épidémies, des recommandations aux pratiques »

Claudine Burton-Jeangros, Département de Sociologie, Université de Genève
(Claudine-jeangros@unige.ch)

La communication relative aux risques est considérée comme centrale dans la gestion des maladies infectieuses (ré-)émergentes. La rapidité et l'ampleur de la circulation d'informations autour de nouveaux risques, la multiplication des canaux de diffusion favorisant la concurrence entre différents récits, l'obligation des décideurs à rendre des comptes sont autant d'éléments qui soulignent les enjeux de la communication des autorités. Les institutions de santé publique se sont donc dotées de ressources en la matière, notamment sous la forme de plans et de recommandations censés assurer une bonne communication avec le public. L'expérience récente montre néanmoins que leur mise en pratique autour des maladies émergentes s'avère problématique. Cette présentation a pour objectif de confronter les principes d'une communication des risques à la réalité des situations de crise dans lesquelles les professionnels sont amenés à informer les publics concernés. Elle s'inscrit dans le cadre d'un projet plus large comparant les réponses apportées aux épidémies à différentes échelles (internationale, nationale et locale). Suite à une analyse documentaire permettant de décrire les principes d'une

communication efficace des risques, les difficultés liées à leur mise en application seront examinées à l'aide d'entretiens réalisés avec des acteurs institutionnels impliqués dans la gestion de la pandémie de grippe H1N1 en 2009-2010. L'analyse portera notamment sur les tensions entre culture professionnelle et attentes sociales, les conflits entre systèmes de valeurs et les enjeux de la transparence.

« A(H1N1) versus Ebola : des organisations, des virus et des hommes »

Mathilde Bourrier, Département de Sociologie, Université de Genève
(Mathilde.bourrier@unige.ch)

L'épidémie à virus Ebola de 2014, ainsi que la gestion de la grippe A (H1N1) de 2009 inspirent au sociologue des organisations un certain nombre de réflexions comparatives. Ce texte est une sorte de dialogue ouvert entre les deux crises, distantes de cinq années, nourri de lectures et d'entretiens avec des « organisateurs de réponse » aux épidémies.

Cette communication est nourrie de rencontres faites à Genève, véritable hub de santé globale, à la fois dans le passé, pour comprendre les événements de la pandémie A(H1N1) de 2009 et dans le présent, dans la lutte contre l'épidémie à virus Ebola, qui se déploie depuis mars 2014. Les acteurs que nous rencontrons vont et viennent entre les pays, et Genève. Mais nous les rencontrons à Genève. Leur pensée, pas plus que la nôtre, n'est stabilisée. Certaines convictions sont forgées. Notamment, dans le cadre de la rétrospective consacrée à la pandémie A(H1N1). Certains effets sont déjà visibles et d'autres probables. Toutefois, l'incertitude sur les effets de la crise Ebola sur les pratiques organisationnelles est patente. C'est dans cet esprit que l'on pourra lire ce papier. Ces acteurs se situent en plusieurs points du dispositif « genevois » mondialisé. Car la Genève internationale est aux premières loges des réponses aux épidémies. Un véritable patchwork d'organisations (l'Organisation mondiale de la santé, les Hôpitaux Universitaires de Genève, Médecins Sans Frontières, les agences de l'ONU, la Croix rouge internationale, l'université de Genève, mais aussi les autorités de santé publique cantonales et fédérales...) se trouve régulièrement en première ligne lorsque le front de la « santé globale » s'effrite. Des médecins, beaucoup, de toutes sortes – virologues, épidémiologues, de santé publique, infectiologues, des spécialistes de la grippe, des spécialistes des maladies tropicales, des humanitaires, des chasseurs de virus –, mais aussi des infirmières, des promoteurs de santé, des anthropologues, des psychologues, des chercheurs en éthique, tous mobilisés, et engagés, à leurs manières, et avec leurs objectifs et leurs cadres d'action dans la lutte contre les épidémies – ont répondu à nos demandes d'entretiens. Ce papier cherche à relire les deux crises en utilisant des cadres d'analyse similaires. Elles sont bien différentes et pourtant certains mécanismes déjà présents il y a cinq ans, et présents bien avant encore, semblent à l'œuvre, comme s'il fallait se résoudre à ce désenchantement permanent vis-à-vis des organisations. Où que l'on se tourne, elles seraient rigides, ne rendant guère de service, oublieuses des hommes et de leurs problèmes, paralysées dans des schémas d'un autre âge, trop lentes, éternellement infirmes face à l'urgence. Comment donc est-il possible que des organisations et des dispositifs, façonnés et incarnés par des hommes et des femmes que nous ne cessons de rencontrer au fil des semaines, soient à ce point si inadéquats, à l'heure justement du triomphe de la « preparedness » ? La naïveté de la question

surprendra, mais finalement, c'est dans la simplicité brutale de cette question, qui nous assaille chaque jour, que nous avons trouvé une voie, un passage vers l'exploration de l'organisation de l'impossible.

Atelier 18 D : Changements de régulation du champ de la santé et mobilisations sociales / Regulatory changes in the health field and social mobilization / Regulierungsveränderungen und soziale Mobilisierung im Gesundheitsbereich

(salle 3068)

Andreas Bänzinger, Forschungsstelle Gesundheitswissenschaften, Zentrum für, Gesundheitswissenschaften, Departement Gesundheit, ZHAW Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften, Winterthur, baan@zhaw.ch

Raphaël Hammer, Haute Ecole de Santé Vaud (HESAV), Lausanne, raphael.hammer@hesav.ch

Thématique

Nous souhaitons recevoir des contributions, d'ordre théorique ou rendant compte d'études empiriques, qui éclairent la problématique de la régulation du champ de la santé et de ses instances par le biais de l'un ou l'autre des thèmes suivants (les questions figurent à titre d'exemple) :

- AXE 1 : *les processus de transformations des professions de la santé*. A quelles dynamiques de (dé-)régulation sociales, politiques, juridiques, économiques, scientifiques sont-elles soumises ? Quels sont les acteurs concrètement impliqués dans ces dynamiques et de quelle manière ? Quel rôle jouent aujourd'hui les instances et organisations internationales dans la régulation du champ de la santé, à l'instar de l'OMS ? Comment les pratiques et l'identité professionnelles, et la relation soignant-soigné sont-elles influencées ? A quelles reconfigurations assiste-t-on du champ professionnel de la santé (déprofessionnalisation, tertiarisation, émergence de nouveaux métiers, parcours professionnels...) et des relations entre segments professionnels (conflits, incertitude, coopérations, redéfinitions des compétences...) ?
- AXE 2 : *les politiques et mobilisations des professions de santé*. Assiste-t-on à de nouvelles politiques professionnelles (de type syndicaliste par exemple) dans le contexte des nouvelles formes de régulation du champ de la santé ? Dans quelle mesure les enjeux de la mobilisation sont-ils eux-mêmes transformés ? Quelles sont les logiques d'action collective mises en œuvre et à quelles revendications répondent-elles ? Quelles sont les capacités et les ressources dont disposent les professions de santé pour mener leurs actions ?

- AXE 3 : *les mouvements collectifs et mobilisations profanes autour de la santé.* Quels sont leurs buts ? Ces mobilisations s'inscrivent-elles dans une logique de médecine curative ou « salutogénétique » ? Quels sont les types de maladies ou problèmes de santé concernés (psychiques, physiques, psychosomatiques...) ? A quelles logiques peut-on associer de nouvelles formes de regroupements de patients, proches et usagers de la santé, mais aussi d'organismes parapublics dévolus à la promotion de la santé ? Les mobilisations profanes (associations de patients, groupes d'auto-soutien...) renvoient-elles à des normes et valeurs promues par la santé publique et le monde médical, à des définitions alternatives d'enjeux de santé et de maladies, à la défense des intérêts des malades, à une critique frontale du système de santé, etc. ? Quels sont les obstacles et les opportunités permettant aux profanes de participer à la (re)définition des dispositifs et processus de régulation du champ de la santé ? Comment et avec quelles stratégies l'espace public est-il investi ? Quelles sont les stratégies d'alliances opérées par les organisations et associations de patients ?

Thematik

Wir nehmen gerne theoretisch oder empirisch ausgerichtete Beiträge entgegen, die Aspekte der Regulierung im Bereich der Gesundheit aus einer der nachstehend genannten Perspektive beleuchten (die angeführten Fragen sind nicht erschöpfend).

- Perspektive 1: *Der Wandel der Gesundheitsberufe im Lichte von De- und Neuregulierungsprozessen:*
Welchen sozialen, politischen, juristischen, ökonomischen und wissenschaftsgeprägten Regulierungsdynamiken ist der Wandel der Gesundheitsberufe unterworfen? Welche Akteure sind involviert? Welche Rolle spielen internationale Behörden und Organisationen wie etwa die WHO? Wie wirkt sich der Wandel auf berufliche Praktiken, auf die Beziehung der Professionellen zu den Betreuten und auf berufliche Identitäten aus? Was für (Status-) Veränderungen durchlaufen die verschiedenen Berufe (Deprofessionalisierung, Tertiarisierung u.a.m.) und welche neuen Berufe entstehen? Welche interprofessionellen Konflikte, Zusammenarbeitsformen und Neuordnungen lassen sich beobachten?
- Perspektive 2: *Berufspolitik und Aktionsformen der Gesundheitsberufe:*
Lassen sich vor dem Hintergrund der Neuregulierungen im Gesundheitswesen neue Politikformen der Gesundheitsberufe ausmachen (vgl. Standes- vs. Gewerkschaftspolitik)? In welchem Masse sind die angestrebten Ziele selber Veränderungen unterworfen? Welche Logiken kollektiven Handelns verbinden sich mit welchen Forderungen? Auf welche Ressourcen können Gesundheitsberufe zurückgreifen, um ihre Interessen zu artikulieren und durchzusetzen?
- Perspektive 3: *Ziele, Zusammenschlüsse und Aktionsformen der ‚NutzerInnen‘ von Gesundheitseinrichtungen:* Welche Ziele verfolgen die verschiedenen Nutzergruppierungen (PatientInnen, Angehörige, Präventionsinteressierte u.a.)? Welche Typen von Beschwerden stehen im Focus (somatische, psychische, chronische u.a.m.)? Welche Bedeutung haben Therapie, Prävention, Gesundheitsförderung? Spielen Medizinkritik und Alternativmedizin eine Rolle? Was für formelle und informelle, flüchtige und stabile Zusammenschlüsse werden gewählt? Inwieweit ist ‚Öffentlichkeit‘ eine Referenz? Welches sind die Hindernisse

und welches die Chancen von NutzerInnen, auf die Neuregulierung im Gesundheitsbereich Einfluss zu nehmen?

Programme (16h-17h30, salle 3068)

« L'interaction avec les associations de patients selon le point de vue des malades – comparaison des rhumatismes inflammatoires et de l'insuffisance rénale chronique »

Carla Ribeiro, Institut de Sociologie, Université de Neuchâtel

« La régulation de la physiothérapie en Suisse : une perspective socio-historique. »

Véronique Hasler

Haute Ecole de Santé Vaud (HESAV), Lausanne

« Les professionnels de la lutte contre l'addiction au jeu d'argent face aux transformations de leur champ : quelles mobilisations, quels moyens d'action ? »

Claudia Dubuis, Institut d'ethnologie, Université de Neuchâtel

« Patients Migrants sans statut de séjour légal en consultation de Physiothérapie auprès d'étudiants stagiaires de la Haute École de Santé (HEdS) »

Mélinée Schindler, Institut éthique, histoire et humanités, Université de Genève

Résumés des communications

« L'interaction avec les associations de patients selon le point de vue des malades – comparaison des rhumatismes inflammatoires et de l'insuffisance rénale chronique »

Carla Ribeiro, Institut de Sociologie, Université de Neuchâtel (carla.ribeiro@unine.ch)

Les maladies chroniques recouvrent des réalités diverses. Leurs caractéristiques: imprévisibilité, incertitude, durée et gestion, ont conduit à un tournant vers les soins à long terme, poussant à une participation active des malades. L'objectif ultime de la gestion quotidienne de la maladie est l'accomplissement d'un processus de normalisation qui a trait aux actions passibles de mobiliser les ressources. En outre, il se destine à connaître la maladie et les caractéristiques des différents contextes d'interaction. Dans ce sens, les associations de patients jouent un rôle fondamental, car d'un côté, elles apportent le soutien nécessaire à l'apprentissage des caractéristiques et des conséquences de la maladie. D'un autre côté, par leurs actions diversifiées, elles contribuent à la sensibilisation de la population, des autorités et des médecins, aux réels besoins des malades. L'objectif de cette communication est d'analyser comment les malades atteints de rhumatismes inflammatoires ou d'insuffisance rénale chronique, perçoivent et interagissent avec les associations de patients. Nous soutenons qu'en dépit que les malades soient conscients du rôle de soutien et d'entraide des associations, la nature de l'interaction repose sur la construction de la signification de leur maladie. Les données sont issues de 41 entretiens biographiques avec des malades atteints de rhumatismes inflammatoires ou d'insuffisance

rénale chronique. Les résultats montrent que la nature de l'interaction dépend: 1) de la trajectoire de la maladie; 2) des caractéristiques des malades; 3) de la signification attribuée à la maladie et aux associations. Les résultats prétendent identifier les facteurs et les dynamiques qui animent l'interaction entre malades et associations.

« La régulation de la physiothérapie en Suisse : une perspective socio-historique. »

Véronique Hasler, Haute Ecole de Santé Vaud (HESAV), Lausanne
(veronique.hasler@hesav.ch)

Le champ de la santé évolue constamment. L'analyse de sa configuration actuelle et, par extension, celle des transformations des professions de la santé gagnent à prendre en compte les dimensions de la longue durée. Partant du moment où la physiothérapie est reconnue en Suisse comme activité professionnelle à part entière, cette contribution, qui adopte une approche socio-historique, montrera comment les réglementations de l'exercice entre 1920 et 1970 ont modelé les pratiques et quels acteurs y ont contribué, mais aussi comment ces pratiques se sont modifiées dans et hors de ce cadre normatif. Parallèlement, elle examinera la question de l'identité professionnelle et de ses redéfinitions au cours de cette période. Enfin, par un jeu de miroirs entre passé et présent, l'exposé souhaite éclairer la physiothérapie contemporaine et certains des enjeux qui l'habitent. Pour ce faire, il s'appuiera plus spécifiquement sur la Loi fédérale concernant les professions de la santé (LPSan) en préparation.

Jusqu'à la fin des années 1960, les physiothérapeutes ne constituent pas un groupe social homogène et clairement établi. Leurs pratiques, très diverses du point de vue du prescrit comme de l'activité réelle, s'appuient sur des fondements conceptuels à l'interconnexion des champs médical, éducatif et sportif notamment. La construction d'une identité professionnelle « commune » demeure durablement une gageure. Bien que la régulation du champ de la santé repose aujourd'hui sur de « nouveaux présupposés », certaines dynamiques qui ont opéré au cours de la première moitié du XXe siècle dans le cas de la physiothérapie opèrent aujourd'hui encore.

« Les professionnels de la lutte contre l'addiction au jeu d'argent face aux transformations de leur champ : quelles mobilisations, quels moyens d'action ? »

Claudia Dubuis, Institut d'ethnologie, Université de Neuchâtel (claudia.dubuis@unine.ch)

Dès les années 2000, avec la rapide montée en puissance de la notion d'addiction au jeu d'argent, les professionnels inscrits dans les nouveaux réseaux sanitaires et hospitaliers commencent à se positionner pour obtenir une meilleure reconnaissance de leur champ professionnel et de meilleurs financements, pour lutter contre les menaces de coupe budgétaires ou de restructurations institutionnelles, pour porter le problème de l'addiction comme trouble mental ou comme maladie. Ils tentent d'influencer une nouvelle loi sur le jeu d'argent très peu débattue publiquement, ce qui est le cas actuellement en Suisse. Quand ces professionnels réagissent, et ils le font parfois, comment se positionnent-ils ? quels sont leurs moyens d'action ? quels sont leurs objectifs ?

Cette question est un point aveugle qui n'a pas été exploré dans mes travaux. En l'état actuel, je m'appuie, en plus de mon travail de thèse sur les mobilisations anti-jeu en Amérique du Nord dans les années 1990-2000, sur la collecte de rapports, sur des prises de positions dans les médias ou directement à Berne, et sur des discussions informelles échangées avec les acteurs du champ suisse romand. C'est partir des ressources théoriques de la sociologie des problèmes publics et de l'engagement que ce type d'engagement et les moyens d'action spécifiques de ces acteurs professionnels vont être explorés dans ce papier, vu comme une forme de « work in progress ».

« Patients Migrants sans statut de séjour légal en consultation de Physiothérapie auprès d'étudiants stagiaires de la Haute École de Santé (HEdS) »

Mélinée Schindler, Institut éthique, histoire et humanités, Université de Genève, (melinee.schindler@gmail.com)

Contexte/introduction : L'accès aux soins pour une population vulnérable renouvelle le questionnement institutionnel de la précarité sociale à l'intérieur d'un dispositif socio-sanitaire. Du côté des stagiaires, on voit apparaître un glissement de la profession de soignant qui s'oriente vers une prise en charge autant sociale que médicale, autant pédagogique que technique.

Objectif/question de recherche : la problématique concerne les apports et les limites de la prise en charge des patients migrants en consultation de physiothérapie : quelles difficultés rencontrent les patients et les étudiants ? Quelles stratégies mettent-ils en place pour affronter les obstacles ?

Méthodes : nous avons effectué des entretiens semi-directifs avec onze patients et huit étudiants (dont trois auto-confrontations). Nous avons retranscrit puis codé l'ensemble du corpus avant d'élaborer une analyse thématique de contenu.

Résultats : la maîtrise de la langue et l'expression du vécu de la douleur sont les principaux facteurs de difficulté pour les patients. Le repérage de ce qui est médical ou social dans l'ordre du parcours migratoire pose problème aux stagiaires. Cet espace thérapeutique peut être envisagé comme hybride entre la non-prise en charge, la prise en charge hospitalière et la prise en charge sociale.

Discussion/conclusion : la consultation participe-t-elle d'une forme de régulation de l'espace public ? La reconnaissance des migrants lors d'une relation de soins offre au patient une voie d'incorporation au système social et valorise le stagiaire qui initie ainsi une véritable pratique professionnelle.

Workshop 19 : In the name of the "unborn". Discourses of the embryo and fetus in Switzerland

(salle 4129)

Edmée Ballif, Institut des sciences sociales, Université de Lausanne, edmee.ballif@unil.ch

Nolwenn Bühler, Institut für Sozialanthropologie und Empirische Kulturwissenschaft, Universität Zürich, nolwenn.buehler@uzh.ch

Thematic

How the « unborn » - eg. human embryos and fetuses - is named, defined and treated varies widely according to the context. Embryos can be considered a bundle of cells, a child-to-be, or raw material for stem cell research. Fetuses can be seen as part of maternal bodies or as independant future children endowed with rights. The unborn as an open category might also include other liminal entities situated at the boundaries of the animate and inanimate, potential and actual, inside and outside (the maternal body). The unborn is attributed with varying degrees of life.

Abortion politics, reproductive technologies, prenatal and neonatal care are all domains where professionals and lay people engage with and negotiate the definition of the unborn. Sociological research on assisted reproductive technologies, reproduction politics and prenatal care, drawing from different theoretical tools, have, for the most part, worked on these issues independently. And yet, they are linked, we argue, by a shared interest in the ontology of the unborn. Building on this argument, this workshop seeks to bring together different theoretical and methodological perspectives to study the unborn and explore the commonalities and differences between our fields of research

Starting on a European scale, I. Szalma will explore the correlation of public attitudes towards assisted reproductive technology, abortion and scientific research on embryos and discuss how they relate to individual socio-demographic characteristics. I. Maffi will then report from her fieldwork in Tunisia and explore how women seeking abortion name and relate to their embryo or fetus. The two last presentations will focus on the Swiss context. E. Ballif's paper addresses the ambiguous status of fetuses in psychosocial prenatal care. Finally, L. Rochat will focus on the blurry distinction between unborn and born in her paper on practices inside a neonatal intensive care unit.

Program (16h-17h30, salle 4129)

Chair: Nolwenn Bühler, Universität Zürich

« Are there the same attitudes towards ART, abortion and scientific research on embryos in Europe? »

Ivett Szalma, FORS

Maja Djundeva, University of Groningen

« Present fetuses, future children: on the (in)visibility of the unborn in a perinatal counseling unit in Switzerland »

Edmée Ballif, Université de Lausanne

« Pregnancy, little one or baby? What do Tunisian women think when they seek an abortion »

Irene Maffi, Université de Lausanne

**« Can premature babies be considered as “unborn”?
An ethnography inside a Swiss neonatal intensive care unit »**

Line Rochat, Université de Lausanne

Discussion

Workshop contributions

« Are there the same attitudes towards ART, abortion and scientific research on embryos in Europe? »

Ivett Szalma , FORS (ivett.szalma@unil.ch)

Maja Djundeva, University of Groningen (m.djundeva@rug.nl)

The aim of this study is to investigate the relationship among public attitudes towards assisted reproduction technology, abortion and scientific research on embryos. Previous studies have already focused on each issue separately (for example: Blažević et al. 2014, Jelen 2002, Pardo 2008). However, it has been still rare to understand whether the same factors influence the attitudes towards them. Dolgin and coauthors (2008) found that almost all of those who oppose scientific research on embryos would restrict abortion but not all who favor scientific research on embryos study reported thinking that abortion should be permitted in the United States. We assume that the factors which influence the attitudes towards scientific research on embryos are more related to ART than to abortion.

The empirical base of this study is the fourth round of the European Values Study (EVS), conducted in 2008-2010 in 48 countries. Using multilevel fixed-effects linear regression regressions, we examine the impact of several individual and country-level characteristics on the agreement level with the following statements: (1) Artificial insemination or in-vitro fertilization can always be justified, never be justified or something in between, (2) Scientific experiments on human embryos can always be justified, never be justified or something in between, (3) Abortion can always be justified, never be justified or something in between. Our explanatory variables include basic socio-demographic variables (age, gender, education) religiousness and family related attitudes at individual and country level and GDP.

« Present fetuses, future children: on the (in)visibility of the unborn in a perinatal counseling unit in Switzerland »

Edmée Ballif, Université de Lausanne (Edmee.ballif@unil.ch)

In my contribution, I explore the status of the unborn in the discourses and practices of members of a perinatal counseling unit in Switzerland. A growing body of literature underlines the raising public and medical awareness of the unborn, its growing visibility and political significance (Lupton 2013). Prenatal care has been interpreted as an anticipatory device where actions in the present are taken in the name of the future - namely the postnatal period (Sänger 2014). Drawing from a two-year ethnographical fieldwork in a unit offering psychosocial pregnancy care, my contribution highlights the dual status of fetuses. On the one hand, fetuses are rarely made present in conversations between professionals and future parents. On the other hand, the health and well-being of the fetus as future child appears to be the actual goal of perinatal counseling. The unborn is configured in a tension between its absence in the present and its future significance. This ambiguity calls for an interpretation of perinatal counseling as a field where present and future are conflated in a teleological representation of fetal and child development.

« Pregnancy, little one or baby? What do Tunisian women think when they seek an abortion »

Irene Maffi, Université de Lausanne, (Irene.maffi@unil.ch)

Since 1973 Tunisia authorizes abortion for social reasons until the end of the third month of pregnancy (14 weeks of amenorrhea). According to the law, public family planning clinics and maternity hospitals offer contraception and abortion services for free to married and unmarried women without restrictions. In spite of these very liberal rules, the conditions under which women can access abortion services are more complicated than what the legal frame allows. They often have to face administrative procedures policing their intimate lives, health care providers' moralizing discourses, social condemnation, and practical obstacles. The way women seeking abortion for social reasons think about the embryo/foetus they carry varies and can be understood analysing the terms they use to designate it: *hebla* (pregnancy), *al-saghir* (the little one), *bébé* (baby). These terms refer to a symbolic and ontological universe shared both by health care providers and their clients/patients. In this paper, I intend to focus on discourses and practices of women seeking abortion in public family planning clinics to investigate their conceptions of the embryo/foetus and how they find a compromise between the moral economy of the surrounding society and their own needs and desires.

**« Can premature babies be considered as "unborn"?
An ethnography inside a Swiss neonatal intensive care unit »**

Line Rochat, Université de Lausanne, (line.rochat@unil.ch)

In her recent work, Deborah Lupton offers an interesting way to talk about those who generally are difficult to grasp, as much for people surrounding them as for the anthropologist. Indeed, as she points it, the difficulty already starts when it comes about

talking about them, or, to put it in another way, to name them. There are so many social, cultural, political and affective implications related to the word chosen to refer to them that this work appears soon to be an obstacle for the anthropologist. In order to solve, at least manage and face, the theoretical and methodological uneasiness related to this problem, Lutpon chooses to use the concept of “unborn” that allows her to go beyond the usual medical categorizations between embryos, foetus and newborns.

In my work, I face the same uncomfortable question about those who are at the core of my interest. This discussion will start from my fieldwork experience. Inside the neonatal intensive care unit where I have been conducting my fieldwork, “beings” are referred to as “newborns at risk” by the contemporary biomedical discourse. Nevertheless, this term is never used by professionals or by parents (so why should I do it in my work?). I will more specifically focus on premature babies because they challenge the notion of “unborn” and what it encompasses. Indeed, some of them are born at 25 weeks of gestation, sometimes less, and they need to stay inside the neonatology intensive care unit until the day of their initially planned birth. Hence, as beings that should not yet be born, their human status is quite ambiguous. As a example, their age is reset when they go back home, so from the moment they leave hospital, they start at the age zero again, in order to fit into the “normal” way of living. Consequently, I propose to see in the ambiguous space and time hospital stay period a process of premature babies human status negotiation.

Workshop 21 : Kollektive Dynamiken der Aneignung und Aushandlung urbaner Räume

(salle 3148)

Eva-Christina Edinger, eva.edinger@fhnw.ch, Pädagogische Hochschule FHNW

Maik Hömke, maik.hoemke@hslu.ch, Hochschule Luzern - Soziale Arbeit, Institut für Soziokulturelle Entwicklung

Thematik

Der urbane Raum ist geprägt von kollektiven Dynamiken der Aneignung und Aushandlung. Praktiken wie etwa Zwischennutzung, Hausbesetzungen, Urban Gardening und Street Art sind eingebettet in ein Geflecht aus neoliberaler Stadtpolitik, institutioneller Stadtplanung, partizipative Stadtentwicklung, sozialer Ungleichheit und Protestbewegungen, sowie gesteigerter medialer Aufmerksamkeit. So entstehen vielschichtige Spannungsverhältnisse wie bspw. jenes zwischen Funktionalität und Bedeutungszuschreibung urbaner Räume. Damit eröffnet sich ein grosses Perspektivenspektrum auf kollektive Dynamiken.

Im Workshop sollen gegenwärtige Konfliktlinien im Zentrum stehen und deren kollektive Dynamiken. Es sollen Prozesse und Strategien der Aneignung und Aushandlung urbaner Räume vorgestellt werden, die institutionell oder individuell motiviert sind. Stadträume mit besonderem Handlungsbedarf gehören hierzu, aber auch kreative sowie partizipative Ansätze, Modellversuche und Gestaltungsansätze, sog. „Stadtentwicklung von unten“.

Programm (16h-17h30, salle 3148)

« Instant Urbanism – über den Einsatz temporärer Interventionen zur Reaktivierung öffentlicher urbaner Räume »

Julia Koepper, Bauhaus Universität Weimar

« Konflikte um Sicherheit - Dynamiken der gerechten Verteilung und der Partizipation im städtischen Kontext »

Dietmar J. Wetzel, Internationales Zentrum für Ethik in den Wissenschaften, Universität Tübingen

« Freiraumnetze im suburbanen Raum – Freiraumproduktionen aus sozial- und planungswissenschaftlicher Perspektive »

Simone Gäumann, Hochschule Luzern - Soziale Arbeit

« Wir haben es auch so weit gebracht, dass es ein Brennpunkt wurde” – Aneignungs- und Aushandlungsprozesse Jugendlicher in öffentlichen Räumen »

Ute Neumann, TU Kaiserslautern

Workshopbeiträge

« Instant Urbanism – über den Einsatz temporärer Interventionen zur Reaktivierung öffentlicher urbaner Räume »

Julia Koepper, Bauhaus Universität Weimar (julie_koepper@gmx.de)

Die Arbeit „Instant Urbanism“ beschreibt die Erprobung und empirische Analyse einer künstlerischen Intervention zur Aktivierung öffentlicher Räume. Erkenntnisgewinn und praktische Relevanz des Vorhabens ist die Wirkung temporärer, gestalterischer Eingriffe auf unter- oder ungenutzte Räume. Wahrnehmung, Nutzung und Gestaltung öffentlicher urbaner Räume werden zueinander in Beziehung gesetzt und untersucht inwieweit temporäre, gestalterische Eingriffe ein aktiveres städtisches Leben stimulieren und den AnwohnerInnen zur Aneignung ihres Lebensumfelds dienen können. Hierzu wurde eine mehrphasige Intervention konzipiert, in der empirische Erhebungen zur Nutzung und Wahrnehmung des Ortes mit einem gestalterischen Eingriff kombiniert werden. Die praktische Anwendung wurde im Leipziger Osten an einem vernachlässigten und wenig genutzten Ort erprobt. Die gestalterische Veränderung beinhaltete die temporäre, flexible Möblierung des Ortes, um die PassantInnen zur Nutzung und Aneignung desselben anzuregen. Zusätzlich wurden vor Ort Tafeln installiert und die Möglichkeit gegeben, Wünsche und Zukunftsperspektiven zu äußern. Vor und nach der Installation wurden die empirischen Erhebungen zur Nutzung und Wahrnehmung des urbanen Ortes anhand von Teilnehmender Beobachtung, Zählungen und qualitativen Kurzinterviews durchgeführt. Die Arbeit liefert einen Einblick in die Wirkungsmöglichkeiten kreativer Ansätze zur Stadtentwicklung am Beispiel einer temporären künstlerischen Interventionen und zeigt die Bedeutung der Möglichkeit zur Teilhabe auf.

Die empirischen Erhebungen verdeutlichen, dass eine Aktivierung des Stadtraums durch gestalterische Eingriffe zu einem gewissen Grad stimuliert werden kann. Über den Zeitraum der Intervention war eine veränderte und aktivere Nutzung und Aneignung des städtischen Raumes zu beobachten, eine veränderte Wahrnehmung konnte hingegen noch nicht belegt werden.

« Konflikte um Sicherheit - Dynamiken der gerechten Verteilung und der Partizipation im städtischen Kontext »

Dietmar J. Wetzel, Internationales Zentrum für Ethik in den Wissenschaften, Universität Tübingen (wetzel@soz.unibe.ch)

Aktuelle Studien zeigen, dass Konflikte um Sicherheit in urbanen Räumen an Dynamik zulegen (Zocher et al. 2010). Dass dabei Prozesse der Aneignung und der Aushandlung im städtischen Kontext zentral sind, beleuchtet „VERSS“, ein am IZEW in Tübingen angesiedeltes Projekt mit dem Fokus auf der Entwicklung von Verteilungskriterien von Sicherheit in der Stadt. Genauer geschieht dies unter der Berücksichtigung verschiedener Formen der Gerechtigkeit (Verteilungs-, Teilhabe- und Chancengerechtigkeit). Unter Rückgriff auf empirisches Material zu Partizipation und bürgerschaftlichem Engagement in den Städten Wuppertal und Stuttgart, wird ein Konzept zur sicheren und gerechten Stadt entwickelt. Mit Blick auf die Dynamiken der gerechten Verteilung und der Partizipation lauten die theoretisch-empirischen Befunde thesenartig wie folgt:

(1) Gerechtigkeit und/oder Recht: Von Seiten der untersuchten Städte und vor allem der Polizei kommt es zu einer Überführung von politischen Fragen der Gerechtigkeit und Sicherheit in (ordnungs-)rechtliche Fragen (Rancière 2002). Beispielsweise werden diese in Raumnutzungskonflikte transformiert, die aus der Sicht des Ordnungsrechts „einfach“ zu lösen sind. Mit Blick auf die Aneignungspraktiken ist entscheidend, dass bereits im stadtpolitischen Diskurs etablierte Gruppen (Polizei, Verwaltung) über größere Einflussmöglichkeiten/Macht verfügen (Fallbeispiel Wuppertal), als etwa Gruppierungen, die sich als Interessensverbände erst konstituieren müssen.

(2) Notwendigkeit der Einbindung bürgerschaftlich engagierter Gruppen: Diese bewegt sich zwischen der Sicherung der Interessensvertretung einerseits und dem Abwägen von relevanten und irrelevanten Gerechtigkeits- und Repräsentationsansprüchen andererseits. „VERSS“ zeigt beispielhaft, wie strukturelle Hierarchien und Machtgefälle in der Auseinandersetzung von Gruppen identifiziert und kritisch beleuchtet werden können. Nur durch die Errichtung einer umfassenden, auf Dauer gestellten „Beteiligungskultur“ und der Anerkennung als Diskursteilnehmer_innen, so die These, können legitimatorische Defizite behoben werden.

Literatur:

- * Rancière, Jacques (2002): Das Unvernehmen. Philosophie und Politik. Frankfurt am Main.
- * Zocher, Peter, Stefan Kaufmann, Rita Haverkamp (2010) (Hrsg.), Zivile Sicherheit. Gesellschaftliche Dimensionen gegenwärtiger Sicherheitspolitiken. Bielefeld.

« Freiraumnetze im suburbanen Raum – Freiraumproduktionen aus sozial- und planungswissenschaftlicher Perspektive »

Simone Gäumann, Hochschule Luzern - Soziale Arbeit (simone.gaeumann@hslu.ch)

Die fortschreitende Zersiedelung und Verknappung der Landreserven in der Schweiz setzt die Frei- und Erholungsräume sowohl in urbanen Zentren als auch in suburbanen Siedlungsgebieten unter Druck. Der Stellenwert und die gesellschaftliche Funktion von Freiräumen gewinnen vor diesem Hintergrund zunehmend an Bedeutung im wissenschaftlichen Diskurs. Während die Planung, Nutzung und Aneignung von Freiräumen und öffentlichen Räumen in städtischen Zentren bereits im wissenschaftlichen Fokus stehen, fehlt bislang eine vertiefte Auseinandersetzung aus mehrdimensionaler Perspektive mit der Thematik suburbanen Freiraums, seiner räumlichen Strukturen und insbesondere seiner soziokulturellen Dimensionen. Eine vom Schweizerischen Nationalfonds finanzierte empirische Untersuchung setzt an dieser Nahtstelle an und verfolgt das Ziel, anhand von zwei Fallstudien im Metropolitanraum Zürich die räumlichen Spezifika von Freiräumen aus planerischer Perspektive herauszuarbeiten und diese alltäglichen, subjektiven Wahrnehmungs- und Aneignungsgewohnheiten der Nutzenden gegenüberzustellen. Damit sollen vertiefte Erkenntnisse zur Freiraumproduktion generiert und die Perspektive von Freiraumnutzenden explizit erforscht werden. Mittels eines akteurszentrierten Zugangs und einer qualitativ-ethnographischen Vorgehensweise (teilnehmende Beobachtung, kommentierte Wahrnehmungsspaziergänge und Fokusinterviews) werden dabei subjektive Strategien der Aneignung und Aushandlung suburbaner Freiräume untersucht.

Im Workshop werden am Beispiel des Limmatbogen, einem linearen Freiraum in Schlieren, exemplarisch Aneignungspraktiken und Wahrnehmungen von ausgewählten Nutzenden vorgestellt und mit der planerisch-räumlichen Perspektive in Beziehung gesetzt. Entlang von herausgearbeiteten Relevanzen der Befragten werden dabei insbesondere unterschiedliche und widersprüchliche soziale Nutzungen beleuchtet in Abweichung zur vorgesehenen Nutzbarkeit aus planerischer Sicht. Solche Differenzen und möglichen Konfliktlinien in der Freiraumnutzung sollen im Workshop diskutiert und in Zusammenhang mit der Bedeutung von Freiräumen in suburbanen Siedlungsgebieten gestellt werden.

„Wir haben es auch so weit gebracht, dass es ein Brennpunkt wurde“ – Aneignungs- und Aushandlungsprozesse Jugendlicher in öffentlichen Räumen

Ute Neumann, ute.neumann@ru.uni-kl.de, TU Kaiserslautern

Prozesse des Wandels öffentlicher Räume, wie die zunehmende Privatisierung und Etablierung einer 3-S-Kultur (Sicherheit, Sauberkeit, Service) bedingen veränderte Aneignungsmöglichkeiten und Funktionalitäten. Hierdurch werden, so die Hypothese, Jugendlichen engere Grenzen gezogen, mit Auswirkungen auf die Zugangs- und Aneignungschancen. Gelten Sicherheit, Sauberkeit und Service als Qualitätsmerkmale öffentlicher Räume, wird vermeintlich unkontrollierbares und ausprobierendes Verhalten Jugendlicher (noch stärker) zu einem Störfaktor. Andererseits erweitern neue, quasi-öffentliche Räume, wie Shopping Malls, das Angebot als Freizeiträume und Treffpunkte und können einen attraktiven, neuen Erlebnisort darstellen, trotz dessen, dass sie als hochgradig kontrollierte und dem Konsum verpflichtete Räume gelten.

Am Fallbeispiel der Stadt Ludwigshafen wird die Aneignung urbaner öffentlicher Räume durch Jugendliche dargestellt. Im Fokus stehen dabei Konfliktpotentiale und Aushandlungsprozesse sowie die Beurteilung des quasi-öffentlichen Raumtyps „Shopping Mall“.

In Anlehnung an Lefèbvres Theorie der Produktion des Raumes werden Bedeutungen, Wahrnehmungen, räumliche Praxis und Erfahrungen öffentlicher und quasi-öffentlicher Räume zusammengeführt. Der Beitrag verbindet dabei die Perspektiven Jugendlicher, mit jenen von Polizei, Streetwork und privaten „Raumeigentümern“. So werden das Spannungsverhältnis von Nutzungsweisen und Nutzungserwartungen offengelegt und Konfliktlinien aufgezeigt.

Workshop 26: (De-) Institutionalized Life Courses, individualization and vulnerability
(salle 3077)

Jacques-Antoine Gauthier (jacques-antoine.gauthier@unil.ch)

University of Lausanne and the Life Course Research Committee of the Swiss Sociological Association

Thematic

In late modernity, markets deregulation, feminization of the labor force and welfare states liberalization are associated with the emergence of new forms of social integration resulting from a process of pluralization in which the predictability, stability, order and collective determination of individual lives are diminishing. Changing institutional constraints and opportunities may represent an asset to some individuals by providing them the flexible social integration they need, whereas it may penalize those facing institutional incompatibilities (e.g. schedules, commuting, segregation). Life events or transitions (e. g. parenthood, unemployment, retirement) may turn the first situation into the second one; a shift that the possession of social and economic resources, along with attributes such as class, sex, age and race may prevent or facilitate, making individuals more or less vulnerable.

Identifying patterns of stability and change in context, as well as understanding the multidimensional dynamic underlying their production, is a major challenge for contemporary sociology.

Program (16h-17h30, salle 3077)

“L’amitié chez les personnes âgées. Une approche des évolutions et inégalités dans la vieillesse”

Marie Baeriswyl, Université de Genève

Jean-François Bickel, HES-SO - HETS-FR

Michel Oris, Université de Genève

"Comparing the support model for ageing natives and migrants in Switzerland"

Ruxandra Oana Ciobanu, Marie Baeriswyl, University Geneva

"From employment (des-) institutionalization to employment precariousness in post-socialist China"

Sandra V. Constantin, Unige

"Dynamique de la pauvreté entre 1999 et 2013 et dérégulation des parcours de vie"

Pascale Gazareth, Ursina Kuhn et Katia Iglesias, Université de Neuchâtel

Workshop contributions

"L'amitié chez les personnes âgées. Une approche des évolutions et inégalités dans la vieillesse"

Marie Baeriswyl, Université de Genève (marie.baeriswyl@unige.ch)

Jean-François Bickel, HES-SO - HETS-FR

Michel Oris, Université de Genève

Les théories de la modernisation montrent globalement un déclin des liens formels, institutionnalisés, et une importance croissante des relations plus flexibles, individualisées. Dans ce cadre, nous nous intéressons ici plus particulièrement à la question des amis. Ces derniers sont en effet représentatifs de ces liens plus électifs, basés sur des intérêts communs et supposant une certaine réciprocité entre les individus. En gérontologie, quelques études tendent à souligner les bénéfices de ce type de relations au cours du processus de vieillissement dans une optique de bien-être. Cependant, peu d'études documentent la présence croissante d'amis dans cette étape de vie et les facteurs associés au fait d'entretenir ou non ce type de liens. En effet, avoir et maintenir une relation d'amitié implique des ressources inégalement réparties au sein de la population âgée. Partant de la question de compter au moins un ami intime dans son réseau personnel, notre communication poursuivra plus précisément deux buts. Le premier est de clarifier l'importance quantitative croissante des liens d'amitié après l'âge de la retraite. Le second vise à analyser les inégalités actuelles en la matière et leurs évolutions. Ces deux objectifs nous amèneront ainsi à interroger d'une part « l'effet de composition » dans l'évolution des relations amicales et d'autre part leur possible démocratisation au fil de l'évolution socio-historique. Empiriquement, nous nous appuierons sur trois enquêtes transversales menées chacune à 15 ans d'intervalle (1979 – 1994 – 2011) dans deux régions de Suisse (Genève et le Valais central).

"Comparing the support model for ageing natives and migrants in Switzerland"

Ruxandra Oana Ciobanu, University of Geneva (oana.ciobanu@unige.ch), Marie Baeriswyl (Geneva)

In this paper we aim to study and compare the informal and formal support structure or hierarchical-compensatory model for the ageing natives and migrant population in Switzerland. This will cover several gaps in the existing literature: lack of comparative research between migrants and non-migrants, and the role of non-kin (friends, neighbours) support besides the formal and informal support.

The analysis is based on the survey entitled "Vivre / Leben / Vivere: Democratization of Old Age", conducted in Switzerland among ageing persons (65+), which includes a sub-sample on migrants. This was conducted in the French-speaking region of Switzerland, in the Italian and the German one. In each region there was done a representative sample of the population over 65 living at home or in collective housing, stratified by gender and age groups. The main sample includes some 3'600 respondents (720 in each area) and an over-sample of 480 immigrants aged 65 to 79.

The independent variables included in the analysis are:

- Socio-economic characteristics such as level of education and last job,
- Family characteristics: size of household, number of children, and proximity to adult children,
- Health status,
- Place of socialization and life course,
- Nationality.

Such an innovative analysis will allow us to explore: differences and similarities between migrants and non-migrants; which factors influence the hierarchical-compensatory model and which care services the ageing receive from whom.

"From employment (des-) institutionalization to employment precariousness in post-socialist China"

Sandra V. Constantin, Unige (sandra.constantin@unige.ch)

China is not unique in its process of transformation of the employment structure and precariousness of labor conditions under the pressure of the global economy and the neoliberal ideology. Nevertheless, the transformation of the labor market and the rise of informal employment in urban China represent a number of major challenges, as they took place before the institutionalization of a post-Maoist welfare state and the adoption of a legal legislation to protect workers. This paper analyzes, in the light of Beck's theory of individualization and based on the case study of Beijing, the changes in employment security in post-Maoist China. This research relies on retrospective longitudinal data collected in Beijing between September 2012 and August 2013. They re-construct the life-course (family, school, professional, and migratory trajectories) of 916 respondents (301 individuals born between 1950-1959 and 615 young adults born between 1980-1985). The

sample, stratified according to age, gender, level of education and residence booklet (hukou), was constructed based on data from the 2010 Beijing population census. As there is interdependence between the type of employment and, on the one hand the fact of being insured or not, and on the other hand the working time, I used multichannel sequence analysis (MCSA) to describe, based on these several dimensions simultaneously, heterogeneous individual trajectories. Then by means of MCSA, I ran a cluster analysis on the inter-individual distance matrix using PAM's method to reveal groups of similar sequences of individual trajectories. And to understand which variables could best explain the propensity to be part of a specific group, I computed logistic regressions.

The reforms and opening-up policies in China led to labour deregulation and "widespread employment insecurity" for the majority of Chinese workers. It seems that a prolonged period of informality over the life-course, or a sort of "permanent temporariness", is pretty common for the most vulnerable youths living in Beijing –i.e. the rural and urban migrants with a low level of education. The analyses reveal that people who do not have a labour contract mainly tend to not have insurance, and people with a level of education no higher than junior high school (chuzhong) and a hukou not registered in Beijing have a far greater probability to be in this situation. Moreover, the analyses reveal an overwhelming tendency of the employers for signing fixed-term contracts with their employees, especially unskilled workers, instead of long-term contracts. The youths who do not have signed a labour contract tend to work longer than the other segments of the active population, and logistic regressions point out that the working time is very strongly correlated with the level of education: the lower the level of education, the higher is the odds ratio for a youth of working over forty-four hours a week.

"Dynamique de la pauvreté entre 1999 et 2013 et dérégulation des parcours de vie"

Pascale Gazareth (pascale.gazareth@unine.ch) et Christian Suter, Université de Neuchâtel

Dans le sillon des thèses sur l'individualisation des parcours de vie et les dérégulations sociales, certains annoncent la fin des déterminismes sociaux de classe et l'émergence de nouvelles formes de pauvreté vues principalement comme des accidents de l'existence. Les travaux récents à ce sujet établissent toutefois la persistance des déterminants classiques tout en relevant l'influence de facteurs liés aux thèses de l'individualisation, comme le divorce ou le chômage.

Dans ce contexte, nous nous intéressons à la dynamique de la pauvreté, notamment en termes de trajectoires. Nous nous basons sur les vagues du panel suisse de ménages disponibles à ce jour (1999-2013). Reprenant des travaux antérieurs (Gazareth et Suter 2010), nous utilisons un indice de privation matérielle pour mesurer la pauvreté, plutôt qu'une mesure monétaire qui présente une importante variabilité indésirable (revenus occasionnels, erreurs de mesures, etc.). Pour identifier des trajectoires de pauvreté, nous recourons à des constructions théoriques d'une part et empiriques d'autre part (optimal matching, analyses de séquences). Plus ces trajectoires sont diversifiées, plus elles témoignent du poids de l'individualisation des parcours de vie.

La dynamique de la pauvreté sera ensuite analysée à la lumière des phénomènes de dérégulations qui marquent le marché du travail, les formes de vie commune et le système de sécurité sociale depuis les années 1990. Les épisodes de chômage ou des formes

d'emploi précaires, le divorce et les principales réformes des assurances chômage et invalidité seront particulièrement mobilisés pour expliquer l'évolution de la pauvreté au niveau microsociologique.

Gazareth, Pascale et Christian Suter. 2010. Privation et risque d'appauvrissement en Suisse, 1999–2007. *Revue suisse de sociologie* 36(2): 213–234.

***Atelier 29 : Questionner les inégalités et les processus normatifs dans
l'enseignement supérieur / Researching Inequalities and Normativities in
Higher Education***

(salle 4165)

Philippe SANER, philippe.saner@zhdk.ch, Zürcher Hochschule der Künste

Pauline VESSELY, pauline.vessely@hesge.ch, Haute Ecole d'Art et Design – Genève

Sophie VÖGELE, sophie.voegele@zhdk.ch, Zürcher Hochschule der Künste, York University
Toronto

Thématique

Cet atelier souhaite examiner, à la lumière de la sociologie, des perspectives postcoloniales et féministes, les processus d'exclusion et d'inclusion en jeu dans l'enseignement supérieur. Nous nous intéresserons plus particulièrement à la manière dont les inégalités sociales sont articulées et insérées avec/dans les pratiques institutionnelles qui régulent l'accès à l'enseignement supérieur, qu'il s'agisse des procédures d'admission ou des dispositifs pédagogiques : Quels genres de subjectivation sont produits dans les discours et les politiques institutionnels ? Quelles définitions de « l'étudiant idéal » véhiculent-ils ?

L'atelier vise à évaluer comment le contrôle social est, d'une part, perpétué de manière normative par le règlement de l'accès aux établissements de formation supérieure. De l'autre, il sera question de réfléchir à la façon dont ces normes peuvent être contestées et transformées. En confrontant différents exemples où se jouent ces phénomènes d'inclusion et d'exclusion, cet atelier souhaite créer un espace d'échange afin de développer de nouvelles analyses sur le rôle de l'enseignement supérieur dans la (re)production des inégalités sociales.

Mots-clés : enseignement supérieur, inégalités, processus de sélection, idéologie du talent

Programme (16h-17h30, salle 4165)

Modération : Philippe Saner, Pauline Vessely et Sophie Vögele

Discutante : Yvonne Riaño, Laboratoire d'études transnationales et des processus sociaux, Université de Neuchâtel

Intervenant.e.s :

« Sociogenèse de la vocation artistique : l'étude de l'art entre dispositions et aspirations »

Anna Uboldi, Università degli studi di Milano Bicocca

« Art.School.Differences. Questionner les politiques d'exclusions et d'inégalités dans les hautes écoles d'art suisses »

Pauline Vessely, Haute Ecole d'Art et Design – Genève

« Le solfège, un langage universel ? »

Bernardo di Marco, Zürcher Hochschule der Künste; Micha Seidenberg, Haute école de musique de Genève ; Victor Cordero-Charles, Haute école de musique de Genève

« L'éducation supérieure française nourrice de la défiance sociale »

Florian Olivier, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Résumés des communications

« Sociogenèse de la vocation artistique : l'étude de l'art entre dispositions et aspirations »

Anna Uboldi, Università degli studi di Milano Bicocca

Cette recherche explore la relation entre la dynamique du processus de socialisation, familiale et scolaire, et le développement des dispositions esthétiques parmi les élèves des écoles secondaires d'art. Le choix des jeunes élèves d'étudier les arts plastiques représente mon intérêt principal.

Quelles sont les significations de ce choix scolaire? Quelles sont les dynamiques scolaires et familiales qui émergent dans ce processus? Comment agissent les représentations, les logiques et les attitudes sur l'art et l'école des élèves et de leurs parents, et aussi des enseignants? Comment prennent forme les aspirations artistiques et les ambitions, éducatives et professionnelles, et les perceptions de l'avenir des étudiants?

Ce sont les principales questions auxquelles ce projet tente de répondre à travers l'outil conceptuel du capital culturel et en regardant aux études sur la sociologie de la culture et, en particulier, de l'éducation, de l'art, des pratiques culturelles et de la jeunesse.

Cette recherche a lieu dans deux écoles secondaires, une publique et une privée, de la zone urbaine de Milan. L'étude utilise une approche qualitative par des entretiens en profondeur et des groupes de discussion avec les élèves et leurs parents.

Le cadre théorique de base est bourdieusien, mais il prend aussi quelques suggestions des théories du risque, de l'incertitude et de la réflexivité. L'analyse explore comment les choix, les représentations, les ambitions sont construits dans les arts visuels, et si ils jouent aujourd'hui, bien que dans un contexte marqué par l'incertitude endémique, un rôle dans la reproduction des champs sociaux.

« Art.School.Differences. Questionner les politiques d'exclusions et d'inégalités dans les hautes écoles d'art suisses »

Pauline Vessely, Haute Ecole d'Art et Design – Genève

Comme l'ont démontré des études telle que *Making Differences*, (Saner, Seefranz :2012), les écoles d'art suisses font partie des institutions internationales qui participent à la reproduction d'inégalités sociales ; elles s'inscrivent dans des logiques néolibérales prônant les bienfaits de la globalisation. Ce système éducatif, où les termes de « potentiel » et de « talent » sont essentiels, laisse apparaître une idéologie fondée sur le don qui participe à la reproduction des rapports de force en jeu dans la société. Les hautes écoles d'art méritent d'être interrogées à travers le prisme du genre et de la diversité.

Les écoles d'art se trouvent dans une situation paradoxale où aspirations à l'égalité et effets de la globalisation s'affrontent (Saner, Seefranz : 2012). D'un côté, le désir de diversité est valorisé pour ce que cette dernière représente en termes de créativité artistique, à l'échelle internationale. De l'autre, l'institution produit une délégitimation des individus qui ne correspondent pas aux normes implicitement édictées en son sein. Ce processus concerne particulièrement les femmes, les migrants, ou les candidats issus de zones rurales.

Nous présenterons ici le projet de recherche *Art.School.Differences*, qui se penche sur l'analyse des inégalités sociales dans les hautes écoles d'art, ne vise pas seulement à rechercher et analyser les procédés institutionnels mais aussi, par un projet de recherche ancré dans la pratique, à les faire évoluer. Production de savoirs inédits et changement social sont donc au cœur de cette initiative.

« Le solfège, un langage universel ? »

Bernardo di Marco, Zürcher Hochschule der Künste

Micha Seidenberg, Haute école de musique de Genève

Victor Cordero-Charles, Haute école de musique de Genève

Sous le terme « solfège » se regroupent une série de compétences acquises par un musicien/ne lui permettant, d'une part, de chanter un texte musical, en reproduisant correctement les hauteurs et les rythmes, et d'autre part, de réécrire une partition à partir de l'écoute d'un fragment donné. Bien que fortement ancré dans la tradition française, le solfège en tant que méthode pour l'apprentissage de la lecture et de la notation du langage symbolique de la musique est loin de s'être imposé universellement. D'autres traditions pédagogiques ont développé des approches qui s'écartent de celles enseignées dans les conservatoires français et dans les écoles s'inscrivant dans la même tradition, telle que la Haute école de musique de Genève (HEMGE). Elles demandent parfois des capacités cognitives dont l'échelle de perception est bien plus fine que celle de la tradition

occidentale. Ce constat montre moins les limites de l'école de solfège occidentale que son potentiel d'exclusion et d'inclusion par rapport à une conception de l'art et de l'enseignement musical qui a pour ambition de comprendre la musique par une pensée globale. En tant que discipline éliminatoire dans le processus d'admission aux Hautes Ecoles Spécialisées (HES) suisses du domaine Musique, l'épreuve de solfège fait appel à des compétences acquises avant l'entrée à la haute école. Etant donnée que ces écoles souhaitent intégrer des étudiant-e-s de provenance internationale et donc des étudiant-e-s aux connaissances bien différentes de celles construites par l'école de solfège enseigné dans les HES, un conflit d'intérêt émerge qui fait l'objet de notre recherche. D'une part, le processus d'admission nécessite le passage d'une épreuve appelant à des compétences cognitives universelles qui sont examinées selon une tradition régionale. D'autre part, l'épreuve d'admission ne peut rendre compte de tout le potentiel artistique basé sur des capacités cognitives différentes de celles demandées par l'école de solfège occidentale. Notre étude utilise une approche qualitative (entretiens réalisés avec des étudiant-e-s, des professeur-e-s et des responsables des départements). Nous nous appuyons également sur des statistiques établies par la Haute école de musique de Genève.

« L'éducation supérieure française nourrice de la défiance sociale »

Florian Olivier, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

La place centrale de l'école en France dans le processus de distribution des places sociales implique des différences marquées chez les étudiants dans la manière d'envisager avec plus ou moins de confiance leur avenir. A côté des filières sélectives et scientifiques qui constituent l'idéal scolaire français, les autres filières subissent l'impact de leur moindre valeur symbolique : l'élite scolaire projetant son ombre sur les outsiders de l'école, assombrissant la perception qu'ont ces derniers de leur avenir.

Si le pessimisme des étudiants n'est que relatif – surtout lorsqu'un projet professionnel existe pour se frayer un chemin vers le monde adulte –, il n'en demeure pas moins que la défiance envers la société se nourrit des craintes étudiantes. La plupart des institutions en sont les victimes, de même que les rapports interpersonnels, d'autant plus teintés de méfiance que nos études souffrent de ne pas être au sommet d'une hiérarchie plus ou moins implicite. Et c'est ainsi que l'éducation supérieure française, outre sa tendance à reproduire peu ou prou la structure de l'espace social, peine à instituer la production d'inégalités qui seraient perçues comme justes. Le principal rouage de la méritocratie française étant en quelque sorte grippé.

C'est sur la base de données récoltées auprès d'environ 9000 étudiants dans le cadre de notre thèse sur l'impact disciplinaire des études supérieures sur leurs étudiants que nous nous appuyons afin de démontrer nos propos.

**Workshop 34 B : Family diversity and family change: implications for private
and public spheres**
(salle 5146)

Marieke Voorpostel (FORS), marieke.voorpostel@fors.unil.ch

Valérie-Anne Ryser (FORS), valerie-anne.ryser@fors.unil.ch

Laura Bernardi (Université de Lausanne), laura.bernardi@unil.ch

Thematic

In the last decades, Western countries have experienced a “decline of institutions” in various domains of society. In the private sphere, complex changes in partnership and parenthood patterns have been characterized by some as a decline of the family as a social institution. The share of partnerships accounted for by traditional married unions of a man and a woman has decreased. The pathways to family formation have become increasingly multifaceted, and are characterized by a postponement or decline in childbearing within marriage, a rise in the proportion of children born within cohabitation, an increase in homosexual parenthood, and in step-parenthood as a consequence of the instability of unions. Family trajectories are more heterogeneous both in terms of events and in terms of their sequencing.

Laws and policies in Europe have progressively included these alternative living arrangements. Children born outside of a marital union generally benefit from equal rights as children born within a marital union. More recently, cohabiting unions have increasingly (though not everywhere, nor to the same extent) been attributed similar entitlements as married couples. There is also growing acknowledgement of the “family rights” of same sex partnerships (e.g., allowing marital unions, registered partnerships or similar sorts of agreements and, in some instances, extending the entitlement to adoption of children to single individuals or same sex couples).

Such increasing diversity in families may impact what individuals expect to be the obligations and resources associated with family membership. Changes in the composition of families may be weakening social cohesion by weakening the ties that bind kin together and the consequent social support and solidarity within families. Given family constellations, for example divorced individuals and lone parents, are more at risk of poverty and deprivation than others and may not be able to rely on similar levels of support from their social networks. Social policies have not always kept up with the existing diversity in family arrangements. At the same time, emerging family constellations have the potential to extend the available social resources to other members beyond those recognized by traditional family structures.

Session 2

"Infringe to protect? Privacy, marriage and sexuality in European migration management"

Lisa Marie Borrelli, Institute of Sociology, University of Bern

"Parental involvement and educational success in Kosovar families in Switzerland"

Rosita Fibbi, ISS, University of Lausanne

"„Successful“ or „failed“? constructions of the child's position in a changing inner space of family"

Nicole Kirchhoff, TU Dortmund

"Fathers' family involvement in four European countries"

Ivett Szalma, FORS, Judit Takács, Center for Social Science – Hungarian Academy of Sciences

Workshop contributions

"Infringe to protect? Privacy, marriage and sexuality in European migration management"

Lisa Marie Borrelli, Institute of Sociology, University of Bern (lisa.borrelli@soz.unibe.ch)

This paper analyses current developments and research outcomes at the intersection of two important paradigms: migration management and sexuality. Recent high court decisions and legal changes in Europe have stressed that non-citizens have a right to freely act out their sexual orientation, be it within the context of "traditional" marriage and family life or in other forms of sexuality, without stigma or harassment. In both cases discussed, the state is tasked to respect the right of migrants to partnerships, and to protect them from potential persecution in other nations. In both cases, relationships and sexual practices can lead to the attainment of legal residence, even trumping other considerations such as employment or qualification. However, this extension of migrant rights is always accompanied with the fear of abuse.

Based on original ethnographic research as well as an analysis of recent court cases and grey documents, we examine how immigration authorities decide on these cases. We argue that in order to prevent abuse, officials often go far beyond an acceptable infringement of privacy. However, this is due to a lack of supervision and guidelines, as well as the stark vulnerability of applicants, who in order to appear cooperative see themselves forced to comply with these infringements. Instead of seeing them as acts of pure humiliation, the practices should rather be seen as misguided practices of immigrant selection, which can be managed and curtailed.

"Parental involvement and educational success in Kosovar families in Switzerland"

Rosita Fibbi, ISS, University of Lausanne (rosita.fibbi@unil.ch)

While some children of immigrants experience intergenerational upward social mobility, others do not. This paper explores the impact of parental and family involvement on offspring trajectories by contrasting families whose children experienced a highly mobile path, achieving tertiary education, against families whose children experienced low or no educational mobility. Focusing on within-group differences, the qualitative study analyses interviews conducted with twenty young persons and one of their parents in Kosovar families in Zurich, Switzerland, in 2013. Findings from our dyadic data reveal that educational outcomes are not only associated with parental educational attainment in the country of origin but also with professional mobility in the country of destination. This association is mediated by parenting styles, involvement and practices. While all parents show an important emotional involvement in their children's educational trajectory, significant within-group differences in the Albanian-speaking group appear with respect to their parenting styles, parental school involvement and resource mobilisation. We show that educational success is associated with an authoritative parenting style practised by parents of different educational background. By contrast, lack of educational success is common in families where parents cannot provide secure guidance to their children, whatever their previous educational achievement.

"„Successful" or „failed"? constructions of the child's position in a changing inner space of family"

Nicole Kirchhoff, TU Dortmund (Nicole.kirchhoff@tu-dortmund.de)

The Family as a primary authority of socialisation is changing. This change is negotiated in public and private discourses and can be pinned down within a new and active understanding of fatherhood. In my contribution I reconstructed concepts of families by considering representations of „involved fatherhood" through photographs as well as interviews with couples. The concepts of families are marked by the coexistence of modern and traditional elements. I based my research on interviews with heterosexual couples from East and West-Germany. The methodology used was a mix between narrative-biographical interviews and group discussions. In my lecture I will follow the question of how the politically intended - and socially approved - gender discourse affects the position of the child within the social space of the family. The evaluation of interview excerpts is realised by methods of narrative analysis and by the documentary method of Interpretation. My input suggests that the position of the child within the family Triad, as well as the parental expectations that are marked by envisioning a "successful" or "soon to be successful child", are undergoing becoming more pronounced. In my paper I will discuss the following: 1. how this process occurs along the backdrop of gender, and 2. how does parental history and experiences lead to orientations that are manifesting themselves in the child, and 3. how this assumed re-evaluation (higher value) of the position of the child suppresses unsolved problems and obvious needs for action within the couple.

“Fathers’ family involvement in four European countries”

Ivett Szalma, FORS (ivett.szalma@unil.ch), Judit Takács (Center for Social Science – Hungarian Academy of Sciences)

Our main goal is to examine fathering practices in four European countries. This topic has attracted increasing interest from scholars in the past decades. This attention is motivated by important social changes that have occurred in many countries, such as the increasing number of women and mothers entering the labour market and the growing number of working single parents and dual-income families. However, fathering practices are not homogenous in Europe: in our view several country-level variables should be examined in order to estimate their potential effects on fathering practices. These country-level variables include parental leave policies that can make it possible for fathers to stay at home with their children, and evolving gender related norms, beliefs and attitudes. In order to estimate the effect of these contextual variables we examine four European countries with different family policies background: Hungary, Germany, Norway and Switzerland. The empirical base of this study is the fourth round of the European Values Study (EVS), conducted in 2008-2010. We will focus on the following EVS variables: A child needs a home with both a father and a mother to grow up happily; A man has to have children in order to be fulfilled; In general, fathers are as well suited to look after their children as mothers – by using ordered logistic regression models.

Workshop 37 : Felder und Analyse kollektiver Dynamiken

(salle 3128)

Georg Reischauer (Technische Universität Wien), georg.reischauer@tuwien.ac.at

Leopold Ringel (Heinrich-Heine-Universität Düsseldorf), leopold.ringel@uni-duesseldorf.de

Tobias Werron (Universität Luzern), tobias.werron@unilu.ch

Thematik

Eine zentrale Herausforderung für die Untersuchung kollektiver Dynamiken ist ihre Einbettung in ein allgemeines theoretisches Konzept. Als probates Instrument hierfür hat sich der Begriff des Feldes etabliert. Dieser liegt quer zu der klassischen Mikro-Makro-Unterscheidung und wird unterschiedlich konzeptualisiert. So stellen Felder nach Bourdieu/Wacquant (1992) etwa soziale Arenen dar, in denen Dominationsverhältnisse reproduziert werden, wohingegen DiMaggio/Powell (1983) sie als Kontexte sehen, in denen Organisationen zu Legitimationszwecken feldspezifisch institutionalisierte Formalstrukturen und Praktiken übernehmen. Mit dem Werk „Theory of Fields“ (Fligstein/McAdam 2012) wurde jüngst auch eine Synthese aus Elementen verschiedener Konzepte vorgelegt.

Der Feldbegriff ist somit zentraler Bestandteil der soziologischen Theorie und, wenngleich bislang in überschaubarem Maß, Grundlage empirischer Forschungen. Jedoch gibt es auch noch offene Fragen: Wie verhalten sich die unterschiedlichen Feldkonzepte zueinander? Wie entstehen, stabilisieren und zerfallen Felder? Wie können unterschiedliche

soziologische Grundbegriffe, etwa Sozialstruktur und Kultur, in Feldanalysen nutzbar gemacht werden? Mit welchen Methoden lassen sich Felddynamiken empirisch fassen? Der Workshop lädt ein, diese und andere Fragen rund um den Themenkomplex Feldtheorie zu diskutieren. Erwünscht sind sowohl theoretisch-konzeptionelle als auch empirische Beiträge

Programm (16h-17h30, salle 3128)

« Strategisches Handeln oder produktive Praxis? Über eine grundsätzliche Verzerrung der feldtheoretischen Perspektive und ihre Folgen »

Dennis Eversberg, Friedrich-Schiller-Universität Jena

« Felder des Handelns oder Handlungen der Felder? »

Gregor Bongaerts, Universität Duisburg-Essen

« Produzenten und Konsumenten im Weinfeld. Wie kann die Feldtheorie auf die Analyse des Weinmarktes angewendet werden? »

Patrick Schenk und Jörg Rössel von der Universität Zürich

« Existentielle und instrumentelle Handlungsmotive in Feldern »

Ulf Tranow und Leopold Ringel von der Universität Düsseldorf

Workshopbeiträge

« Strategisches Handeln oder produktive Praxis? Über eine grundsätzliche Verzerrung der feldtheoretischen Perspektive und ihre Folgen »

Dennis Eversberg, Friedrich-Schiller-Universität Jena (dennis.eversberg@uni-jena.de)

Der Beitrag problematisiert die Sicht der feldtheoretischen Ansätze sowohl Fligstein/McAdams als auch Bourdieus, nach der alles soziale Handeln in Feldern als "strategic action" zu verstehen ist. Eine solche Sicht ist zwar möglich und lässt sich kohärent formulieren, sie verdeckt aber etwas, was gerade aus Bourdieuscher Perspektive zentral sein sollte, nämlich den Charakter desselben sozialen Handelns als produktive Praxis. Gerade in der Analyse sozialer Bewegungen - dem zentralen Forschungsfeld McAdams - ist es entscheidend, die Praxis der Akteure nicht primär als intern konflikthafte strategisches Agieren, sondern als kooperative Praxis der 'Produktion von Welten' zu begreifen. Der für jede feldtheoretische Perspektive so zentrale Kampf ist in diesem Kontext weniger einer zwischen den Akteuren als der gemeinsame Kampf dieser Akteure gegen von außerhalb des Feldes kommende Zwänge, die durch gouvernementale Technologien, Mechanismen und Diskurse, kurz: durch Dispositive der Regierung, erzeugt werden und mit denen sie gemeinsam konfrontiert sind. Vorgeschlagen wird daher eine Ergänzung der feldtheoretischen Perspektive durch eine spezifische, materialistisch angereicherte Lesart des Foucaultschen Konzepts des Dispositivs, die einen theoretischen Zugriff auf objektivierte soziale Strukturen jenseits von und quer zu Feldern möglich macht. Nach einer kurzen

theoretischen Begründung soll dieser Ansatz anhand von Ergebnissen aus Cluster- und Korrespondenzanalysen einer Befragung von AktivistInnen der wachstumskritischen Degrowth-Bewegung auch im Hinblick auf seine Konsequenzen für die empirische Forschung konturiert werden.

« Felder des Handelns oder Handlungen der Felder? »

Gregor Bongaerts, Universität Duisburg-Essen (gregor.bongaerts@uni-due.de)

Im Rahmen des Beitrags geht es um die Verhältnisbestimmung der Feldtheorien von Bourdieu und Fligstein/MacAdam. Als Grundlage dient der Begründungszusammenhang des Feldbegriffs der Theorie der Praxis, durch den insbesondere verständlich wird, warum Felder als Spiel-, Kraft- und Machtfelder ihren Akteuren mitsamt deren Habitus gleichsam vorgeordnet sind. Das Erklärungspotenzial des Feldbegriffs der Theorie der Praxis ist darin begründet, dass er sowohl die Akteure als auch deren Handeln durch das historisch etablierte Zusammenwirken von Habitus und Feldstrukturen verständlich macht. Der Begriff ist durch diesen Erklärungsanspruch mit Blick auf seine sozial- und differenzierungstheoretische wie auch seine epistemologische Verwendungsweise gerechtfertigt. Die neuere Feldtheorie von Fligstein und MacAdam optiert demgegenüber grundlegend anders, wenn Felder als Arenen strategischen Handelns ausgehend von immer schon strategischen Akteuren begriffen werden. Das Interesse an den Beiträgen der Akteure – insbesondere kollektiv handelnder Akteure – an der Konstitution, Reproduktion und Transformation von Feldern begründet die handlungstheoretische Grundlegung, die zudem dadurch verständlich wird, dass Fligstein und MacAdam ihre Überlegungen zu einer allgemeinen Feldtheorie aus der Soziologie sozialer Bewegungen und der Organisations- sowie Wirtschaftssoziologie herleiten. Die Gegenüberstellung einer Handlungstheoretisch begründeten Feldtheorie und einer feldtheoretisch begründeten Handlungstheorie führt zum Ersten zu der Frage nach dem Stellenwert und Geltungsbereich des Feldbegriffs. Anschließend kann zum Zweiten durch die Kontrastierung nach den Potenzialen der Feldbegriffe für das Verständnis kollektiver Dynamiken gefragt werden.

« Produzenten und Konsumenten im Weinfeld. Wie kann die Feldtheorie auf die Analyse des Weinmarktes angewendet werden? »

Patrick Schenk, (schenk@soziologie.uzh.ch) und Jörg Rössel (roessel@soziologie.uzh.ch), Universität Zürich

In den letzten drei Jahrzehnten erlebte die Feldtheorie von Pierre Bourdieu wachsende Aufmerksamkeit in der Wirtschaftssoziologie. Diese Theorie umfasst nicht nur Werkzeuge für die Analyse von Konsumprozessen auf der Nachfrageseite, sondern ermöglicht es ferner, den Geschmack der Akteure systematisch mit den Strategien von Produzenten und Marktintermediären in Beziehung zu setzen. Eine zentrale Frage, die durch die Feldtheorie adressiert werden kann, bezieht sich somit auf die Bewertung und Konsekration von Gütern. Wir wollen dieser Frage im Weinmarkt nachgehen, denn Wein zeichnet sich durch eine hohe chemische Zusammensetzung des Gutes zurückgeführt werden kann, sondern dass die Wertunterschiede durch soziale Prozesse entstehen, in

denen Qualität konstruiert und ausgehandelt wird. Auf Basis der Feldtheorie rekonstruieren und erklären wir die Struktur der Positionen und Positionierungen der Produzenten im Weinfeld, die Transformation von symbolischem in ökonomisches Kapital in der Form von Weinpreisen und die Klassenunterschiede im Weinkonsum auf der Nachfrageseite. Dazu greifen wir auf Umfragedaten sowie eine Inhaltsanalyse zum deutschen Weinmarkt zurück und bearbeiten diese mit Korrespondenz- als auch Regressionsanalysen. Wir können zeigen, dass die Struktur des Weinfeldes der Gliederung eines heteronomen und autonomen Poles folgt, dass die diskursiven Stellungnahmen der Winzer einen erheblichen Einfluss auf die Weinpreise haben und dass die Orientierung der Konsumenten auf je unterschiedliche Segmente des Weinfeldes in Klassenhierarchien begründet liegt. Qualitätsunsicherheit aus. Wir argumentieren, dass Weinqualität nicht auf die

« Existentielle und instrumentelle Handlungsmotive in Feldern »

Ulf Tranow, Universität Düsseldorf (tranow@phil.uni-duesseldorf.de)

Leopold Ringel, Düsseldorf (leopold.ringel@uni-duesseldorf.de)

Fligstein/McAdams unterstellen in ihrer Mikrotheorie strategischen Handelns einen Mix aus existentiellen und instrumentellen Handlungsmotiven: In ihren Handlungen folgen Akteure sowohl ihrem existentiellen Bedürfnis nach Sinngebung als auch materiellen und Machtinteressen. Die beiden Orientierungen werden von den Autoren allerdings nicht handlungstheoretisch in Beziehung gesetzt, sondern als unentwirrbar dargestellt. Dadurch versperrt sich die Feldtheorie einen tiefenscharfen Blick auf Felddynamiken, die sich gerade durch ein Spannungsverhältnis zwischen beiden Orientierungen auszeichnen. Wir interessieren uns für Dynamiken, die angestoßen werden, wenn ein „meaning project“, welches in einem Feld eine existenzielle Funktion erfüllt, in ein anderes Feld exportiert wird, in diesem nicht anschlussfähig ist und instrumentellen Zielen entgegensteht. Anhand einer qualitativen Fallstudie zur Landtagsfraktion der Piratenpartei NRW werden wir darstellen, wie diese versucht, das für die Partei elementare „meaning project“ der Transparenz in das Feld des Landtags zu importieren. Die Landtagsfraktion sieht sich damit konfrontiert, einerseits diesen sinnstiftenden Wert hochzuhalten und andererseits im Feld des Landtags, das bestimmte formale und informale Regeln aufweist, instrumentelle Handlungen zu setzen, die eine Umgehung von Transparenz erfordern, um erfolgreich partizipieren zu können.

Atelier 40 : Une ethnographie de l'espace public médiatique est-elle possible ?

(salle 5081)

Fabienne Malbois (Fabienne.Malbois@unil.ch)

Philippe Gonzalez, (Philippe.Gonzalez@unil.ch)

Laurence Kaufmann (Laurence.Kaufmann@unil.ch)

Marta Roca i Escoda (Marta.RocaEscoda@unil.ch)

Institut des sciences sociales, Faculté des sciences sociales et politiques, Université de Lausanne

Thématique

Comme le panel auquel il est lié (« Ethnographier l'espace public : de l'organisation sensible aux dispositifs institutionnels »), ce workshop prend appui sur une perspective dramaturgique de l'espace public (cf. H. Arendt et E. Goffman par exemple). Concevant ce dernier comme la conjugaison d'une scène, d'acteurs et de spectateurs, il s'intéresse tout particulièrement à l'espace public médiatique. Dans l'approche socio-discursive développée par J. Widmer, l'espace public médiatique est l'espace public le plus large, dans la mesure où il est en principe accessible à tous les citoyens, au contraire de l'arène parlementaire par exemple. Une telle approche invite à penser les espaces publics en terme de continuum. C'est ainsi que pour I. Joseph, l'espace public urbain, en tant qu'il organise aussi des « visibilités et des énoncés » qui ont une intention politique, est conçu comme un espace d'interactions qui ouvre sur d'autres espaces, et plus particulièrement les espaces où la parole circule afin de former et de communiquer des opinions et des identités, notamment à un destinataire absent. Prolongeant cette voie de recherche, ce workshop fait l'hypothèse, avec E. Goffman, qu'« interactions en coprésence » et « interactions médiatiques » ne relèvent pas de deux ordres sociaux incommensurables. C'est dire que les espaces publics médiatiques sont, à l'instar des lieux publics ou les arènes des parlements, des espaces matériels structurés par des dispositifs socio-sémiotiques ou institutionnels variés, et peuvent dès lors eux aussi être soumis à une enquête de type ethnographique.

Les contributions réunies ici vont s'attacher à préciser à quel titre le terme d'ethnographie peut être appliqué à la sociologie des espaces publics médiatiques. Plus précisément, sur la base d'une pragmatique du langage, elles vont tenter de répondre aux interrogations suivantes : comment saisir les continuités et les discontinuités entre les scènes médiatiques plurielles où circulent les énoncés et se forment des publics, et en quoi ces scènes configurent-elles des régimes différenciés de visibilité ? Y a-t-il un sens à parler d'espace public médiatique au singulier, voire de « méta-espace public » ? Y a-t-il des modalités de matérialisation et d'instanciation (ou encore de représentation, figuration, incarnation, etc.) de l'espace public propres à chaque situation de communication médiatique ? Enfin, comment appréhender les questions de la spatialité et de la temporalité, auxquelles toute analyse ethnographique de l'espace public est confrontée ?

Programme (16h-17h30, salle 5081)

« Les errements d'une parole populaire émancipée. Quand les auditeurs de la Radio Suisse Romande répondent à une question déplacée »

Cédric Terzi, Geriico, Université de Lille 3, et CEMS-IMM, EHESS

« Lutter contre l'islamophobie en suggérant l'État islamique ? Le Conseil central islamique de Suisse s'invite dans l'espace public »

Philippe Gonzalez, Labso (Laboratoire de sociologie), Institut des sciences sociales, Université de Lausanne

« Se figurer, être figuré dans l'espace public. Les épiphanies ordinaires de Bradley/Chelsea Manning »

Fabienne Malbois, Labso, Institut des sciences sociales, Université de Lausanne

Présidente de la séance : Marta Roca i Escoda

Discutante : Laurence Kaufmann

Résumés des communications

« Les errements d'une parole populaire émancipée. Quand les auditeurs de la Radio Suisse Romande répondent à une question déplacée »

Cédric Terzi, Geriico, Université de Lille 3, et CEMS-IMM, EHESS (cedric.terzi@ehess.fr)

Les médias de masse rivalisent d'inventivité pour favoriser la libre expression de leurs lecteurs, de leurs téléspectateurs ou de leurs auditeurs. Ils y parviennent par la mise en œuvre conjointe de technologies de communication, et d'un travail de présentation des problèmes publics sous une forme aisément compréhensible et offrant prise à une parole émancipée des contraintes susceptibles de l'inhiber.

Partant d'un exemple particulier, je m'efforcerai d'explicitier la conception de la démocratie qui sous-tend de telles entreprises, et de montrer qu'en certaines circonstances, elle peut se retourner contre l'État de droit et s'avérer tyrannique.

« Lutter contre l'islamophobie en suggérant l'État islamique ? Le Conseil central islamique de Suisse s'invite dans l'espace public »

Philippe Gonzalez, Labso (Laboratoire de sociologie), Institut des sciences sociales, Université de Lausanne (Philippe.Gonzalez@unil.ch)

Le 29 novembre 2014, cinq ans jour pour jour après la votation de l'initiative anti-minarets, le Conseil central islamique de Suisse [CCIS] publie une vidéo sur la plateforme YouTube figurant le combat des musulmans pour s'inscrire dans le territoire helvétique. Les principaux médias suisses relayent la vidéo, donnant la parole à des experts qui soulignent le caractère ambigu des images : celles-ci présenteraient des similitudes frappantes avec les

mises en scène de l'État Islamique. De son côté, le CCIS invoque la « liberté d'expression » et la « lutte contre l'islamophobie ». L'analyse de la vidéo et de sa circulation sera l'occasion de procéder à une ethnographie des activités auxquelles recourent des groupes religieux radicaux et minoritaires pour donner une visibilité à leur cause. Ce qui nous permettra d'élucider la façon dont ces groupes se nantissent des valeurs libérales – qu'ils n'hésitent d'ailleurs pas à subvertir – pour s'inviter dans l'espace public, tentant d'imposer leur représentation publique de l'islam – conçu de façon fondamentaliste et militante – aux autres musulmans et au reste de la société.

« Se figurer, être figuré dans l'espace public. Les épiphanies ordinaires de Bradley/Chelsea Manning »

Fabienne Malbois, Labso, Institut des sciences sociales, Université de Lausanne
(Fabienne.Malbois@unil.ch)

Le Today Show (NBC) du 22 août 2013 donna naissance à une nouvelle figure publique dont le référent corporel était encore une pure forme sémiotique. Par l'intermédiaire de la journaliste de l'émission lisant un communiqué de presse émis par le soldat Bradley Manning (« la taupe de WikiLeaks ») pour demander à quiconque de se rapporter à lui, dès à présent, comme à une femme, Chelsea Manning apparut en effet dans l'espace public sous l'effet combiné d'énoncés langagiers et de manifestations sensibles (un nom propre, une voix, un portrait, etc.) savamment agencés. Inscrivant cette situation de communication inaugurale à l'horizon d'une temporalité et d'une spatialité, ma contribution vise à décrire la pluralité des figurations prises par Manning au gré de la reconnaissance, ou non, de sa demande dans plusieurs scènes organisées par des dispositifs matériels et socio-sémiotiques variés (presse, Wikipédia, etc.). C'est donc en tentant de reconstituer la trajectoire d'un événement discursif particulier, à savoir une figuration de soi qui engage d'autres que soi, que sera interrogée la possibilité de soumettre l'espace public médiatique à une enquête de type ethnographique. La distinction entre lieu et espace proposée par Louis Marin fera office ici de ressort analytique clé.

Fin du Congrès

**Merci et bon retour/Danke und gute Heimfahrt/Thank you
and good journey home**

